RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

lozère

LE DÉPARTEMENT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°20 - 04 - 01

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

n°CD_20_1001 à CD_20_1013
du 20 avril 2020

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

Assistaient également à la réunion :

Thierry	BLACLARD	Directeur général des services
Sophie	MONTEL	Directrice de Cabinet et du Protocole
Frédéric	BOUET	Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales
Marie	LAUZE	Directrice générale adjointe des Services de la Solidarité Sociale
Gilles	CHARRADE	Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale
Jérome	LEGRAND	Direction Générale Adjointe des services de la Solidarité Territoriale
Isabelle	DARNAS	Directrice du Développement Éducatif et Culturel
Nadège	FAYOL	Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique
Hervé	FILIERE	Directeur adjoint en charge des systèmes d'information et de télécommunication
Annie	FAGES	Direction des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances

DÉPARTEMENT DE LA LOZERE

SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du Lundi 20 avril 2020

- 09h00 -

Dossiers hors commission

Délibération n° CD_20_1001 :	Covid-19 : Adaptation des modalités d'organisation des séances du Conseil départemental et de la commission permanente pour la durée de l'état d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19	p.3
Délibération n° CD_20_1002 :	Covid-19 : bilan d'étape des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence	p.8
Délibération n° CD_20_1003 :	Covid-19 : examen des délégations accordées aux exécutifs locaux	p.22
Délibération n° CD_20_1004 :	Covid-19 : Mesures exceptionnelles en faveur du monde associatif	p.27
Délibération n° CD_20_1013 :	Covid-19 : Attribution d'une indemnité exceptionnelle à l'attention des Assistants Familiaux du Département	p.32

VI - Commission Développement

Délibération n° CD_20_1005 :	Stratégie de gestion des sites touristiques départementaux	p.36
Délibération n° CD_20_1006 :	Réserve des Bisons d'Europe : avis de principe sur l'accompagnement financier du projet	p.42

VII - Commission Finances et gestion de la collectivité

Délibération n° CD_20_1007 :	Vote des taux 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties, du prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et de la taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou Taxe de Publicité Foncière (TPF)	p.45
Délibération n° CD_20_1008 :	Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures	p.52
Délibération n° CD_20_1009 :	Budget : Vote de la décision modificative n° 1 du budget primitif 2020	p.63
Délibération n° CD_20_1010 :	Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère	p.166

VIII - Commission Politiques territoriales et Europe

Délibération n° CD_20_1011 :	Démographie médicale : ouverture de la bourse d'engagement à toutes les spécialités médicales	p.169
Délibération n° CD_20_1012 :	Prorogation des contrats territoriaux	p.174

Délibération n°CD_20_1001

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Dossier hors commission

Objet : Covid-19 : Adaptation des modalités d'organisation des séances du Conseil départemental et de la commission permanente pour la durée de l'état d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°1 intitulé "Covid-19 : Adaptation des modalités d'organisation des séances du Conseil départemental et de la commission permanente pour la durée de l'état d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU les précisions apportées en séance ;

ARTICLE 1

Prend acte que l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 :

- assouplit transitoirement les modalités de réunion à distance des organes des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- allège les modalités de consultations préalables à la prise de décisions des collectivités territoriales.

ARTICLE 2

Valide, sur la base de cette ordonnance, afin de permettre la continuité du service vis à vis du territoire, de garantir la sécurité sanitaire des élus et de permettre à l'Assemblée Départementale de fonctionner avec le plus grand nombre possible de conseillers, les dispositions suivantes concernant l'organisation des séances de l'Assemblée Départementale :

- Suspension de la consultation des commissions organiques, pour avis préalable, sur les rapports soumis au Conseil départemental.
- Maintien de la réunion à huis clos pour la commission permanente.
- Pour le Conseil départemental, qui est une séance publique, l'ensemble des débats sera enregistré et fera l'objet d'une retranscription dans un procès-verbal qui sera ensuite diffusé sur le site du Département, sans avis préalable de l'Assemblée Départementale sur le procès-verbal.
- Convocation des élus par messagerie et par courrier avec envoi de l'ordre du jour de la réunion et mise à disposition des rapports sur l'espace numérique personnel de chaque élu ;
- Possibilité pour les élus de recevoir 2 pouvoirs d'autres élus, sous réserve que le pouvoir écrit soit transmis, au moins 1 heure en amont de la réunion, au cabinet de la Présidente par messagerie ;
- Tenue de la séance en audio conférence. L'ouverture de la réunion se fera par appel de la Présidente des présents en salle ou à distance. Le quorum sera alors constaté pour établir si la séance peut se tenir.
- Chaque président de groupe politique désigne, s'il le souhaite, 2 élus au maximum qui pourront assister à la séance en présentiel puisqu'en raison de la prise en compte impérative des gestes barrières et des distances à respecter, la salle ne pourra accueillir qu'un maximum de 7 élus.
- La Présidente du Conseil départemental rapportera l'ensemble des rapports, en l'absence physique du Président ou de la Présidente de commission dont relève le rapport. Le vote sur les rapports ne pouvant avoir lieu qu'au scrutin public, il devra donc se matérialiser par un vote nominatif sur chaque rapport. Ces mentions sont indiquées sur les délibérations.

ARTICLE 3

Approuve ces dispositions d'organisation des séances de Conseil départemental et de Commission Permanente, et ce pour toute la durée de l'état d'urgence.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1001

Annexe à la délibération n°CD_20_1001 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°1 "Covid-19 : Adaptation des modalités d'organisation des séances du Conseil départemental et de la commission permanente pour la durée de l'état d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19"

L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 assouplit transitoirement les modalités de réunion à distance des organes des collectivités territoriales et de leurs groupements et allège également les modalités de consultations préalables à la prise de décisions des collectivités territoriales.

Les principales dispositions sont les suivantes :

- L'article 2 étend le dispositif de l'article 10 de la loi n° 2020-290 en fixant pendant la durée de l'état d'urgence au tiers, au lieu de la moitié, le quorum de membres nécessaires pour une réunion non seulement de l'organe délibérant des collectivités et des groupements, mais également des commissions permanentes des collectivités. Le quorum de l'ensemble de ces instances s'apprécie en fonction des membres présents ou représentés. Il prévoit par ailleurs que les membres de ces instances peuvent être porteurs de deux pouvoirs, contre un seul aujourd'hui.
- L'article 3 facilite la réunion de l'assemblée délibérante des collectivités territoriales à la demande de ses membres. Il abaisse la proportion de membres nécessaire pour provoquer une réunion de l'organe délibérant des collectivités et des groupements. Aujourd'hui fixée à la moitié ou au tiers, cette proportion sera fixée, pendant la durée de l'état d'urgence, au cinquième. Lorsqu'une demande est présentée, le chef de l'exécutif de la collectivité ou du groupement disposera d'un délai de six jours pour organiser la réunion.
- L'article 4 allège les modalités de consultations préalables à la prise de décisions des collectivités territoriales. S'il est fait application de cette possibilité d'allègement, le président de l'organe délibérant fait part sans délai de cette décision aux commissions ou conseils concernés, leur communique par tout moyen les éléments d'information relatifs aux affaires sur lesquelles ils n'ont pu être consultés et les informe des décisions prises. L'article suspend par ailleurs l'obligation pour les organes délibérants des collectivités territoriales de se réunir au moins une fois par trimestre.
- L'article 6 autorise la réunion à distance des organes des collectivités territoriales et de leurs groupements. S'il est fait usage de cette nouvelle faculté, le chef de l'exécutif doit utiliser tous les moyens dont il dispose pour convoquer les membres de l'organe délibérant. Lors des réunions en téléconférence, il ne peut être recouru qu'au vote au scrutin public. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres dans le lieu de réunion mais également de ceux présents à distance. Pour les organes délibérants soumis à obligation de publicité, le caractère public de la réunion de l'organe délibérant de la collectivité territoriale est réputé satisfait lorsque les débats sont accessibles en direct au public de manière électronique.
- L'article 7 assouplit transitoirement les modalités de transmission des actes au contrôle de légalité, sans remettre en question les voies de transmission habituelles et facilite l'accomplissement des formalités de publicité des actes réglementaires des autorités locales, qui conditionnent leur entrée en vigueur et déterminent le point de départ des délais de recours. Il prévoit, à titre dérogatoire, que la publication des actes réglementaires puisse être assurée sous la seule forme électronique, sur le site internet de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales lorsqu'il existe, sous réserve qu'ils soient publiés dans leur intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions permettant d'en assurer la conservation, d'en garantir l'intégrité et d'en effectuer le téléchargement.

Sur ces fondements, et afin de permettre la continuité de notre service vis à vis du territoire, garantir la sécurité sanitaire des élus et permettre à notre assemblée de fonctionner avec le plus grand nombre possible de conseillers, il vous est proposé de valider les dispositions suivantes concernant l'organisation de nos séances, et ce pour toute la durée de l'état d'urgence :

- Suspension de la consultation des commissions organiques, pour avis préalable, sur les rapports soumis au Conseil départemental ;
- Maintien de la réunion à huis clos pour la commission permanente.
- Pour le Conseil départemental, qui est une séance publique, l'ensemble des débats sera enregistré et fera l'objet d'une retranscription dans un procès-verbal qui sera ensuite diffusé sur notre site, sans avis préalable de notre assemblée sur le procès-verbal.
- Convocation des élus par messagerie et par courrier avec envoi de l'ordre du jour de la réunion et mise à disposition des rapports sur l'espace numérique personnel de chaque élu ;
- Possibilité pour les élus de recevoir 2 pouvoirs d'autres élus, sous réserve que le pouvoir écrit soit transmis, au moins 1 heure en amont de la réunion, au cabinet de la Présidente par messagerie ;
- Tenue de la séance en audio conférence. L'ouverture de la réunion se fera par appel de la Présidente des présents en salle ou à distance. Le quorum sera alors constaté pour établir si la séance peut se tenir.
- Chaque président de groupe politique désigne, s'il le souhaite, 2 élus au maximum qui pourront assister à la séance en présentiel puisqu'en raison de la prise en compte impérative des gestes barrières et des distances à respecter, la salle ne pourra accueillir qu'un maximum de 7 élus.
- La Présidente du Conseil départemental rapportera l'ensemble des rapports. Le vote sur les rapports ne pouvant avoir lieu qu'au scrutin public, il devra donc se matérialiser par un vote nominatif sur chaque rapport. Ces mentions sont indiquées sur les délibérations.

Je vous demande de bien vouloir approuver ces dispositions concernant l'organisation de nos séances de Conseil départemental et de Commission Permanente, et ce pour toute la durée de l'état d'urgence.

Délibération n°CD_20_1002

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Dossier hors commission

Objet : Covid-19 : bilan d'étape des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence

Dossier suivi par Cabinet et Protocole -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°2 intitulé "Covid-19 : bilan d'étape des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE UNIQUE

Prend acte du 1er bilan des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence au sein de la collectivité, ci-après :

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
A) Le plan de continuité de l'administration (PCA)	
Activation du plan de continuité de l'administration (PCA) qui garantit la continuité des actions essentielles de service public rendu à la population, aux allocataires, aux associations, aux entreprises et partenaires,	Ce plan prévoit la constitution d'une cellule de crise ainsi que par politique et métier, dans le respect des mesures barrières, l'effectif minimal à conserver en présentiel, les missions à réaliser en télétravail, celles pouvant être reportées et les moyens supports à mettre en place, Il prévoit aussi les permanences téléphoniques au siège et dans les MDS, l'astreinte et les permanences routières, les permanences dans les collèges notamment pour l'accueil des enfants de soignants,
B) Contribuer à la mobilisation générale pour protéger la population et les plus vulnérables	
Participation à la cellule de crise de la préfecture qui coordonne l'échelon départemental, ce qui nous permet de faire remonter les besoins et questionnements du territoire,	En interne, réunions régulières de la cellule de crise au Conseil départemental prévue par le plan de continuité de l'administration
Adaptation du site Internet du Département pour communiquer les informations importantes et utiles à tous	
Participation à des groupements de commande pour l'achat de masques	
Le Département lance l'Opération « Un masque en tissu pour tous »	Le département achète le matériel (tissu et attaches), fait réaliser le modèle, la découpe et le mode d'emploi et d'assemblage (tutoriel), Il assurera aussi la logistique auprès des volontaires couturiers , couturières et la distribution auprès des maires du Département, Coût : environ 20 000 euros,
B1 Protéger ceux qui soignent et agissent au quotidien	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Intervention auprès du Ministre de la santé pour nos structures de l'enfance et les structures des services d'aide à domicile de notre département.	Ces structures n'étaient pas prévues dans les plans pour la distribution des équipements
Distribution des protections à nos agents et salariés pouvant être exposés	Agents du laboratoire, agents des routes pour les interventions éventuelles d'urgence, travailleurs sociaux (référents autonomie, sages-femmes, agents recevant du public pour les urgences dans les Maisons départementales des solidarités mais aussi à ses salariés assistants familiaux).
Distribution de protections dans nos structures de l'enfance habilitées par le Département	Sont concernés les lieux de vie, Maisons de l'Enfance à caractère social (MECS) accueillant des enfants de l'Aide sociale à l'Enfance et structure qui s'occupe de la mise à l'abri des Mineurs Non Accompagnés (MNA).
Distribution d'équipements de protection dans les établissements de personnes âgées ou handicapées	
Distribution de masques pour les 4 structures d'aides à domicile	Dans l'attente qu'elles reçoivent leurs dotations du gouvernement et en complément de celles -ci,
Distribution d'un complément de dotations pour les pompiers	Distribution des combinaisons de protection en supplément d'une augmentation de la dotation financière prévue en DM2,
Mobilisation du Laboratoire départemental d'analyses	Pour fabriquer des solutions hydro- alcooliques La réalisation de test covid 19 en PCR ne sera pas possible en raison de la non conformité de notre bâtiment au classement P2+ mais sera possible pour des test sérologiques,
Soutien à la mise en place de certains centres dédiés COVID19 (Mende et Saint-Chély d'Apcher) et centres d'appel (Villefort) ;	Distribution de matériel de protection et prêt de 4 ordinateurs au centre COVID 19 de Mende
Distribution de gels et masques	Distribution réalisée par les agents du Département auprès des infirmiers libéraux, médecins, ambulanciers, taxis, pompes funèbres,, ,ou encore au centre d'accueil DDSCPP pour les sans-abris et les déboutés du droit d'asile.
Création d'un pôle technique avec la Caisse Commune de Sécurité Sociale pour les enfants de moins de 3 ans,	Pour gérer les situations au quotidien pour les enfants des soignants.

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Actions mises en œuvre	**Observations et précisions**
B2 Suivi et accompagnement des plus vulnérables	
Le Département a fait rajouter, dans le routage départemental du GHT Covid-19 en équipements, les établissements PH non sanitaires	Non prévus initialement dans le plan de routage de l'État.
Les prestations sociales individuelles sont payées sans retards	Il s'agit de l'APA, PCH,RSA ,,,,etc
Les situations d'urgence sont traitées	Y compris celles à domicile,
Aucune suspension de droits aux allocataires n'a été autorisée (APA, PCH, rSa...)	Les régularisations interviendront après la crise,
Conférence téléphonique hebdomadaire de nos services avec les établissements pour les personnes âgées (PA) et accueillant des personnes en situation de handicap (PH)	En plus des réponses apportées quotidiennement en fonction de leurs besoins.
Déclinaison de la stratégie nationale Personnes âgées, Personnes handicapées,	Participation à la cellule médico-sociale de l'ARS
Soutien à l'équipement en matériel de protection d'une structure (association Saint-Nicolas)	Dédiée à l'accueil des malades issus des établissements PH.
Maintien de l'astreinte enfance	
Préparation de 2 lieux d'accueil (mobilisation de 2 collèges) pour les mineurs de l'ASE	Prévue pour accueillir en cas de maladie des encadrants ou de problème comportemental
Mise en place d'un soutien psychologique pour les assistants familiaux et les enfants qui leur sont confiés ainsi qu'une conférence téléphonique hebdomadaire pour les structures collectives, de l'enfance	En plus des réponses journalières.
Complément d'indemnisation des assistants familiaux	Indemnité complémentaire de 200 € par mois et par enfant,pour faire face au surcoût généré par le confinement, soit une estimation de 23000€ jusqu'au 15 mai,
Renouvellement des CDD pour tous les agents employés sous ce type de contrat durant la crise	
Actions mises en œuvre	**Observations et précisions**
B3 Participation à la continuité scolaire	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Prêt de matériel informatique à certains élèves non équipés pour éviter la rupture d'égalité.	Afin qu'ils puissent suivre l'enseignement à distance pour assurer la continuité pédagogique
Collèges ouverts, avec une permanence de nos agents	Pour participer à l'accueil des enfants des personnels soignants et de la protection de l'enfance
B 4 Faciliter le confinement de tous et le télétravail des personnels	
Mise en place d'une plate-forme de solidarité et d'entraide entre particuliers durant le confinement https://lozere.entraidonsnous.fr	Cette plateforme a pour objectif de limiter l'isolement en permettant à chaque lozérien volontaire d'apporter sa contribution et/ou à bénéficier de divers services (courses, soutien scolaire.)
Mise en télétravail de tous les agents exceptés ceux nécessaires à la continuité du service en présentiel et au traitement des urgences	Maintien d'un bon fonctionnement de l'administration départementale grâce à la forte mobilisation du service informatique et des agents. Ces derniers bénéficient également de diverses possibilités de formation en ligne.
Mise à disposition des ressources numériques de la Médiathèque départementale (MDL)	Afin que les Lozériens puissent accéder aux livres, films, magazines, musiques, etc.
Sur l'A75, maintien de l'ouverture de l'Aire de la Lozère	Pour les routiers avec possibilité d'accès aux sanitaires et à la boutique de produits locaux.
Commande de 750 masques de protection respiratoire lavables à l'entreprise TUFFERY	Pour faciliter la reprise du travail des agents du département,
C) Préparer l'avenir, soutenir l'économie et création d'un fonds COVID	
C1 Réflexion sur un plan de déconfinement du personnel	Plusieurs hypothèses sont à envisager en fonction des consignes nationales qui seront données
C2 Création d'un fonds COVID 19	
Proposition à la Décision Modificative du budget 2020 (DM1) de la constitution **d'un fonds de soutien spécial Covid-19 abondé d'1 million d'euros** pour faire face aux premières demandes.	Le Département travaille sur les modalités d'attribution. Une priorité sera donnée aux structures ayant des salariés et à celles qui ont engagé des dépenses pour des événements annulés à cause de la crise sanitaire dont le maintien de la subvention ne suffirait pas à sauvegarder la structure, les emplois ou la pérennité de l'événement,
Actions mises en œuvre	**Observations et précisions**
C3 favoriser l'approvisionnement local et soutenir les producteurs	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Lancement d'une plate forme « manger bien , manger local » avec Lozère développement,	Travail conjoint de Lozère Développement et des consulaires pour permettre aux Lozériens de retrouver plus facilement tous les produits locaux pour consommer local Soutien accentué de nos filières et nos producteurs
Un « drive fermier » est mis en place en collaboration avec la chambre d'agriculture	Pour permettre la vente des produits locaux en divers points du territoire, Le Département a assuré une partie de l'ingénierie, de la logistique, de la communication et participera financièrement,
C4 Soutenir la trésorerie des entreprises pendant la crise	
Relais aux entreprises de tous les dispositifs d'aide à leur disposition portés à notre connaissance sur le site lozere.fr.	A noter : les Départements n'ont toujours pas obtenu la possibilité de financer directement les entreprises (la compétence exclusive pour les aides directes étant dans le giron de la Région).
Pas de pénalités de retard appliquées pour nos entreprises ayant un marché en cours avec le Département	Une souplesse sur les délais pour les marchés est également accordée
Paiement des demandes de facturation intermédiaire des entreprises qui ont exécuté des prestations, dans le cadre des marchés avec le Département, pour leur permettre de rentrer de la trésorerie.	
Grâce à l'ordonnance 319 qui permet d'adapter le code des marchés publics,	les avances sur commandes et marchés en cours, par avenant, peuvent être portées à un montant supérieur à 60%.
Chantiers du Département : chaque entreprise est interrogée pour savoir si elle peut garantir sur les chantiers « les gestes barrière » et la sécurité de ses salariés.	Sur demande écrite précisant cette impossibilité, une interruption de chantier est accordée en prenant des ordres de service inhérents.
C5 Accompagner les chefs d'entreprise	
Mise en place d'une cellule d'écoute et de soutien à leur intention	En collaboration avec les consulaires,
Nous prévoyons d'accompagner des actions en lien avec la crise covid 19 qui seraient mises en place par les consulaires	
Actions mises en œuvre	**Observations et précisions**
C6 Préparer la reprise économique et la relance touristique	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Conférences téléphoniques avec la Présidente de la Région et les 13 Présidents des Départements de l'Occitanie pour articuler nos interventions (matériels, plateforme pour valoriser les circuits courts, aides financières possibles en fonction des publics).	Le contrat de Cahors est suspendu pour l'année 2020. L'Assemblée des Départements de France demande l'inscription des aides économiques des collectivités en section d'investissement pendant le temps de la crise sanitaire.
Préparation de la reprise de la saison touristique	Élaboration d'un plan d'actions élaboré avec les professionnels visant à assurer la relance de la destination Lozère
Soutien à l'économie et aux entreprises	Réflexion en cours pour s'inscrire dans le prolongement et la complémentarité des aides Etat et Région ; étude d'une possibilité de contractualisation avec la Région,
Participation à une campagne de communication « j'aime mon commerçant »	En collaboration avec la CCI et les associations de commerçants, financement d'une étude de mise en place de « commerce lozérien en ligne »
Fonctionnement sans discontinuer de la CAO pour favoriser la continuité des chantiers à venir	
Soutien aux services d'aide à domicile	Un travail d'évaluation est en cours
Contribution du Département à l'élaboration du plan de relance national en lien avec la Préfecture	
C7 Le Département aux cotés des acteurs associatifs (culture,sport,économie, sociale et solidaire, social,tourisme...etc)	
Le Département versera, pour toutes les subventions de fonctionnement votées au titre de l'année 2020, **l'intégralité de l'aide votée,** sous forme forfaitaire De plus les associations ont la possibilité de mobiliser le fonds d'urgence,	Mesure destinée à permettre aux associations de supporter leurs charges fixes au quotidien ainsi que les frais engagés pour préparer les différentes manifestations et faire face au désengagement de partenaires et pertes de recettes

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1002

Annexe à la délibération n°CD_20_1002 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°2 "Covid-19 : bilan d'étape des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence"

La crise sanitaire liée à la pandémie du Covid 19 touche la France entière et un confinement général a été décrété par le Président de la république depuis le 17 mars dernier,

Cet événement inédit bouleverse radicalement la vie des Français et de tous les Lozériens et Lozériennes.

Dans un premier temps le pays doit faire face à l'urgence médicale, sauver les vies est de loin l'objectif premier à atteindre,

Mais l'ampleur de la crise sanitaire laisse à penser qu'elle deviendra vite une crise économique, sociale, voire démocratique.

Tous les échelons territoriaux sont mobilisés pour participer à l'effort national et le Département y prend en Lozère une part active pour protéger, soulager, soutenir, faciliter la vie de sa population.

A cette fin, le plan de continuité des services a été activé dès la mise en place de l'état d'urgence et s'est déployé pour assurer la continuité de nos missions de service public et d'accompagnement, notamment en direction de nos concitoyens les plus fragiles.

Le Conseil départemental est l'un des premiers employeurs du Département et les personnels (700 agents) sont restés mobilisés pour assurer leurs missions sur tout le territoire.

Toute la collectivité, élus et agents, s'est adaptée afin de pouvoir maintenir son action dans un contexte totalement inédit.

Le premier bilan de la mise en œuvre des actions déjà conduites se décline à travers le tableau suivant :

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
A) Le plan de continuité de l'administration (PCA)	
Activation du plan de continuité de l'administration (PCA) qui garantit la continuité des actions essentielles de service public rendu à la population, aux allocataires, aux associations, aux entreprises et partenaires,	Ce plan prévoit la constitution d'une cellule de crise ainsi que par politique et métier, dans le respect des mesures barrières, l'effectif minimal à conserver en présentiel, les missions à réaliser en télétravail, celles pouvant être reportées et les moyens supports à mettre en place, Il prévoit aussi les permanences téléphoniques au siège et dans les MDS, l'astreinte et les permanences routières, les permanences dans les collèges notamment pour l'accueil des enfants de soignants,
B) Contribuer à la mobilisation générale pour protéger la population et les plus vulnérables	
Participation à la cellule de crise de la préfecture qui coordonne l'échelon départemental, ce qui nous permet de faire remonter les besoins et questionnements du territoire,	En interne, réunions régulières de la cellule de crise au Conseil départemental prévue par le plan de continuité de l'administration
Adaptation du site Internet du Département pour communiquer les informations importantes et utiles à tous	
Participation à des groupements de commande pour l'achat de masques	
Le Département lance l'Opération « Un masque en tissu pour tous »	Le département achète le matériel (tissu et attaches), fait réaliser le modèle, la découpe et le mode d'emploi et d'assemblage (tutoriel), Il assurera aussi la logistique auprès des volontaires couturiers , couturières et la distribution auprès des maires du Département, Coût : environ 20 000 euros,
B1 Protéger ceux qui soignent et agissent au quotidien	
Intervention auprès du Ministre de la santé pour nos structures de l'enfance et les structures des services d'aide à domicile de notre département.	Ces structures n'étaient pas prévues dans les plans pour la distribution des équipements

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
Distribution des protections à nos agents et salariés pouvant être exposés	Agents du laboratoire, agents des routes pour les interventions éventuelles d'urgence, travailleurs sociaux (référents autonomie, sages-femmes, agents recevant du public pour les urgences dans les Maisons départementales des solidarités mais aussi à ses salariés assistants familiaux).
Distribution de protections dans nos structures de l'enfance habilitées par le Département	Sont concernés les lieux de vie, Maisons de l'Enfance à caractère social (MECS) accueillant des enfants de l'Aide sociale à l'Enfance et structure qui s'occupe de la mise à l'abri des Mineurs Non Accompagnés (MNA).
Distribution d'équipements de protection dans les établissements de personnes âgées ou handicapées	
Distribution de masques pour les 4 structures d'aides à domicile	Dans l'attente qu'elles reçoivent leurs dotations du gouvernement et en complément de celles -ci,
Distribution d'un complément de dotations pour les pompiers	Distribution des combinaisons de protection en supplément d'une augmentation de la dotation financière prévue en DM2,
Mobilisation du Laboratoire départemental d'analyses	Pour fabriquer des solutions hydro- alcooliques La réalisation de test covid 19 en PCR ne sera pas possible en raison de la non conformité de notre bâtiment au classement P2+ mais sera possible pour des test sérologiques,
Soutien à la mise en place de certains centres dédiés COVID19 (Mende et Saint-Chély d'Apcher) et centres d'appel (Villefort) ;	Distribution de matériel de protection et prêt de 4 ordinateurs au centre COVID 19 de Mende
Distribution de gels et masques	Distribution réalisée par les agents du Département auprès des infirmiers libéraux, médecins, ambulanciers, taxis, pompes funèbres,, ,ou encore au centre d'accueil DDSCPP pour les sans-abris et les déboutés du droit d'asile.
Création d'un pôle technique avec la Caisse Commune de Sécurité Sociale pour les enfants de moins de 3 ans,	Pour gérer les situations au quotidien pour les enfants des soignants.

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
B2 Suivi et accompagnement des plus vulnérables	
Le Département a fait rajouter, dans le routage départemental du GHT Covid-19 en équipements, les établissements PH non sanitaires	Non prévus initialement dans le plan de routage de l'État.
Les prestations sociales individuelles sont payées sans retards	Il s'agit de l'APA, PCH,RSA ,,,,etc
Les situations d'urgence sont traitées	Y compris celles à domicile,
Aucune suspension de droits aux allocataires n'a été autorisée (APA, PCH, rSa...)	Les régularisations interviendront après la crise,
Conférence téléphonique hebdomadaire de nos services avec les établissements pour les personnes âgées (PA) et accueillant des personnes en situation de handicap (PH)	En plus des réponses apportées quotidiennement en fonction de leurs besoins.
Déclinaison de la stratégie nationale Personnes âgées, Personnes handicapées,	Participation à la cellule médico-sociale de l'ARS
Soutien à l'équipement en matériel de protection d'une structure (association Saint-Nicolas)	Dédiée à l'accueil des malades issus des établissements PH.
Maintien de l'astreinte enfance	
Préparation de 2 lieux d'accueil (mobilisation de 2 collèges) pour les mineurs de l'ASE	Prévue pour accueillir en cas de maladie des encadrants ou de problème comportemental
Mise en place d'un soutien psychologique pour les assistants familiaux et les enfants qui leur sont confiés ainsi qu'une conférence téléphonique hebdomadaire pour les structures collectives, de l'enfance	En plus des réponses journalières.
Complément d'indemnisation des assistants familiaux	Indemnité complémentaire de 200 € par mois et par enfant,pour faire face au surcoût généré par le confinement, soit une estimation de 23000€ jusqu'au 15 mai,
Renouvellement des CDD pour tous les agents employés sous ce type de contrat durant la crise	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
B3 Participation à la continuité scolaire	
Prêt de matériel informatique à certains élèves non équipés pour éviter la rupture d'égalité.	Afin qu'ils puissent suivre l'enseignement à distance pour assurer la continuité pédagogique
Collèges ouverts, avec une permanence de nos agents	Pour participer à l'accueil des enfants des personnels soignants et de la protection de l'enfance
B 4 Faciliter le confinement de tous et le télétravail des personnels	
Mise en place d'une plate-forme de solidarité et d'entraide entre particuliers durant le confinement https://lozere.entraidonsnous.fr	Cette plateforme a pour objectif de limiter l'isolement en permettant à chaque lozérien volontaire d'apporter sa contribution et/ou à bénéficier de divers services (courses, soutien scolaire.)
Mise en télétravail de tous les agents exceptés ceux nécessaires à la continuité du service en présentiel et au traitement des urgences	Maintien d'un bon fonctionnement de l'administration départementale grâce à la forte mobilisation du service informatique et des agents. Ces derniers bénéficient également de diverses possibilités de formation en ligne.
Mise à disposition des ressources numériques de la Médiathèque départementale (MDL)	Afin que les Lozériens puissent accéder aux livres, films, magazines, musiques, etc.
Sur l'A75, maintien de l'ouverture de l'Aire de la Lozère	Pour les routiers avec possibilité d'accès aux sanitaires et à la boutique de produits locaux.
Commande de 750 masques de protection respiratoire lavables à l'entreprise TUFFERY	Pour faciliter la reprise du travail des agents du département,
C) Préparer l'avenir, soutenir l'économie et création d'un fonds COVID	
C1 Réflexion sur un plan de déconfinement du personnel	Plusieurs hypothèses sont à envisager en fonction des consignes nationales qui seront données
C2 Création d'un fonds COVID 19	
Proposition à la Décision Modificative du budget 2020 (DM1) de la constitution **d'un fonds de soutien spécial Covid-19 abondé d'1 million d'euros** pour faire face aux premières demandes.	Le Département travaille sur les modalités d'attribution. Une priorité sera donnée aux structures ayant des salariés et à celles qui ont engagé des dépenses pour des événements annulés à cause de la crise sanitaire dont le maintien de la subvention ne suffirait pas à sauvegarder la structure, les emplois ou la pérennité de l'événement,

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
C3 favoriser l'approvisionnement local et soutenir les producteurs	
Lancement d'une plate forme « manger bien , manger local » avec Lozère développement,	Travail conjoint de Lozère Développement et des consulaires pour permettre aux Lozériens de retrouver plus facilement tous les produits locaux pour consommer local Soutien accentué de nos filières et nos producteurs
Un « drive fermier » est mis en place en collaboration avec la chambre d'agriculture	Pour permettre la vente des produits locaux en divers points du territoire, Le Département a assuré une partie de l'ingénierie, de la logistique, de la communication et participera financièrement,
C4 Soutenir la trésorerie des entreprises pendant la crise	
Relais aux entreprises de tous les dispositifs d'aide à leur disposition portés à notre connaissance sur le site lozere.fr.	A noter : les Départements n'ont toujours pas obtenu la possibilité de financer directement les entreprises (la compétence exclusive pour les aides directes étant dans le giron de la Région).
Pas de pénalités de retard appliquées pour nos entreprises ayant un marché en cours avec le Département	Une souplesse sur les délais pour les marchés est également accordée
Paiement des demandes de facturation intermédiaire des entreprises qui ont exécuté des prestations, dans le cadre des marchés avec le Département, pour leur permettre de rentrer de la trésorerie.	
Grâce à l'ordonnance 319 qui permet d'adapter le code des marchés publics,	les avances sur commandes et marchés en cours, par avenant, peuvent être portées à un montant supérieur à 60%.
Chantiers du Département : chaque entreprise est interrogée pour savoir si elle peut garantir sur les chantiers « les gestes barrière » et la sécurité de ses salariés.	Sur demande écrite précisant cette impossibilité, une interruption de chantier est accordée en prenant des ordres de service inhérents.
C5 Accompagner les chefs d'entreprise	
Mise en place d'une cellule d'écoute et de soutien à leur intention	En collaboration avec les consulaires,
Nous prévoyons d'accompagner des actions en lien avec la crise covid 19 qui seraient mises en place par les consulaires	

Actions mises en œuvre	Observations et précisions
C6 Préparer la reprise économique et la relance touristique	
Conférences téléphoniques avec la Présidente de la Région et les 13 Présidents des Départements de l'Occitanie pour articuler nos interventions (matériels, plateforme pour valoriser les circuits courts, aides financières possibles en fonction des publics).	Le contrat de Cahors est suspendu pour l'année 2020. L'Assemblée des Départements de France demande l'inscription des aides économiques des collectivités en section d'investissement pendant le temps de la crise sanitaire.
Préparation de la reprise de la saison touristique	Élaboration d'un plan d'actions élaboré avec les professionnels visant à assurer la relance de la destination Lozère
Soutien à l'économie et aux entreprises	Réflexion en cours pour s'inscrire dans le prolongement et la complémentarité des aides Etat et Région ; étude d'une possibilité de contractualisation avec la Région,
Participation à une campagne de communication « j'aime mon commerçant »	En collaboration avec la CCI et les associations de commerçants, financement d'une étude de mise en place de « commerce lozérien en ligne »
Fonctionnement sans discontinuer de la CAO pour favoriser la continuité des chantiers à venir	
Soutien aux services d'aide à domicile	Un travail d'évaluation est en cours
Contribution du Département à l'élaboration du plan de relance national en lien avec la Préfecture	
C7 Le Département aux cotés des acteurs associatifs (culture,sport,économie, sociale et solidaire, social,tourisme...etc)	
Le Département versera, pour toutes les subventions de fonctionnement votées au titre de l'année 2020, **l'intégralité de l'aide votée,** sous forme forfaitaire De plus les associations ont la possibilité de mobiliser le fonds d'urgence,	Mesure destinée à permettre aux associations de supporter leurs charges fixes au quotidien ainsi que les frais engagés pour préparer les différentes manifestations et faire face au désengagement de partenaires et pertes de recettes

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de ce 1er bilan des actes accomplis depuis le début de l'état d'urgence au sein de notre collectivité.

Délibération n°CD_20_1003

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Dossier hors commission

Objet : Covid-19 : examen des délégations accordées aux exécutifs locaux

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L. 3211-2, L. 3221-10-1, L. 3221-11, L. 3221-12 et L. 3221-12-1 du Code général des collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°3 intitulé "Covid-19 : examen des délégations accordées aux exécutifs locaux" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Rappelle que depuis avril 2015, et conformément aux dispositions législatives, un rapport d'information sur l'exercice des délégations accordées par l'Assemblée Départementale à l'exécutif et portant sur les domaines suivants, est soumis annuellement à l'Assemblée Départementale :

- Délégation en matière d'outils de financement (emprunts et ligne de trésorerie) ;
- Délégations en matière d'administration générale (affectation des propriétés, fixation des tarifs des droits de voirie et des différents services publics départementaux, décision de la conclusion et de la révision du louage de choses, aliénation de biens mobiliers, reconduction des adhésions …) ;
- Délégation du droit de préemption des espaces naturels sensibles (ENS) : pour exercer, au nom du département, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme ;
- Délégation en matière d'action en justice : toutes les actions en justice pour défendre le Département dans toutes les actions intentées contre lui et, en demande, devant toute juridiction et devant le juge pénal pour toutes les constitutions de partie civile ;
- Délégation en matière de marchés publics et de délégation de services publics : délégation pleine et entière, qui se rapporte à toutes les phases de la procédure d'un marché public et, pour les délégations, saisie directe de la Commission Consultative des services publics locaux ;
- Délégation en matière de Fonds solidarité logement (FSL) : pour toute décision relative au fonds de solidarité pour le logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances : un rapport annuel distinct sur la gestion du FSL est réalisé en cours d'année ;
- Délégation pour répondre à la sollicitation de l'État sur les projets de vente de logements locatifs sociaux au bénéfice des locataires occupants, logements soumis à une garantie d'emprunt départementale.

ARTICLE 2

Précise que le Président de la République a promulgué, le 23 mars 2020, la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et qu'en complément de l'entrée en vigueur des mesures législatives prévues dans la loi d'urgence, une ordonnance relative au fonctionnement et à la gouvernance des collectivités territoriales et de leurs groupements a été adoptée par le Conseil des ministres du 1er avril.

ARTICLE 3

Prend acte que sur la base de cette ordonnance, et pendant la durée de l'état d'urgence, afin de favoriser la continuité de l'action des collectivités territoriales et de leurs groupements :

- les exécutifs locaux :
  - exercent, par une délégation qui leur est confiée de plein droit par l'article 1er de la présente ordonnance, la quasi-totalité des attributions que les assemblées délibérantes peuvent leur déléguer par délibération ;
  - se voient également chargés d'attribuer les subventions aux associations et de garantir les emprunts.

- les assemblées délibérantes pourront, de droit, lors de la première réunion qu'elles tiendront à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, examiner les délégations accordées aux exécutifs locaux et ce point doit nécessairement figurer à l'ordre du jour étant précisé que :
  - les assemblées délibérantes peuvent faire le choix de retirer à l'exécutif tout ou partie des attributions qui lui sont confiées pour les exercer elles-mêmes, de modifier tout ou partie de ces attributions, par exemple pour fixer des conditions ou des limites à ces dernières ou de conserver cette répartition le temps de l'état d'urgence ;
  - l'ensemble des décisions prises par les exécutifs dans le cadre des délégations accordées sont soumises à l'obligation de transmission au représentant de l'État dans le département ou la région pour l'exercice du contrôle de légalité ;
  - à l'occasion de sa première réunion ou d'une réunion ultérieure, l'assemblée délibérante peut décider de modifier les décisions prises par ce dernier dans ce cadre sachant que ces réformations interviennent dans la limite des droits éventuellement acquis.

ARTICLE 4

Décide, dans ce contexte :

- que les délégations précédemment accordées à la Présidente du Conseil départemental et prévues par les textes, à savoir l'article L. 3211-2 du CGCT ainsi que celles prévues aux articles L. 3221-10-1, L. 3221-11, L. 3221-12 et L. 3221-12-1 du même code, qui portent respectivement sur les actions en justice, les marchés publics, les droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme et le fonds de solidarité pour le logement (les textes sont joints en annexe), sont maintenues dans les mêmes conditions que précédemment.
- de ne pas étendre cette délégation visant les attributions de subventions aux associations et de garanties étant précisé que ces derniers actes seront traités par délibération de l'Assemblée Départementale comme précédemment.

ARTICLE 5

Prend acte qu'à ce jour, la Présidente du Conseil Départemental n'a pas exercé la possibilité qui lui était accordée d'attribuer de subventions aux associations ni de garantir d'emprunt.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1003

Annexe à la délibération n°CD_20_1003 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°3 "Covid-19 : examen des délégations accordées aux exécutifs locaux"

Je vous rappelle que depuis avril 2015, et conformément aux dispositions législatives, un rapport d'information sur l'exercice des délégations accordées par l'Assemblée et qui portent sur les domaines suivants, vous est soumis annuellement :

- Délégation en matière d'outils de financement (emprunts et ligne de trésorerie) ;
- Délégations en matière d'administration générale (affectation des propriétés, fixation des tarifs des droits de voirie et des différents services publics départementaux, décision de la conclusion et de la révision du louage de choses, aliénation de biens mobiliers, reconduction des adhésions …).
- Délégation du droit de préemption des espaces naturels sensibles (ENS) : pour exercer, au nom du département, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme.
- Délégation en matière d'action en justice : toutes les actions en justice pour défendre le Département dans toutes les actions intentées contre lui et, en demande, devant toute juridiction et devant le juge pénal pour toutes les constitutions de partie civile.
- Délégation en matière de marchés publics et de délégation de services publics : délégation pleine et entière, qui se rapporte à toutes les phases de la procédure d'un marché public et, pour les délégations, saisie directe de la Commission Consultative des services publics locaux.
- Délégation en matière de Fonds solidarité logement (FSL) : pour toute décision relative au fonds de solidarité pour le logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances : un rapport annuel distinct sur la gestion du FSL est réalisé en cours d'année .
- Délégation pour répondre à la sollicitation de l'État sur les projets de vente de logements locatifs sociaux au bénéfice des locataires occupants, logements soumis à une garantie d'emprunt départementale ;

Le Président de la République a promulgué, le 23 mars 2020, la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.En complément de l'entrée en vigueur des mesures législatives prévues dans la loi d'urgence, une ordonnance relative au fonctionnement et à la gouvernance des collectivités territoriales et de leurs groupements a été adoptée par le Conseil des ministres du 1er avril.

Sur la base de cette ordonnance, et pendant la durée de l'état d'urgence, afin de favoriser la continuité de l'action des collectivités territoriales et de leurs groupements, les exécutifs locaux exercent, par une délégation qui leur est confiée de plein droit par l'article 1er de la présente ordonnance, la quasi-totalité des attributions que les assemblées délibérantes peuvent leur déléguer par délibération. Les exécutifs locaux se voient également chargés d'attribuer les subventions aux associations et de garantir les emprunts.

Les assemblées délibérantes pourront, de droit, lors de la première réunion qu'elles tiendront à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, examiner les délégations accordées aux exécutifs locaux et ce point doit nécessairement figurer à l'ordre du jour.

Ainsi, les assemblées délibérantes peuvent faire le choix de retirer à l'exécutif tout ou partie des attributions qui lui sont confiées pour les exercer elles-mêmes, de modifier tout ou partie de ces attributions, par exemple pour fixer des conditions ou des limites à ces dernières ou de conserver cette répartition le temps de l'état d'urgence.

L'ensemble des décisions prises par les exécutifs dans le cadre des délégations accordées sont soumises à l'obligation de transmission au représentant de l'État dans le département ou la région pour l'exercice du contrôle de légalité.

Par ailleurs, à l'occasion de sa première réunion ou d'une réunion ultérieure, l'assemblée délibérante peut décider de modifier les décisions prises par ce dernier dans ce cadre. Ces réformations interviennent dans la limite des droits éventuellement acquis.

Dans ce contexte, je vous invite à délibérer afin :

- **de confirmer que les délégations précédemment accordées et prévues par les textes,** à savoir l'article L. 3211-2 du CGCT ainsi que celles prévues aux articles L. 3221-10-1, L. 3221-11, L. 3221-12 et L. 3221-12-1 du même code, qui portent respectivement sur les actions en justice, les marchés publics, les droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme et le fonds de solidarité pour le logement (les textes sont joints en annexe) **sont maintenues dans les mêmes conditions que précédemment.**
- **de ne pas étendre cette délégation visant les attributions de subventions aux associations et de garanties. Ces derniers actes seront traités par délibération de notre assemblée comme précédemment.**

Je vous précise qu'à ce jour, je n'ai pas exercé la possibilité qui m'était accordée d'attribuer de subventions aux associations ni de garantir d'emprunt.

En revanche, et sur la base de la délégation qui m'avait été accordée par la délibération de notre assemblée, j'ai été amenée à faire divers actes de commande publique pour répondre à nos besoins.

Je vous informe que je vous soumettrai régulièrement, un rapport pour vous rendre compte de l'ensemble des actes qui auront été accomplis pendant la durée de l'état d'urgence, afin de favoriser la continuité de notre action sur le territoire.

Délibération n°CD_20_1004

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Dossier hors commission

Objet : Covid-19 : Mesures exceptionnelles en faveur du monde associatif

Dossier suivi par Solidarités Territoriales -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU l'article L 1611-4 et L 3212-3 et L 3214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_19_1019 du 15 mars 2019 approuvant le règlement général d'attribution des subventions d'investissement et de fonctionnement ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et la délibération n°CD_20_1009 du 20 avril 2020 votant la DM1 au budget primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°4 intitulé "Covid-19 : Mesures exceptionnelles en faveur du monde associatif" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Prend acte qu'en raison de la crise sanitaire « COVID 19 » et de l'obligation de confinement, les différentes activités des associations dans divers domaines (le secteur social, la sport, la culture, le patrimoine, l'environnement, le tourisme, l'agriculture…), se sont arrêtées.

ARTICLE 2

Indique que la Région Occitanie prévoit la création d'un « Fonds de soutien exceptionnel : versement des subventions attribuées par les dispositifs régionaux » à destination des associations et entreprises et s'engage à verser, pour les associations, les subventions votées sous forme forfaitaire et aux montants réellement dépensés, même si la manifestation est annulée.

ARTICLE 3

Décide, à titre exceptionnel, afin de soutenir la vie associative sur tout le territoire, de modifier temporairement les modalités de versement des subventions, sur tous les programmes départementaux d'aides au fonctionnement et de verser pour toutes les subventions votées au titre de l'année 2020, l'intégralité de l'aide votée aux associations, avant la justification des dépenses, sous forme forfaitaire.

ARTICLE 4

Précise que le versement de la subvention dans son intégralité sera subordonné :

- si la subvention est inférieure à 4 000 € : à la production d'une attestation sur l'honneur du représentant de l'association dans laquelle il s'engage à utiliser cette dernière pour son fonctionnement et/ou l'organisation de la dite manifestation, ainsi que pour honorer des frais engagés, même si la manifestation a été annulée.
- si la subvention est supérieure à 4 000 € :
  - soit à la signature d'un avenant pour les conventions déjà passées et par lequel les modalités de versement de l'aide seront revues,
  - soit à la signature de la convention pour les conventions à venir dans laquelle ces nouvelles modalités seront précisées.

ARTICLE 5

Approuve la mobilisation partielle du fonds de soutien covid19 voté à la décision modificative de ce jour pour la création d'un dispositif de soutien complémentaire au monde associatif, en partenariat avec la Région, décliné de la manière suivante :

- justifier que, malgré le paiement intégral des subventions prévues, la pérennité de l'association est menacée ou de son incapacité à reconduire une manifestation ou événement.
- remplir un questionnaire mentionnant :

- le personnel salarié (nombre, contrats, ETP…) et les mesures compensatoires actionnées (chômage partiel, dispositif maladie…),
- le bilan des manifestations annuelles : annulées, baisse de fréquentation… et les coûts dédiés engagés ainsi que l'activation d'une assurance le cas échéant,
- les charges incompressibles ,
- l'état de leur trésorerie avec un comparatif avant/après crise,
- la perception des subventions totales ou partielles des autres financeurs.

- après transmission des éléments au « Point d'entrée associations » et analyse, un comité se réunira et proposera à l'assemblée départementale l'attribution d'une aide complémentaire à titre exceptionnel.

ARTICLE 6

Signale qu'au titre de l'année 2021, le règlement actuel avec l'obligation de justifier l'ensemble des dépenses reviendra en vigueur.

ARTICLE 7

Donne délégation à la Présidente

- pour signer les avenants et tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif dérogatoire ;
- pour adapter les modalités de paiement, au cas par cas, en fonction des dossiers de subventions de fonctionnement à traiter, selon la nature juridique du bénéficiaire de la subvention de fonctionnement et du traitement du dossier par les autres financeurs éventuels.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1004

Annexe à la délibération n°CD_20_1004 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°4 "Covid-19 : Mesures exceptionnelles en faveur du monde associatif"

La France traverse un épisode de crise sanitaire sans précédent. L'obligation de confinement a stoppé depuis la mi-mars les différentes activités des associations dans divers domaines : le secteur social, le sport, la culture, le patrimoine, l'environnement, le tourisme, l'agriculture...

Ces activités sont les manifestations et divers événements ainsi que leurs actions au quotidien auprès de leurs membres, adhérents ou bénéficiaires.

Or, et au même titre que le tissu économique, les associations font vivre chaque jour le lien social, la cohésion et la solidarité des lozériennes et lozériens. Elles participent à la vie sociale, économique, culturelle et citoyenne de la Lozère. Au titre de la solidarité territoriale et de son rôle de collectivité de proximité le Département a le devoir de se mobiliser pour soutenir l'ensemble du tissu associatif.

D'ores et déjà nos partenaires ont mentionné leurs intentions d'aides et d'autres Départements de l'Occitanie ont communiqué sur un soutien exceptionnel en 2020, visant à assouplir les modalités de versement notamment.

Concernant les mesures de l'Etat, le Ministère des Finances a indiqué qu'elles sont les mêmes que pour les entreprises dès lors que les associations disposent de salariés avec entre autre, l'activité partielle et le report de charges. Il a également annoncé certaines mesures spécifiques en faveur du monde associatif. Nous n'en connaissons pas à ce jour la teneur.

La Région Occitanie prévoit, pour une assemblée début avril, la création d'un *« Fonds de soutien exceptionnel : versement des subventions attribuées par les dispositifs régionaux »* à destination des associations et entreprises.

Pour les associations, la Région s'engage à verser les subventions votées sous forme forfaitaire et aux montants réellement dépensés, même si la manifestation est annulée. Aussi, la Région met en place un système de compensation pour les pertes liées aux événements.

Concernant l'action du Département, afin de maintenir notre tissu associatif et d'apporter une réponse rapide et efficace, pour faire face à l'urgence, il vous est proposé de déroger, à titre exceptionnel, à nos règles et pratiques en matière d' aides au milieu associatif.

En effet, les associations doivent supporter des charges fixes au quotidien ainsi que des frais engagés pour préparer les différentes manifestations. Pour autant, pour ces dernières, elles perdront des recettes (frais d'engagements, sponsoring...).

Par ailleurs, il faut espérer que des manifestations pourront encore avoir lieu d'ici la fin de l'année et il faut encourager la préparation de cette sortie de crise et rassurer les acteurs associatifs sur l'engagement de notre collectivité à les accompagner.

La subvention n'est pas seulement une modalité d'attribution de financement mais bien la composante essentielle du soutien à la vie associative sur tout notre territoire.

C'est pourquoi je vous propose de modifier temporairement nos modalités de versement des subventions, sur tous nos programmes d'aides au fonctionnement et de verser pour toutes les subventions votées au titre de l'année 2020, l'intégralité de l'aide votée aux associations, avant la justification des dépenses, sous forme forfaitaire.

Il leur sera rappelé que c'est à titre très exceptionnel, justifié par la crise sanitaire COVID-19.

D'une manière générale, le versement de la subvention aura lieu dans son intégralité et sera simplement subordonné :

- si la subvention est inférieure à 4 000 € : à la production d'une attestation sur l'honneur du représentant de l'association dans laquelle il s'engage à utiliser cette dernière pour son fonctionnement et/ou l'organisation de la dite manifestation, ainsi que pour honorer des frais engagés, même si la manifestation a été annulée.
- si la subvention est supérieure à 4 000 € :

- soit à la signature d'un avenant pour les conventions déjà passées et par lequel les modalités de versement de l'aide seront revues,
- soit à la signature de la convention pour les conventions à venir dans laquelle ces nouvelles modalités seront précisées.

La mise en œuvre de ces modalités dérogatoires pourra être également adaptée au cas par cas, en fonction des critères de gestion propres aux autres éventuels co-financeurs (Europe notamment) et selon la nature juridique du bénéficiaire de la subvention de fonctionnement,

Je vous propose également que le fonds de soutien covid19 voté à la décision modificative de ce jour puisse être mobilisé en partie pour la création d'un dispositif de soutien complémentaire au monde associatif. Si malgré le paiement intégral des subventions prévues certaines associations ou structures voyaient leur maintien menacé ou étaient dans l'incapacité de reconduire leur manifestation ou événement, alors elles pourront solliciter le fonds d'urgence en justifiant de leurs difficultés.

A partir d'un questionnaire, les associations mentionneraient :

- le personnel salarié (nombre, contrats, ETP…) et les mesures compensatoires actionnées (chômage partiel, dispositif maladie…),
- le bilan des manifestations annuelles : annulées, baisse de fréquentation… et les coûts dédiés engagés ainsi que l'activation d'une assurance le cas échéant,
- les charges incompressibles ,
- l'état de leur trésorerie avec un comparatif avant/après crise,
- la perception des subventions totales ou partielles des autres financeurs.

Après transmission des éléments au « Point d'entrée associations » et leur analyse, un comité pourrait se réunir et proposer à l'assemblée départementale l'affectation d'un montant éventuel, exceptionnel et complémentaire pour chacune des associations.

Au titre de l'année 2021, le règlement actuel avec l'obligation de justifier l'ensemble des dépenses reviendra en vigueur.

Je vous propose de délibérer sur ces propositions et :

- **de valider, pour l'année 2020, la mise en œuvre de ce dispositif dérogatoire de paiement des subventions de fonctionnement aux associations ;**
- **de me donner délégation pour signer les avenants et tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif dérogatoire ;**
- **de me donner délégation pour adapter les modalités de paiement, au cas par cas, en fonction des dossiers de subventions de fonctionnement à traiter, selon la nature juridique du bénéficiaire de la subvention de fonctionnement et du traitement du dossier par les autres financeurs éventuels.**

Délibération n°CD_20_1013

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Dossier hors commission

Objet : Covid-19 : Attribution d'une indemnité exceptionnelle à l'attention des Assistants Familiaux du Département

Dossier suivi par Solidarité Sociale -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU l'article D423-21 du Code de l'Action sociale et des Familles ;

VU l'article 2 du décret n° 2019-1387 du 18 décembre 2019 ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et la délibération n°CD_20_1009 du 20 avril 2020 votant la DM1 au budget primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°5 intitulé "Covid-19 : Attribution d'une indemnité exceptionnelle à l'attention des Assistants Familiaux du Département" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Prend acte que depuis le 16 mars 2020, conformément aux consignes nationales dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID19, les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance doivent demeurer au maximum confinés dans le lieu d'accueil dans lesquels ils se trouvent à cette date et qu'en conséquence, les conditions d'exercice de leur mission par les assistants familiaux sont plus complexes en raison :

- d' une prise en charge continue et sans répit au domicile liée à :
  - la suspension des droits de visites et d'hébergement des parents,
  - la suspension des temps d'école et crèches
  - la suspension des suivis spécifiques en internat en semaine (types ITEP ou IME)
- de missions étendues en raison de la nécessité de maintenir la continuité pédagogique à la maison avec des enfants de niveaux différents et des supports pédagogiques divers ;
- des difficultés pour certains enfants liés au confinement ;
- des impacts financiers liés à la prise en charge des frais quotidiens accrus (repas, frais pédagogiques…).

ARTICLE 2

Décide, dans ce contexte particulier, d'accorder une indemnité exceptionnelle à hauteur de 200 €, par enfant accueilli et par mois, aux assistants familiaux recrutés par le Département, sachant que cette indemnité sera versée rétroactivement depuis le 16 mars et reconduite mensuellement sur la durée du confinement,

ARTICLE 3

Prend acte qu'au 7 avril 2020, 58 enfants sont confiés à des assistants familiaux employés par le Département et que sur cette base évolutive en fonction des états de présence mensuels, le surcoût estimatif pourrait-être de 23 200 € (prélevés sur le chapitre 935-51/64128) :

Mars base de calcul 15 jours de confinement soit 100 euros 58*100	=	5 800 €
Avril : base de calcul 30 jours de confinement soit 200 euros 58 * 200	=	11 600 €
Mai : base de calcul 15 jours de confinement soit 100 euros 58 * 100	=	5 800 €

ARTICLE 4

Autorise la signature de l'ensemble des documents nécessaires au versement de cette indemnité.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1013

Annexe à la délibération n°CD_20_1013 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°5 "Covid-19 : Attribution d'une indemnité exceptionnelle à l'attention des Assistants Familiaux du Département"

Contexte :

Depuis le 16 mars 2020, conformément aux consignes nationales dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID19, les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance doivent demeurer au maximum confinés dans le lieu d'accueil dans lesquels ils se trouvent à cette date.

En conséquence, les admissions dans les lieux d'accueil (MECS, Lieu de vie et d'accueil, assistants familiaux) sont réduites aux situations d'urgence.

En outre dans ce cadre, pour assurer la sécurité des enfants et des professionnels et limiter les déplacements, les droits de visite et d'hébergement des enfants des parents, ont été suspendus par la Juge des Enfants.

Dans le même temps, les écoles, collèges, internats spécialisés (ITEP ou IME) sont également fermés.

Les liens établis avec les assistants familiaux par les agents de la Direction Enfance Famille (Référents Éducatifs, Psychologue, Cadres) permettent de les soutenir, des visites à domicile peuvent être maintenues et des équipements de protection leur ont été fournis afin de les protéger ainsi que leurs familles.

En outre, bien que dans le cadre de leurs plans de continuité d'activité, les établissements de type ITEP, IME et CMPEA continuent à distance les accompagnements, la charge restant aux assistants familiaux demeure.

En conséquence, si les assistants familiaux sont formés à la prise en charge quotidienne d'enfants présentant parfois des troubles, les conditions d'exercice dans le cadre du confinement sont plus complexes en raison :

- d' une prise en charge continue et sans répit au domicile liée à :
    - la suspension des droits de visites et d'hébergement des parents,
    - la suspension des temps d'école et crèches
    - la suspension des suivis spécifiques en internat en semaine (types ITEP ou IME)
- de missions étendues en raison de la nécessité de maintenir la continuité pédagogique à la maison avec des enfants de niveaux différents et des supports pédagogiques divers ;
- des difficultés pour certains enfants liés au confinement ;
- des impacts financiers liés à la prise en charge des frais quotidiens accrus (repas, frais pédagogiques…).

En conséquence, le Département de la Lozère souhaite, dans le cadre de la gestion des effets de la crise liée au Covid 19, prendre des dispositions spécifiques concernant les enfants confiés chez les assistants familiaux.

Dispositif proposé :

Actuellement, outre la partie strictement salariale, différentes indemnités ou majorations sont prévues, dont l'indemnité d'entretien prévue à l'article Article D423-21 du CASF : « Les indemnités et fournitures destinées à l'entretien de l'enfant confié à un assistant familial couvrent les frais engagés par l'assistant familial pour la nourriture, l'hébergement, l'hygiène corporelle, les loisirs familiaux et les déplacements de proximité liés à la vie quotidienne de l'enfant, à l'exception des frais d'habillement, d'argent de poche, d'activités culturelles ou sportives spécifiques, de vacances ainsi que les fournitures scolaires, pris en charge au titre du projet individualisé pour l'enfant, mentionné au deuxième alinéa de l'article L.421-16. »

Cette indemnité d'entretien minimale est calculée sur le Minimum Garanti (MG) équivalent à 3,5 MG.

Elle est versée les jours de présence de l'enfant pour couvrir :

- les frais de nourriture, y compris les frais de demi-pension,
- les frais d'hébergement (eau, électricité, chauffage…), équipement et aménagement de la chambre, équipement de puériculture, draps, couverture, siège-auto, rehausseur…
- les dépenses d'hygiène, de toilette, les couches, les frais de parapharmacie…
- le coiffeur,
- les loisirs familiaux,
- les déplacements de proximité liés à la vie quotidienne de l'enfant
- les frais de nourriture,

L'indemnité d'entretien est due pour toute journée commencée.

Ce barème minimum légal constitue une indemnité que tout employeur (public ou privé) doit obligatoirement verser aux assistants familiaux mais chaque employeur est libre de valoriser financièrement le métier et de verser des rémunérations plus avantageuses et supplémentaires.

L'article 2 du décret n° 2019-1387 du 18 décembre 2019 portant relèvement du salaire minimum de croissance confirme le maintien du minimum garanti à 3,65 €, au 1er janvier 2020.

La loi prévoit que le montant de l'indemnité d'entretien ne peut être inférieur à 3,5 fois le minimum garanti et qu'il peut être modulé en fonction de l'âge de l'enfant.

L'indemnité journalière est donc à ce jour de 3,5*3,65€ = 12,77 €/enfant soit 395,87€ par mois.

Considérant l'accueil 24/24 et 7/7 de l'enfant, une **indemnité exceptionnelle** sera accordée par enfant accueilli et par mois réalisé aux assistants familiaux sur la durée du confinement.

Celle-ci, d'un montant de 200 euros par enfant et par mois, sera versée sur la durée du confinement.

Au 7 avril 2020, 58 enfants sont confiés à des assistants familiaux employés par le Département, sur cette base évolutive en fonction des états de présence mensuels, le surcoût estimatif pourrait-être de :

- Mars base de calcul 15 jours de confinement soit 100 euros 58*100 = 5 800 €
- Avril : base de calcul 30 jours de confinement soit 200 euros 58 * 200 = 11 600 €
- Mai : base de calcul 15 jours de confinement soit 100 euros 58 * 100 = 5 800 €

Total entre les mois de mars et de mai : 23 200 euros

Elle pourrait être versée rétroactivement depuis le 16 mars et reconduit mensuellement jusqu'à nouvel ordre en fonction des dispositions prises par le gouvernement et la Préfecture en termes de déconfinement.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose de valider la proposition d'attribuer une indemnité exceptionnelle, aux Assistants Familiaux recrutés par le Département. Cette indemnité s'élèverait pour la période à 23 200 €.

Ces crédits seront prélevés sur le chapitre 935-51/64128 BLASE.

Délibération n°CD_20_1005

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Développement

Objet : Stratégie de gestion des sites touristiques départementaux

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 1111-4, L 1511-3, L 1611-4, L 3212-3 et L 4251-20-V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 132-1 à 136-6 du Code du Tourisme ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1024 du 24 mars 2017 approuvant la "Stratégie Touristique Lozère 2021" pour la période 2017 à 2021 ;

VU la délibération n°CD_18_1083 du 20 décembre 2019 approuvant la politique départementale 2020 « Tourisme » ;

CONSIDÉRANT le rapport n°600 intitulé "Stratégie de gestion des sites touristiques départementaux" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Rappelle que le Département de la Lozère :

- a confié la gestion par Délégation de Service Public (DSP) et le développement de quatre sites touristiques majeurs :
  - les Loups du Gévaudan en Margeride ;
  - la station des Bouviers en Margeride ;
  - la station thermale et de remise en forme, la Chaldette, sur l'Aubrac ;
  - la station thermale et de remise en forme, Bagnols les Bains, sur le Mont Lozère.
- participe, en tant que membre du Syndicat Mixte de la Ligne Verte des Cévennes, au projet mis en œuvre de développement d'une Voie Verte en Cévennes, sur l'ancienne voie du chemin de fer départemental entre Florac et Sainte-Cécile d'Andorge.

ARTICLE 2

Donne un avis favorable de principe sur une possible implication du Département dans la gestion de sites touristiques d'intérêt départemental existants ou à venir, en cas de sollicitation du territoire.

ARTICLE 3

Prend acte, dans ce contexte, que le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont Lozère (SMAML) rencontre des difficultés rencontrées en raison de moyens humains et de ressources financières insuffisants et qu'il a délibéré le 6 février 2020 pour :

- solliciter le Département de la Lozère afin qu'il pour reprenne la compétence de gestion du Mas de la Barque et de la station du Mont Lozère au vu de l'intérêt départemental de ces deux sites ;
- demander à faire partie d'un comité d'orientation de ces stations et à être associé aux décisions prises sur la gestion et le développement des stations dans le cadre de la compétence d'élaboration et d'harmonisation des projets de développement du Mont Lozère.

ARTICLE 4

Reconnaît, que la gestion des stations de ski du Mont Lozère et du Mas de la Barque et leur développement sont d'intérêt départemental et accepte, dans ces conditions, le principe de transfert de la gestion des stations de ski du Mont Lozère et du Mas de la Barque au Département, dans les conditions suivantes :

- antérieurement, doivent être conclus ou réalisés :
  - le renouvellement du marché de service pour la gestion du Mont Lozère pour la saison 2020-2021 ;
  - une nouvelle convention d'occupation du domaine de l'Etat avec l'ONF sur le site du Mas de la Barque ;
  - une convention de transfert de la gestion des remontées mécaniques avec le SDEE ;
  - des acquisitions foncières ;
  - une sécurisation de l'alimentation en eau potable sur le site du Mont Lozère ;
  - une carte communale sur la commune de Cubières.
- le transfert, éventuellement envisagé, devrait intervenir au 1er janvier 2021, considérant :
  - que les transferts sont réalisés au terme d'une année budgétaire ;
  - qu'une DSP de la station du Mas de la Barque est conclue jusqu'au 31 décembre 2021 ;
  - la nécessité du délai nécessaire pour une procédure de DSP conjointe aux deux stations.

ARTICLE 5

Autorise la Présidente à engager l'ensemble des démarches nécessaires à l'étude de ce transfert de compétences pour une décision définitive de l'Assemblée Départementale.

ARTICLE 6

Donne délégation à la commission permanente pour suivre l'ensemble de ce dossier.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_20_1005 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°600 "Stratégie de gestion des sites touristiques départementaux"

De manière générale mais aussi localement, les Départements se sont mobilisés et ont pris leurs responsabilités pour mettre en œuvre, par leur action, les infrastructures et les équipements nécessaires au développement touristique et à l'attractivité du territoire. Depuis la loi NOTRe, la compétence tourisme est une compétence partagée par les collectivités territoriales et l'État. Le Département de la Lozère reste très investi à travers notamment l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Touristique Lozère 2021 et la promotion touristique notamment par le biais du Comité Départemental du Tourisme.

Le tourisme contribue au développement du territoire départemental. L'accueil d'une clientèle touristique tout au long de l'année permet le maintien et le développement de services aux publics comme les commerces de proximité, les artisans et producteurs d'une part et la création d'activités de loisirs pour l'ensemble des lozériens d'autre part. Les équipements touristiques majeurs assurent ainsi un service d'intérêt général sans but lucratif et participent pleinement à la cohésion territoriale. Leur maintien et leur développement relèvent alors de la solidarité territoriale.

Au vu de l'intérêt départemental de ces sites, le Département a confié la gestion par délégation de service public et le développement de quatre sites touristiques majeurs : les Loups du Gévaudan en Margeride, la station des Bouviers en Margeride et les stations thermales et de remise en forme sur l'Aubrac et le Mont Lozère de la Chaldette et de Bagnols les Bains. De plus, en tant que membre du Syndicat Mixte de la ligne verte des Cévennes, le Département participe au projet mis en œuvre de développement d'une voie verte en Cévennes, sur l'ancienne voie du chemin de fer départemental entre Florac et Sainte Cécile d'Andorge.

Cette implication du Département pourrait être étendue, si la volonté territoriale s'exprimait, à d'autres sites touristiques majeurs et structurants du territoire existants ou à créer.

Aussi, je vous propose, si vous en êtes d'accord, d'approuver le principe d'une possible implication du Département sur la gestion de sites touristiques d'intérêt départemental existants ou à venir, en cas de sollicitation du territoire.

Cas des stations du Mont Lozère et du Mas de la Barque

Considérées comme des aménagements touristiques au titre du Code de l'Urbanisme et du Code du Tourisme, les stations de ski du Mont Lozère et du Mas de la Barque s'avèrent être deux sites touristiques majeurs et d'envergure départementale du département de la Lozère reconnus pleinement dans la Stratégie Touristique Lozère 2021. En effet, ces stations constituent des piliers pour le développement du tourisme quatre saisons et des supports indispensables à la mise en place de nouvelles offres de loisirs associées aux activités de pleine nature.

De plus, le maintien et le développement de ces stations permet la proposition d'une offre de loisirs cohérente et en complémentarité avec l'espace bien être du centre de remise en forme de Bagnols les Bains. En effet, les activités hivernales ont fait la renommée de la station du Mont Lozère. Cette station dispose d'un domaine nordique attirant un public majoritairement averti. La construction récente d'un chalet au col de Finiels a permis de réorganiser l'activité de ski de fond. Ce chalet est également utilisé pour la location de VTT à assistance électrique en été. De plus, la station du Mont Lozère bénéficie également d'un domaine alpin idéal pour l'apprentissage du ski constituant l'offre unique sur la Lozère.

Le Mas de la Barque est une ancienne station alpine, reconvertie en station de pleine nature 4 saisons. Très prisée, cette station propose un panel d'activités variées : ski de fond, randonnée pédestre ou à VTT, chiens de traîneau, skike…

Constitué des communautés de communes Mont Lozère et Cévennes au Mont Lozère et de la communauté d'agglomération d'Alès, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont Lozère (SMAML) assure, au titre de ses compétences optionnelles, la gestion de la station de ski du Mas de la Barque depuis 1998 et la gestion de la station de ski du Mont Lozère suite à la perte de la compétence tourisme du SDEE fin 2017. Dans le cadre de sa compétence obligatoire d'aménagement du Mont Lozère, le SMAML porte le Pôle de Pleine Nature du Mont Lozère et le programme régional dit Terra Rural pour accompagner les projets sur la thématique agricole.

Afin de valoriser les activités de pleine nature comme levier de développement durable, une stratégie partenariale est mise en place à travers le Pôle de Pleine Nature du Mont Lozère. Aussi, sur la période 2016 à 2020, sont prévus notamment la structuration d'un réseau d'itinéraires multipratiques, la valorisation de ce réseau et des activités de plein nature à travers l'édition de deux cartoguides, la réalisation de cartes de course d'orientation et de deux parcours permanents, la création de deux sentiers d'interprétation, le rééquipement de sites d'escalade, le développement de la station du Mont Lozère, l'achat de vélos électrique et l'installation de bornes de services, la création d'un bike-park.

La gestion de la station du Mas de la Barque repose sur une convention d'occupation du domaine de l'État géré par l'ONF et une délégation de service public conclue entre le SMAML et la SELO, toutes deux arrivant à terme le 31 décembre 2021. Depuis l'opération de réhabilitation de la station en 2007, la viabilité du projet s'est considéralement améliorée, essentiellement portée par l'activité d'hébergement. Cette évolution traduit la réussite du projet de mutation de la station du Mas de la Barque en une station de pleine nature quatre saisons.

La gestion de la station du Mont Lozère par le SMAML intervient dans le cadre d'une convention de transfert de gestion des dépendances domaniales entre le SDEE et le SMAML, concernant la station pour une durée de dix ans à compter du 1er décembre 2018. Suite à une procédure de délégation de service public déclarée infructueuse, l'exploitation de cette station est assurée directement par le SMAML avec l'appui de la SELO via un marché public de service permettant une gestion de l'activité ski à minima sans développement de projet ou réalisation d'investissement.

Dans ces circonstances, le regroupement de l'exploitation des deux stations dans une unique délégation de service public est plébiscité afin de définir d'une stratégie commune de développement, de favoriser des synergies en terme de promotion, de permettre une mutualisation des coûts entre les activités dites rentables et les investissements devant être réalisés.

Face au changement climatique en cours et afin de redynamiser le site, une restructuration complète de la station du Mont Lozère s'avère nécessaire. A la lumière de la mutation réussie de la station du Mas de Barque, il est envisagé de requalifier la station du Mont Lozère en éco-station quatre saisons. A cette fin, des études ont été réalisées dans le cadre du Pôle de Pleine Nature avec l'intervention du cabinet COGEAM et du CAUE. Ces études ont permis de mettre en évidence les enjeux à prendre en considération et les grands principes d'organisation future autour d'aménagements répondant aux exigences du marché à la journée et du marché des séjours. Il est alors envisagé de travailler les espaces publics en lien avec les paysages, de développer les activités ludiques outdoor et indoor, d'ancrer la dimension séjour avec la reprise d'hébergements collectifs et la création d'hébergements individuels, et d'affirmer la destination Mont Lozère et ses activités phares. A partir de ces axes de travail, un plan guide a été déterminé afin d'initier les acquisitions foncières.

Récemment, le SMAML a fait l'objet d'un contrôle des comptes et de la gestion par la Chambre Régionale des Comptes Occitanie pour les exercices 2014 et suivants. L'instruction en cours a mis en lumière les difficultés rencontrées par le Syndicat dont :

- des moyens humains limités à 2,04 ETP, et un fonctionnement reposant principalement sur l'implication des élus,
- des moyens humains insuffisants au contrôle efficace de la délégation de service public en cours sur la station du Mas de la Barque et inadaptés pour conduire un projet de développement de la station du Mont Lozère,

- des ressources financières constituées des seules participations de ses membres aux moyens contraints qui s'avèrent insuffisantes pour assumer l'autofinancement du projet de requalification de la station du Mont Lozère.

Au regard de ce retour provisoire de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie, mais également des difficultés actuelles du SMAML à porter la gestion des stations de ski, le conseil syndical, par délibération prise à l'unanimité en date du 6 février 2020, « déclare que le SMAML ne dispose pas des moyens financiers et humains adaptés pour conduire le projet de mutation de la station du Mont Lozère nécessaire à sa pérennité et que les stations du Mont Lozère et du Mas de la Barque doivent être liées dans une seule délégation de service public ».

De plus, dans cette même délibération le SMAML « sollicite le Département de la Lozère pour reprendre la compétence de gestion du Mas de la Barque et de la station du Mont Lozère au vu de l'intérêt départemental de ces deux sites ». Enfin, il demande également au Département que « le SMAML fasse partie d'un comité d'orientation de ces stations et souhaite être associé aux décisions prises sur la gestion et le développement des stations dans le cadre de la compétence d'élaboration et d'harmonisation des projets de développement du Mont Lozère ».

Suite à cette sollicitation du territoire, le Département doit se positionner et apporter une réponse dans le cadre d'une stratégie globale de gestion des sites touristiques départementaux. Cependant, avant de prendre une position définitive, un projet de transfert doit être étudié et analysé afin de mesurer très précisément son impact. Ainsi, il est nécessaire d'acquérir de plus amples connaissances et d'examiner notamment le budget annexe du SMAML dédié à la gestion des deux stations, les coûts directs et réels du transfert de charges, le coût des charges indirectes et des charges de gestion, la reprise des biens et des contrats en cours. Les incidences budgétaires en investissement et en fonctionnement seront ainsi évaluées et une participation du territoire pourra alors être envisagée.

Dans ce même laps de temps, de nombreuses problématiques devront être réglées par les différents acteurs du territoire (SMAML et communes) avec l'appui technique du Département afin de s'assurer de la poursuite et du développement à venir des stations. Ainsi, devront être conclus ou réalisés : le renouvellement du marché de service pour la gestion du Mont Lozère pour la saison 2020-2021, une nouvelle convention d'occupation du domaine de l'Etat avec l'ONF sur le site du Mas de la Barque, une convention de transfert de la gestion des remontées mécaniques avec le SDEE, des acquisitions foncières et une sécurisation de l'alimentation en eau potable sur le site du Mont Lozère, une carte communale sur la commune de Cubières.

Le travail restant à effectuer en amont d'une décision définitive est important et doit être réalisé avec un calendrier très contraint pour s'assurer d'une continuité de l'exploitation des stations du Mas de la Barque et du Mont Lozère. En effet, les transferts étant réalisés au terme d'une année budgétaire et considérant une délégation de service public de la station du Mas de la Barque jusqu'au 31 décembre 2021 et la nécessité du délai nécessaire pour une procédure de délégation de service public conjointe aux deux stations, le transfert éventuellement envisagé devrait intervenir au 1er janvier 2021.

Dans ces circonstances et sur la base de l'ensemble de informations données, je vous propose que le Département :

- **reconnaisse que la gestion des stations de ski du Mont Lozère et du Mas de la Barque et leur développement est d'intérêt départemental**
- **accepte le principe de transfert de la gestion de ces deux sites au Département et autorise la Présidente à engager l'ensemble des démarches nécessaires à l'étude de ce transfert de compétences pour une décision définitive de l'Assemblée départementale.**

Délibération n°CD_20_1006

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Développement

Objet : Réserve des Bisons d'Europe : avis de principe sur l'accompagnement financier du projet

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 1111-4, L 1511-3, L 1611-4, L 3212-3 et L 4251-20-V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 132-1 à 136-6 du Code du Tourisme ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1024 du 24 mars 2017 approuvant la "Stratégie Touristique Lozère 2021" pour la période 2017 à 2021 ;

VU la délibération n°CD_18_1083 du 20 décembre 2019 approuvant la politique départementale 2020 « Tourisme » ;

CONSIDÉRANT le rapport n°601 intitulé "Réserve des Bisons d'Europe : avis de principe sur l'accompagnement financier du projet" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU la non-participation au vote de Bernard PALPACUER, Francis COURTES, Laurent SUAU et de Sophie PANTEL ;

ARTICLE 1

Rappelle que le Syndicat Mixte Interdépartemental des Monts de la Margeride (SMIMM) a ouvert en 1992, la réserve des bisons d'Europe et qu'au 31 décembre 2019, un contrat de concession pour l'exploitation de la réserve des Bisons d'Europe a été conclu entre le SMIMM et la SELO pour une durée de 15 ans, prévoyant un programme d'aménagement et de renouvellement du site dont le montant est évalué à 3,675 M€.

ARTICLE 2

Précise que ce programme doit être affiné par le délégataire (au regard de sa faisabilité technique, réglementaire et financière) et doit faire l'objet de demandes d'accompagnement financier auprès de l'État, de la Région et du Département.

ARTICLE 3

Donne un avis favorable de principe à l'accompagnement financier, du Département à ce programme d'aménagement et de renouvellement du site, au titre du Fonds de Réserve pour les Projets d'Envergure Départementale (FRED) géré dans le cadre du dispositif des Contrats Territoriaux.

ARTICLE 4

Donne délégation à la commission permanente pour suivre ce dossier.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1006

Annexe à la délibération n°CD_20_1006 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°601 "Réserve des Bisons d'Europe : avis de principe sur l'accompagnement financier du projet"

Crée en 1985 afin de promouvoir l'aménagement et le développement économique, social et culturel de la Margeride, le Syndicat Mixte Interdépartemental des Monts de la Margeride (SMIMM) a ouvert en 1992 la réserve des bisons d'Europe.

Aujourd'hui, le cheptel de bisons d'Europe est constitué de 30 individus introduits dans le cadre d'une initiative internationale de sauvegarde et de réintroduction de l'espèce. La visite se fait principalement en calèche (ou en traîneau l'hiver) tirée par des chevaux de trait qui constituent un point d'intérêt animalier de la visite.

Le parc comprend la réserve des bisons, un bâtiment d'accueil (avec un musée, un restaurant et une boutique) et une aire de jeux pour enfants. Il accueille environ 30 000 visiteurs par an.

L'exploitation de ce site avait été déléguée à la SELO sur la période 2015 – 2019 (par une convention d'affermage).

Au regard de sa volonté d'une nouvelle délégation de service public (DSP), le SMIMM a sollicité un accompagnement sur les plans technique, administratif et juridique auprès de Lozère Ingénierie fin 2018. Les services de la direction des affaires juridiques, de la commande publique et de la logistique et de la direction adjointe à l'ingénierie et aux contrats territoriaux sont intervenus en soutien à Lozère Ingénierie.

Pour concevoir le cahier des charges de la future DSP, une étude a été produite afin de définir une stratégie de développement et une programmation d'investissements pour permettre au site de gagner en rentabilité. Des préconisations ont été faites : recentrer le produit autour du bison, améliorer les conditions de vie des animaux et de sécurité de l'exploitation, réorganiser les espaces intérieurs et développer des aménagements et des loisirs. Sur la base de ces recommandations, une procédure de délégation de service public a été initiée en 2019 par le SMIMM.

Au 31 décembre 2019, un contrat de concession pour l'exploitation de la réserve des Bisons d'Europe a été conclu entre le SMIMM et la SELO pour une durée de 15 ans.

Ce contrat prévoit un programme d'aménagement et de renouvellement du site dont le montant est évalué à 3,675 M€.

Au cours de la première année du contrat, ce programme doit être affiné par le délégataire et sa faisabilité technique, réglementaire et financière vérifiée. Ainsi, il fera l'objet de demandes d'accompagnement financier auprès de l'État, de la Région et du Département.

Aussi, je vous propose, d'ores et déjà de bien vouloir délibérer sur notre intention d'accompagner financièrement ce programme dans le cadre du Fond de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED) géré dans le cadre du dispositif des Contrats Territoriaux.

Délibération n°CD_20_1007

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Vote des taux 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties, du prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et de la taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou Taxe de Publicité Foncière (TPF)

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU l'article L 3212-1 et L 3332-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 1636 B, 1639 A et 1640 B du Code Général des Impôts ;

VU la loi de Finances pour 2016 n°2015-1785 du 29 décembre 2015 ;

VU la délibération n°CD_19_1028 du 15 mars 2019 votant le taux de la taxe pour 2019 ;

VU l'état 1253 provenant de la Direction Départementale des Finances Publiques du 13 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°700 intitulé "Vote des taux 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties, du prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et de la taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou Taxe de Publicité Foncière (TPF)" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Décide de maintenir les taux suivants pour l'année 2020 :

- taxe foncière sur les propriétés bâties : .....23,13 % ;
- prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) : .....4,50 % ;
- taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou Taxe de Publicité Foncière (TPF) exigibles sur les mutations à titre onéreux de certaines catégories de biens : .....1,60 %.

ARTICLE 2

Précise que le produit fiscal prévisionnel 2020 attendu s'élève à 21 673 967 €.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1007

Annexe à la délibération n°CD_20_1007 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°700 "Vote des taux 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties, du prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et de la taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou Taxe de Publicité Foncière (TPF)"

Les éléments concernant la fiscalité 2020 sont les suivants :

1° - La pérennité du « Fonds de soutien interdépartemental »

Créé par la loi de finances pour 2019 pour trois années, ce fonds est aujourd'hui pérennisé. Les critères d'éligibilité et de répartition restent ceux fixés en 2019.

Les ressources de ce fonds sont réparties entre les départements en deux fractions :

- la première fraction, (60 % des ressources) est fléchée sur les départements ruraux.

Les critères d'éligibilité sont les suivants : potentiel financier par km² inférieur à 50 % de la moyenne et nombre d'habitants au km² inférieur à 70.

La répartition est fondée sur un indice synthétique, plafonné à 1,3, composé de trois indicateurs comptant pour un tiers chacun : le potentiel financier net, le revenu par habitant et le taux de la taxe sur le foncier bâti.

- la seconde fraction (40 % des ressources) est réservée aux départements cumulant un produit de DMTO par habitant inférieur à 90 % de la moyenne, un revenu par habitant inférieur à la moyenne et un taux de pauvreté supérieur à 15 %.

La répartition est fondée sur un indice synthétique composé de deux indicateurs comptant chacun pour moitié : le potentiel financier net et le revenu par habitant.

Ce fonds constitue une recette élevée (5,2 M€ en 2019). L'évolution du taux de pauvreté conduit néanmoins à rester prudent sur le produit de cette recette inscrite pour 2020 à hauteur de **4, 5 M€** avec un prélèvement de 150 K€.

2° - Les prélèvements sur les droits de mutation à titre onéreux

Le taux de prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) est fixé par délibération du 31 janvier 2014 à 4,5 %.

Le taux de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (TADE) ou à la taxe de publicité foncière (TPF) exigibles sur les mutations à titre onéreux de certaines catégories de biens est fixé à 1,60 %.

3° - La taxe foncière sur les propriétés bâties

a) – Le contexte

L'évolution départementale du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est la suivante :

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
12,08%			**12,68%**	**19,36%**			**19,94%**				**23,13%**	

Les bases d'imposition ont progressé dans les proportions suivantes :

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (prév)
76 424 646	79 202 684	82 100 319	84 885 300	86 422 462	87 874 691	89 286 815	92 005 000
	3,64%	**3,66%**	**3,39%**	**1,81%**	**1,68%**	**1,61 %**	**3,04 %**

b) – Le vote du taux 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties

Rappel de la fiscalité 2019

Base d'imposition	Taux	Produit
92 005 000	23,13 %	21 280 757 €

Sur la base de l'État 1253 notifié par les services fiscaux les bases d'imposition prévisionnelles 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties sont revalorisées de + 1,85 % par rapport à celle de 2019.

Le produit prévisionnel pour l'année 2020, dernière année, de la taxe foncière sur les propriétés bâties serait de :

Bases d'imposition prévisionnelles 2020	**Taux**	**Produit fiscal 2020 attendu**
93 705 000	**23,13 %**	**21 673 967 €**

Pour information, le point de fiscalité 2019 s'élève à 211 612 €.

A compter de 2021, le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et les compensations d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des départements sont remplacés par une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée.

La fraction de TVA est le rapport entre d'une part, la somme du produit FB (bases nette 2020 et taux 2019), des compensations d'exonération FB 2020 et d'autre part le produit net national de TVA 2020. Le produit de TVA attribué évolue de manière uniforme pour tous les départements en fonction de la variation du produit national de TVA entre l'année précédente et la pénultième année. Une garantie assure aux départements que le produit de TVA attribué ne pourra être inférieur au FB calculé pour déterminer la fraction de TVA (bases nette FB 2020 et taux 2019 + compensations d'exonération FB 2020). Cette garantie est financée en tant que de besoin par un prélèvement supplémentaire sur le produit de TVA nette qui revient à l'État.

Les autres éléments de la fiscalité 2020 sont les suivants :

4° - Les allocations compensatrices :

Elles sont constituées des reversements liés aux exonérations et abattements obligatoires décidés par l'État sur la part des taxes ménages (taxe d'habitation et taxes foncières).

Intégrées dans l'enveloppe dite "normée", ces compensations servent à l'État de variables d'ajustement pour les concours financiers qu'il verse aux collectivités.

Depuis 2015 le montant des allocations compensatrices au titre des différentes exonérations a évolué dans les conditions suivantes :

Type d'exonération	2015	2016	2017	2018	2019
Fiscalité directe locale	999 137 €	923 509 €	751 919 €	742 591 €	718 184 €
Taxe professionnelle	112 233 €	95 181 €	77 016 €	76 817 €	74 292 €
Contribution économique	16 508 €	24 956 €	3 720 €	2 964 €	4 291 €
Taxe sur foncier bâti	87 839 €	65 767 €	24 974 €	25 273 €	25 941 €
TOTAL	**1 215 717 €**	**1 109 413 €**	**857 629 €**	**847 645 €**	**822 708 €**

En 2019, le total des allocations compensatrices s'est élevé à 822 708 € soit une baisse de 2,94 % par rapport à 2018 (baisse de 32,33 % en comparaison au produit 2015).

L'augmentation de la dotation particulière pour les élus locaux est financée via deux dotations intégrées dans le périmètre des variables d'ajustement :

- les allocations compensatrices des départements ;

- la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle des régions.

Nous avons donc prévu une nouvelle baisse des allocations compensatrices (- 6,75 % annoncée). **Le montant prévisionnel 2020 s'élève à 777 836 €.**

5° - La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Cette dotation est attribuée aux territoires « perdants » à la suppression de la taxe professionnelle, c'est à dire aux territoires qui étaient mieux dotés en produit de TP qu'ils n'ont reçu par la suite de produits issus des nouvelles impositions (CVAE, TASCOM, part départementale de la taxe d'habitation).

Depuis la loi de finances 2017 la DCRTP constitue pour l'État, au même titre que les allocations compensatrices, une variable d'ajustement pour ses concours financiers.

Ainsi le produit de la DCRTP stable à hauteur de 1 183 791 € jusqu'en 2016, a connu un premier ajustement - 225 920 € (- 19,08 %) en 2017 .

2015	2016	2017	2018	2019
1 183 791 €	1 183 791 €	957 871 €	955 393 €	898 401 €

En 2020, le montant prévisionnel s'élève à 898 401 €.

6° - La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Le transfert de compétence à la Région des transports interurbains, à la demande et scolaires s'accompagne d'un transfert de recettes par le biais de la CVAE. Ainsi, la loi de finances pour 2017 a adapté la fiscalité en portant à 50 % la part de CVAE revenant aux régions. Le taux de CVAE revenant aux Départements est donc passé de 48,5 % à 23,5 %.

2014	2015	2016	2017	2018	2019
4 305 K€	4 620 K€	4 544 K€	2 273 K€	2 282 K€	2 445 K€

En 2020, le montant prévisionnel s'élève à 2 583 K€.

Il vous est proposé :

- de délibérer sur les taux inchangés de :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties 23,13 % ;
- du prélèvement sur l'assiette des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) 4,5 % ;
- de la Taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement (TADE) ou à la Taxe de Publicité Foncière (TPF) exigibles sur les mutations à titre onéreux de certaines catégories de biens 1,60 %.

- de prendre acte sur la base de l'état 1253 notifié du produit fiscal prévisionnel attendu de 21 673 967 €.

DEPARTEMENT : 48 LA LOZERE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1253 DEP

TAUX
FDL
2020

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2020

I – PRODUIT DE TAXE FONCIERE A TAUX CONSTANTS

	Bases d'imposition effectives 2019 (1) 1	Taux d'imposition départemental de 2019 2	Moyenne nationale des taux départementaux 3	Bases d'imposition Prévisionnelles 2020 (2) 4	Produit à taux constants (col.4 x col.2) 5	Pour information : Part de CVAE imposée au profit du département
Taxe foncière (bâti).....	92 124 031	23,13	17,45 %	93 705 000	21 673 967	1 438 399 (3)

II - DECISIONS DU CONSEIL GENERAL

1. PRODUIT DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE ATTENDU POUR 2020 :

=	-	-	-	-	-	+
	777 836	517 806	2 583 968	898 401	918 061	0
Produit nécessaire à l'équilibre du budget	Dotation allocations compensatrices (4)	Produit des IFER (5)	Produit de la CVAE (6)	DCRTP (8)	Versement GIR (8)	Prélèvement GIR

2. TAUX VOTE AU TITRE DE LA TAXE FONCIERE SUR LE BATI POUR 2020 : (9)

III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES (4)	
Taxe d'habitation :	373 924
Taxe foncière (bâti) :	
a. Personnes de condition modeste	25 997
b. Baux à réhabilitation et autres allocations	34
c. Exonérations DOM : anti-sismique et zone franche	0
Taxe foncière (non bâti) :	303 124
Taxe professionnelle :	
a. Dotation unique spécifique (TP)	44 745
b. Réduction des bases des créations d'établissements	13 433
c. Exo. en zones d'aménagement du territoire et ZFDOM	11 859

2a. BASES EXONEREES DE TAXE FONCIERE (10)	
Bases exonérées par le conseil général	372 542
Bases exonérées par la loi (ECF et certaines zones)	3 214 821
2b. CVAE – DEGREVEMENTS ET EXONERATIONS (7)	
a. CVAE : part dégrevée	1 145 569
b. CVAE : part relative aux exonérations compensées	4 720
c. CVAE : part relative aux exonérations non compensées	183
2c. PRODUIT DES IFER	
a. Éoliennes terrestres	78 148
b. Hydroliennes	459
c. Centrales électriques	
d. Centrales photovoltaïques	25 828
e. Centrales hydrauliques	245 150
f. Stations radioélectriques	168 221
g. Gaz – stockage et transport	

A MENDE
Le DIRECTEUR DEP. DES FINANCES PUBLIQUES
Mme PERNOT
le 12 MARS 2020

Le préfet,
le

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

A
le
Le Président du Conseil départemental,

FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES, ACCOMPAGNÉ DE LA DÉLIBÉRATION DE VOTE DES TAUX

Délibération n°CD_20_1008

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_19_1092 du 20 décembre 2019 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°701 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- 2015.....-934 912,69 €
- 2016.....92 323,68 €
- 2017.....-134 265,39 €
- 2018.....775 266,80 €
- 2019.....206 843,20 €
- 2020.....1 899 543,66 €

ARTICLE 2

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget Principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
2012	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
2013	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
2014	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
2015	3 037 082,01 €	2 916 770,01 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
2016	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €

Délibération n°CD_20_1008

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2017	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
2018	38 908 982,64 €	9 282 278,97 €	16 781 715,85 €	12 844 987,82 €	0,00 €
2019	12 753 965,32 €	6 382 632,24 €	2 916 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
2020	33 353 043,66 €	16 370 400,00 €	13 693 643,66 €	3 219 000,00 €	70 000,00 €
Total	103 102 569,23 €	39 309 387,66 €	38 983 663,30 €	18 049 426,87 €	6 760 091,40 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1008

Annexe à la délibération n°CD_20_1008 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°701 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures"

Préalablement au vote de la décision modificative n° 1 de 2020, il convient de procéder à la régularisation des AP 2020 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du chapitre II du titre II du règlement financier adopté par le Département le 22 octobre 2018 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

2011	0,00 €
2012	0,00 €
2013	0,00 €
2014	0,00 €
2015	-934 912,69 €
2016	92 323,68 €
2017	-134 265,39 €
2018	775 266,80 €
2019	206 843,20 €
2020	1 899 543,66 €
Total	1 904 799,26 €

	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
Bilan AP avant DM	101 197 769,97 €	38 827 496,63 €	39 297 379,87 €	18 930 780,47 €	4 142 113,00 €
Bilan Mouvements	1 904 799,26 €	481 891,03 €	-313 716,57 €	-881 353,60 €	2 617 978,40 €
Bilan AP après DM	103 102 569,23 €	39 309 387,66 €	38 983 663,30 €	18 049 426,87 €	6 760 091,40 €

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 1 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 1, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal, qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
2012	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
2013	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
2014	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
2015	3 037 082,01 €	2 916 770,01 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
2016	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €
2017	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
2018	38 908 982,64 €	9 282 278,97 €	16 781 715,85 €	12 844 987,82 €	0,00 €
2019	12 753 965,32 €	6 382 632,24 €	2 916 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
2020	33 353 043,66 €	16 370 400,00 €	13 693 643,66 €	3 219 000,00 €	70 000,00 €
Total	103 102 569,23 €	39 309 387,66 €	38 983 663,30 €	18 049 426,87 €	6 760 091,40 €

1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 792 654,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 792 654,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2011 AVANT DM	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2011 APRES DM	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €

2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 854 744,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 854 744,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2012 AVANT DM	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2012 APRES DM	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €

3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 435 627,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 435 627,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2013 AVANT DM	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2013 APRES DM	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €

4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 473 276,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 473 276,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2014 AVANT DM	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2014 APRES DM	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €

5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 3 971 994,70 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : -934 912,69 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 3 037 082,01 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2015 AVANT DM	3 971 994,70 €	3 851 682,70 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-934 912,69 €	-934 912,69 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2015 APRES DM	3 037 082,01 €	2 916 770,01 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €

6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM est de : 8 258 758,20 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : 92 323,68 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 8 351 081,88 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2016 AVANT DM	8 258 758,20 €	3 663 331,68 €	3 007 248,32 €	1 427 517,20 €	160 661,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	92 323,68 €	-269 597,95 €	360 000,00 €	1 921,63 €	0,00 €
MONTANT AP 2016 APRES DM	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €

7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM est de : 4 276 378,11 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : -134 265,39 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 4 142 112,72 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2017 AVANT DM	4 276 378,11 €	578 329,54 €	2 005 446,57 €	169 262,00 €	1 523 340,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-134 265,39 €	23 988,17 €	-155 805,56 €	-244,00 €	-2 204,00 €
MONTANT AP 2017 APRES DM	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €

8/ Autorisations de Programmes 2018 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2018 avant la DM est de : 38 133 715,84 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2018 est de : 775 266,80 €

le montant du solde des AP 2018 après modification est de : 38 908 982,64 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2018 AVANT DM	38 133 715,84 €	8 850 900,72 €	16 815 936,85 €	12 466 878,27 €	0,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	775 266,80 €	431 378,25 €	-34 221,00 €	378 109,55 €	0,00 €
MONTANT AP 2018 APRES DM	38 908 982,64 €	9 282 278,97 €	16 781 715,85 €	12 844 987,82 €	0,00 €

9/ Autorisations de Programmes 2019 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2019 avant la DM est de : 12 547 122,12 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2019 est de : 206 843,20 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 12 753 965,32 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2019 AVANT DM	12 547 122,12 €	8 655 596,99 €	3 016 525,13 €	53 000,00 €	822 000,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	206 843,20 €	-2 272 964,75 €	-99 733,67 €	-40 640,78 €	2 620 182,40 €
MONTANT AP 2019 APRES DM	12 753 965,32 €	6 382 632,24 €	2 916 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €

10/ Autorisations de Programmes 2020 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2020 avant la DM est de : 31 453 500,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2020 est de : 1 899 543,66 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 33 353 043,66 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2020 AVANT DM	31 453 500,00 €	12 866 400,00 €	14 077 600,00 €	4 439 500,00 €	70 000,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	1 899 543,66 €	3 504 000,00 €	-383 956,34 €	-1 220 500,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2020 APRES DM	33 353 043,66 €	16 370 400,00 €	13 693 643,66 €	3 219 000,00 €	70 000,00 €
	SOLDE SUR AP	**2020**	**2021**	**2022**	**2023 et +**
BILAN AP AVANT DM	**101 197 769,97 €**	**38 827 496,63 €**	**39 297 379,87 €**	**18 930 780,47 €**	**4 142 113,00 €**
BILAN MOUVEMENTS	**1 904 799,26 €**	**481 891,03 €**	**-313 716,57 €**	**-881 353,60 €**	**2 617 978,40 €**
BILAN AP APRES DM	**103 102 569,23 €**	**39 309 387,66 €**	**38 983 663,30 €**	**18 049 426,87 €**	**6 760 091,40 €**

PHASAGE AP DM1 2020

AP 2011

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €	**792 654,00 €**
Total DEAE	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**
TOTAL AP 2011	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €	**792 654,00 €**	**0,00**
132 109,00 €	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**	**0,00**
132 109,00 €	**132 109,00 €**	**132 109,00 €**	**396 327,00 €**	**792 654,00 €**	**0,00**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2012

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €	**854 744,00 €**
Total DEAE	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**
TOTAL AP 2012	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €	**854 744,00 €**	**0,00 €**
122 106,00 €	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**	**0,00 €**
122 106,00 €	**122 106,00 €**	**122 106,00 €**	**488 426,00 €**	**854 744,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2013

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €	**435 627,00 €**
Total DEAE	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**
TOTAL AP 2013	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €	**435 627,00 €**	**0,00 €**
54 454,00 €	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**	**0,00 €**
54 454,00 €	**54 454,00 €**	**54 454,00 €**	**272 265,00 €**	**435 627,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2014

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €	**473 276,00 €**
Total DEAE	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**
TOTAL AP 2014	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €	**473 276,00 €**	**0,00 €**
52 586,00 €	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**	**0,00 €**
52 586,00 €	**52 586,00 €**	**52 586,00 €**	**315 518,00 €**	**473 276,00 €**	**0,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	

AP 2015

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €	133 680,00 €
CONTRAT	512 338,36 €				512 338,36 €
Total DEAE	**525 706,36 €**	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**646 018,36 €**
CONTRAT	3 325 976,34 €				3 325 976,34 €
Total DATE	**3 325 976,34 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**3 325 976,34 €**
TOTAL AP 2015	**3 851 682,70 €**	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**3 971 994,70 €**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €	133 680,00 €	**0,00 €**
539 416,20 €				539 416,20 €	**27 077,84 €**
552 784,20 €	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**673 096,20 €**	**27 077,84 €**
2 363 985,81 €				2 363 985,81 €	**-961 990,53 €**
2 363 985,81 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 363 985,81 €**	**-961 990,53 €**
2 916 770,01 €	**13 368,00 €**	**13 368,00 €**	**93 576,00 €**	**3 037 082,01 €**	**-934 912,69 €**
-934 912,69 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-934 912,69 €**	

AP 2016

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	20 082,00	20 082,00	20 082,00	160 661,00	220 907,00
Total DEAE	**20 082,00**	**20 082,00**	**20 082,00**	**160 661,00**	**220 907,00**
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	4 000,00				4 000,00
ECONOMIE ET TOURISME	22 264,00				22 264,00
PROLONGATION AP 2010/2011	42 901,44				42 901,44
EVENEMENTS CLIMATIQUES	3 099,00				3 099,00
Total DATE	**72 264,44**				**72 264,44**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	200 000,24				200 000,24
PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF	559 985,00	1 096 166,32	516 795,00		2 172 946,32
CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS	2 811 000,00	1 891 000,00	890 640,20		5 592 640,20
Total DAJCL Bâtiments	**3 570 985,24**	**2 987 166,32**	**1 407 435,20**		**7 965 586,76**
TOTAL AP 2016	**3 663 331,68**	**3 007 248,32**	**1 427 517,20**	**160 661,00**	**8 258 758,20**

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
20 082,00	20 082,00	20 082,00	160 661,00	220 907,00	**0,00 €**
20 082,00	**20 082,00**	**20 082,00**	**160 661,00**	**220 907,00**	**0,00 €**
4 000,00				4 000,00	**0,00 €**
26 333,00				26 333,00	**4 069,00 €**
54 284,44				54 284,44	**11 383,00 €**
0,00				0,00	**-3 099,00 €**
84 617,44				**84 617,44**	**12 353,00 €**
253 385,48				253 385,48	**53 385,24 €**
224 648,81	1 456 166,32	516 795,00		2 197 610,13	**24 663,81 €**
2 811 000,00	1 891 000,00	892 561,83		5 594 561,83	**1 921,63 €**
3 289 034,29	**3 347 166,32**	**1 409 356,83**		**8 045 557,44**	**79 970,68 €**
3 393 733,73	**3 367 248,32**	**1 429 438,83**	**160 661,00**	**8 351 081,88**	**92 323,68 €**
-269 597,95 €	**360 000,00 €**	**1 921,63 €**	**0,00 €**	**92 323,68 €**	

AP 2017

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	73 341,04 €				73 341,04 €
HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES	8 000,00 €				8 000,00 €
GESTION DES DECHETS	2 250,00 €				2 250,00 €
AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL	218 029,50 €	604 977,50 €	169 262,00 €	1 523 340,00 €	2 515 609,00 €
Total DID	**301 620,54 €**	**604 977,50 €**	**169 262,00 €**	**1 523 340,00 €**	**2 599 200,04 €**
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	0,00 €	1 218 750,00 €			1 218 750,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	48 609,00 €				48 609,00 €
Total DAD	**48 609,00 €**	**1 218 750,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 267 359,00 €**
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	0,00 €	171 145,00 €			171 145,00 €
Total DGAID Routes	**0,00 €**	**171 145,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**171 145,00 €**
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	228 100,00 €	10 574,07 €			238 674,07 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS		0,00 €			0,00 €
Total DAJCL Bâtiments	**228 100,00 €**	**10 574,07 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**238 674,07 €**
TOTAL AP 2017	***578 329,54 €***	***2 005 446,57 €***	***169 262,00 €***	***1 523 340,00 €***	***4 276 378,11 €***

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
86 439,01 €				86 439,01 €	**13 097,97 €**
8 000,00 €	3 000,00 €			11 000,00 €	**3 000,00 €**
2 250,00 €				2 250,00 €	**0,00 €**
217 053,50 €	604 733,50 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €	2 511 941,00 €	**-3 668,00 €**
313 742,51 €	**607 733,50 €**	**169 018,00 €**	**1 521 136,00 €**	**2 611 630,01 €**	**12 429,97 €**
7 696,00 €	1 218 750,00 €			1 226 446,00 €	**7 696,00 €**
52 779,20 €	2 449,00 €			55 228,20 €	6 619,20 €
60 475,20 €	**1 221 199,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 281 674,20 €**	**14 315,20 €**
0,00 €	0,00 €			0,00 €	**-171 145,00 €**
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**-171 145,00 €**
228 100,00 €	20 708,51 €			248 808,51 €	**10 134,44 €**
	0,00 €			0,00 €	**0,00 €**
228 100,00 €	**20 708,51 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**248 808,51 €**	**10 134,44 €**
602 317,71 €	***1 849 641,01 €***	***169 018,00 €***	***1 521 136,00 €***	***4 142 112,72 €***	**-134 265,39 €**
23 988,17 €	**-155 805,56 €**	**-244,00 €**	**-2 204,00 €**	**-134 265,39 €**	

AP 2018

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
ACHAT MATERIEL POUR SIG	27 000,00 €				27 000,00 €	27 000,00 €				27 000,00 €	0,00 €
URBANISME ET LOGEMENT	2 500,00 €				2 500,00 €	4 000,00 €		0,00 €		4 000,00 €	1 500,00 €
GESTION DES DECHETS	3 351,50 €				3 351,50 €	5 864,59 €		0,00 €		5 864,59 €	2 513,09 €
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	479 463,18 €				479 463,18 €	538 023,18 €				538 023,18 €	58 560,00 €
CONTRATS V2	4 146 357,28 €	14 041 964,85 €	11 299 928,18 €		29 488 250,31 €	4 145 112,28 €	13 957 743,85 €	11 552 552,68 €		29 655 408,81 €	167 158,50 €
Total DID	**4 658 671,96 €**	**14 041 964,85 €**	**11 299 928,18 €**	**0,00 €**	**30 000 564,99 €**	**4 720 000,05 €**	**13 957 743,85 €**	**11 552 552,68 €**	**0,00 €**	**30 230 296,58 €**	229 731,59 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	963 700,14 €	1 783 972,00 €			2 747 672,14 €	983 700,14 €	1 783 972,00 €	0,00 €		2 767 672,14 €	20 000,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	57 207,07 €				57 207,07 €	53 615,05 €	20 000,00 €	0,00 €		73 615,05 €	16 407,98 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	73 061,00 €				73 061,00 €	76 004,00 €	30 000,00 €	12 519,00 €		118 523,00 €	45 462,00 €
Total DAD	**1 093 968,21 €**	**1 783 972,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 877 940,21 €**	**1 113 319,19 €**	**1 833 972,00 €**	**12 519,00 €**	**0,00 €**	**2 959 810,19 €**	81 869,98 €
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	135 000,00 €	10 000,00 €	1 046 732,80 €		1 191 732,80 €	81 000,00 €	10 000,00 €	1 161 005,74 €		1 252 005,74 €	60 272,94 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS			19 637,29 €		19 637,29 €	0,00 €		0,00 €		0,00 €	-19 637,29 €
Total DGAID Routes	**135 000,00 €**	**10 000,00 €**	**1 066 370,09 €**	**0,00 €**	**1 211 370,09 €**	**81 000,00 €**	**10 000,00 €**	**1 161 005,74 €**	**0,00 €**	**1 252 005,74 €**	40 635,65 €
TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP TIC3	50 000,00 €	50 000,00 €	80 580,00 €		180 580,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	98 494,40 €		198 494,40 €	17 914,40 €
DSP TRES HAUT DEBIT	950 000,00 €	400 000,00 €	20 000,00 €		1 370 000,00 €	950 000,00 €	400 000,00 €	20 416,00 €		1 370 416,00 €	416,00 €
Total DGAID TIC	**1 000 000,00 €**	**450 000,00 €**	**100 580,00 €**	**0,00 €**	**1 550 580,00 €**	**1 000 000,00 €**	**450 000,00 €**	**118 910,40 €**	**0,00 €**	**1 568 910,40 €**	18 330,40 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	286 232,02 €				286 232,02 €	318 585,67 €				318 585,67 €	32 353,65 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	394 682,74 €				394 682,74 €	466 020,18 €				466 020,18 €	71 337,44 €
BATIMENTS ROUTES	500 000,00 €	530 000,00 €			1 030 000,00 €	687 427,84 €	530 000,00 €			1 217 427,84 €	187 427,84 €
Total DAJCL Bâtiments	**1 180 914,76 €**	**530 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 710 914,76 €**	**1 472 033,69 €**	**530 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**2 002 033,69 €**	291 118,93 €
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	724 380,37 €				724 380,37 €	822 254,12 €				822 254,12 €	97 873,75 €
Total DAJCL SIT	**724 380,37 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**724 380,37 €**	**822 254,12 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**822 254,12 €**	97 873,75 €
ENSEIGNEMENT	12 965,42 €				12 965,42 €	12 965,42 €				12 965,42 €	0,00 €
Total DDEC	**12 965,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**12 965,42 €**	**12 965,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**12 965,42 €**	0,00 €
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €				45 000,00 €	45 000,00 €				45 000,00 €	0,00 €
Total Archives	**45 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**45 000,00 €**	**45 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**45 000,00 €**	0,00 €
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					0,00 €	15 706,50 €				15 706,50 €	15 706,50 €
Total Médiathèque	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15 706,50 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15 706,50 €**	15 706,50 €
											0,00 €
TOTAL AP 2018	**8 850 900,72 €**	**16 815 936,85 €**	**12 466 878,27 €**	**0,00 €**	**38 133 715,84 €**	**9 282 278,97 €**	**16 781 715,85 €**	**12 844 987,82 €**	**0,00 €**	**38 908 982,64 €**	**775 266,80 €**
						431 378,25 €	**-34 221,00 €**	**378 109,55 €**	**0,00 €**	**775 266,80 €**	

AP 2019

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
AIDE AU TITRE DE L'HABITAT	30 000,00 €	25 000,00 €			55 000,00 €	30 000,00 €	11 000,00 €		0,00 €	41 000,00 €	-14 000,00 €
GESTION ET MAITRISE DES DECHETS	18 637,00 €				18 637,00 €	28 016,21 €			0,00 €	28 016,21 €	9 379,21 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	237 798,00 €	115 000,00 €	53 000,00 €		405 798,00 €	261 923,00 €	60 000,00 €	12 359,22 €	585,95 €	334 868,17 €	-70 929,83 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	62 899,50 €	50 000,00 €			112 899,50 €	84 287,74 €	35 000,00 €		0,00 €	119 287,74 €	6 388,24 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	37 120,55 €	30 000,00 €			67 120,55 €	40 120,55 €	13 273,91 €		0,00 €	53 394,46 €	-13 726,09 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	0,00 €				0,00 €	90 000,00 €	0,00 €			90 000,00 €	90 000,00 €
Total DIAD	**386 455,05 €**	**220 000,00 €**	**53 000,00 €**	**0,00 €**	**659 455,05 €**	**534 347,50 €**	**119 273,91 €**	**12 359,22 €**	**585,95 €**	**666 566,58 €**	7 111,53 €
CRECHES INVESTISSEMENT COURANT	10 000,00 €	4 500,00 €			14 500,00 €	10 000,00 €	5 492,42 €			15 492,42 €	992,42 €
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	1 040 000,00 €	236 000,00 €			1 276 000,00 €	1 040 000,00 €	236 000,00 €			1 276 000,00 €	0,00 €
Total DGASOS	**1 050 000,00 €**	**240 500,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 290 500,00 €**	**1 050 000,00 €**	**241 492,42 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**1 291 492,42 €**	992,42 €
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	5 365 000,00 €	1 146 025,13 €			6 511 025,13 €	2 785 000,00 €	1 146 025,13 €		2 580 730,53 €	6 511 755,66 €	730,53 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	500 000,00 €	870 000,00 €		822 000,00 €	2 192 000,00 €	500 000,00 €	870 000,00 €		860 865,92 €	2 230 865,92 €	38 865,92 €
Total DGAID Routes	**5 865 000,00 €**	**2 016 025,13 €**	**0,00 €**	**822 000,00 €**	**8 703 025,13 €**	**3 285 000,00 €**	**2 016 025,13 €**	**0,00 €**	**3 441 596,45 €**	**8 742 621,58 €**	39 596,45 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	710 000,00 €				710 000,00 €	862 643,95 €	0,00 €			862 643,95 €	152 643,95 €
Total DAJCL Bâtiments	**710 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**710 000,00 €**	**862 643,95 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**862 643,95 €**	152 643,95 €
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	104 141,94 €				104 141,94 €	109 109,94 €	0,00 €			109 109,94 €	4 968,00 €
ENSEIGNEMENT					0,00 €	1 530,85 €				1 530,85 €	1 530,85 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					0,00 €	0,00 €				0,00 €	0,00 €
Total DDEC	**104 141,94 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**104 141,94 €**	**110 640,79 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**110 640,79 €**	6 498,85 €
NUMERISATION DES DOCUMENTS	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €	0,00 €
Total Archives	**15 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**	**15 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**	0,00 €
COLLECTIONS NOUVELLES	125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €	0,00 €
Total Médiathèque	**125 000,00 €**	**125 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**250 000,00 €**	**125 000,00 €**	**125 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**250 000,00 €**	0,00 €
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €			800 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €			800 000,00 €	0,00 €
Total SDIS	**400 000,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**	**400 000,00 €**	**400 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**800 000,00 €**	0,00 €
											0,00 €
TOTAL AP 2019	**8 655 596,99 €**	**3 016 525,13 €**	**53 000,00 €**	**822 000,00 €**	**12 547 122,12 €**	**6 382 632,24 €**	**2 916 791,46 €**	**12 359,22 €**	**3 442 182,40 €**	**12 753 965,32 €**	**206 843,20 €**
						-2 272 964,75 €	**-99 733,67 €**	**-40 640,78 €**	**2 620 182,40 €**	**206 843,20 €**	

AP 2020

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
HABITAT ET MAITRISE DES DECHETS	30 000,00 €	45 000,00 €	25 000,00 €		100 000,00 €	40 000,00 €	35 000,00 €	25 000,00 €		100 000,00 €	0,00 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	225 000,00 €	300 000,00 €	195 000,00 €	70 000,00 €	790 000,00 €	225 000,00 €	300 000,00 €	195 000,00 €	70 000,00 €	790 000,00 €	0,00 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	66 400,00 €	70 600,00 €	55 000,00 €		192 000,00 €	76 400,00 €	70 600,00 €	45 000,00 €		192 000,00 €	0,00 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	22 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €		102 000,00 €	32 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €		102 000,00 €	0,00 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	650 000,00 €				650 000,00 €	1 290 000,00 €	160 000,00 €			1 450 000,00 €	800 000,00 €
REPRISE CONTRATS V1					0,00 €		887 043,66 €	212 500,00 €		1 099 543,66 €	1 099 543,66 €
Total DIAD	**993 400,00 €**	**455 600,00 €**	**315 000,00 €**	**70 000,00 €**	**1 834 000,00 €**	**1 663 400,00 €**	**1 487 643,66 €**	**512 500,00 €**	**70 000,00 €**	**3 733 543,66 €**	1 899 543,66 €
2020 EHPAD	750 000,00 €	20 000,00 €			770 000,00 €	750 000,00 €	20 000,00 €			770 000,00 €	0,00 €
Total DGASOS	**750 000,00 €**	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**770 000,00 €**	**750 000,00 €**	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**770 000,00 €**	0,00 €
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	7 850 000,00 €	8 980 000,00 €	1 670 000,00 €		18 500 000,00 €	10 484 000,00 €	7 764 000,00 €	252 000,00 €		18 500 000,00 €	0,00 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	350 000,00 €		2 500 000,00 €	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	350 000,00 €		2 500 000,00 €	0,00 €
Total DGAID Routes	**9 000 000,00 €**	**9 980 000,00 €**	**2 020 000,00 €**	**0,00 €**	**21 000 000,00 €**	**11 634 000,00 €**	**8 764 000,00 €**	**602 000,00 €**	**0,00 €**	**21 000 000,00 €**	0,00 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	700 000,00 €	1 100 000,00 €	450 000,00 €		2 250 000,00 €	700 000,00 €	1 100 000,00 €	450 000,00 €		2 250 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ROUTES	100 000,00 €	225 000,00 €	200 000,00 €		525 000,00 €	100 000,00 €	225 000,00 €	200 000,00 €		525 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	510 000,00 €	900 000,00 €	450 000,00 €		1 860 000,00 €	710 000,00 €	700 000,00 €	450 000,00 €		1 860 000,00 €	0,00 €
Total DAJCL Bâtiments	**1 310 000,00 €**	**2 225 000,00 €**	**1 100 000,00 €**	**0,00 €**	**4 635 000,00 €**	**1 510 000,00 €**	**2 025 000,00 €**	**1 100 000,00 €**	**0,00 €**	**4 635 000,00 €**	0,00 €
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	324 000,00 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €		2 271 500,00 €	324 000,00 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €		2 271 500,00 €	0,00 €
Total DAJCL SIT	**324 000,00 €**	**1 120 000,00 €**	**827 500,00 €**	**0,00 €**	**2 271 500,00 €**	**324 000,00 €**	**1 120 000,00 €**	**827 500,00 €**	**0,00 €**	**2 271 500,00 €**	0,00 €
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	45 000,00 €	85 000,00 €			130 000,00 €	45 000,00 €	85 000,00 €			130 000,00 €	0,00 €
ENSEIGNEMENT	235 000,00 €				235 000,00 €	235 000,00 €				235 000,00 €	0,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €	35 000,00 €				35 000,00 €	0,00 €
Total DDEC	**315 000,00 €**	**85 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**400 000,00 €**	**315 000,00 €**	**85 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**400 000,00 €**	0,00 €
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €		220 000,00 €	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €		220 000,00 €	0,00 €
Total Achats et Moyens	**80 000,00 €**	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**220 000,00 €**	**80 000,00 €**	**70 000,00 €**	**70 000,00 €**	**0,00 €**	**220 000,00 €**	0,00 €
FRAIS D'INSERTION	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	0,00 €
Total Commande publique	**70 000,00 €**	**60 000,00 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**190 000,00 €**	**70 000,00 €**	**60 000,00 €**	**60 000,00 €**	**0,00 €**	**190 000,00 €**	0,00 €
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES		47 000,00 €	47 000,00 €		94 000,00 €		47 000,00 €	47 000,00 €		94 000,00 €	0,00 €
NUMERISATION DES DOCUMENTS	4 000,00 €				4 000,00 €	4 000,00 €				4 000,00 €	0,00 €
Total Archives	**4 000,00 €**	**47 000,00 €**	**47 000,00 €**	**0,00 €**	**98 000,00 €**	**4 000,00 €**	**47 000,00 €**	**47 000,00 €**	**0,00 €**	**98 000,00 €**	0,00 €
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	0,00 €
SUBVENTION VEHICULES	10 000,00 €				10 000,00 €	10 000,00 €				10 000,00 €	0,00 €
Total Médiathèque	**20 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**35 000,00 €**	**20 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**35 000,00 €**	0,00 €
											0,00 €
TOTAL AP 2020	**12 866 400,00 €**	**14 077 600,00 €**	**4 439 500,00 €**	**70 000,00 €**	**31 453 500,00 €**	**16 370 400,00 €**	**13 693 643,66 €**	**3 219 000,00 €**	**70 000,00 €**	**33 353 043,66 €**	**1 899 543,66 €**
						3 504 000,00 €	**-383 956,34 €**	**-1 220 500,00 €**	**0,00 €**	**1 899 543,66 €**	

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

DETAIL PAR DIRECTIONS	AVANT DM CP 2020	AVANT DM CP 2021	AVANT DM CP 2022	AVANT DM CP 2023 et +	AVANT DM TOTAL SOLDE AP AVANT DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	APRES DM CP 2020	APRES DM CP 2021	APRES DM CP 2022	APRES DM CP 2023 et +	APRES DM TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE (Solidarité Territoriale)	907 043,36 €	394 705,00 €	394 705,00 €	1 726 773,00 €	3 423 226,36 €	DEAE (Solidarité Territoriale)	934 121,20 €	394 705,00 €	394 705,00 €	1 726 773,00 €	3 450 304,20 €	27 077,84 €
DATE (Solidarité Territoriale)	3 398 240,78 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 398 240,78 €	DATE (Solidarité Territoriale)	2 448 603,25 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 448 603,25 €	-949 637,53 €
DID (Solidarité Territoriale)	4 960 292,50 €	14 646 942,35 €	11 469 190,18 €	1 523 340,00 €	32 599 765,03 €	DID (Solidarité Territoriale)	5 033 742,56 €	14 565 477,35 €	11 721 570,68 €	1 521 136,00 €	32 841 926,59 €	242 161,56 €
DAD (Solidarité Territoriale)	1 142 577,21 €	3 002 722,00 €	0,00 €	0,00 €	4 145 299,21 €	DAD (Solidarité Territoriale)	1 173 794,39 €	3 055 171,00 €	12 519,00 €	0,00 €	4 241 484,39 €	96 185,18 €
DIAD (Solidarité Territoriale)	1 379 855,05 €	675 600,00 €	368 000,00 €	70 000,00 €	2 493 455,05 €	DIAD (Solidarité Territoriale)	2 197 747,50 €	1 606 917,57 €	524 859,22 €	70 585,95 €	4 400 110,24 €	1 906 655,19 €
DGASOS (Solidarité Sociale)	1 800 000,00 €	260 500,00 €	0,00 €	0,00 €	2 060 500,00 €	DGASOS (Solidarité Sociale)	1 800 000,00 €	261 492,42 €	0,00 €	0,00 €	2 061 492,42 €	992,42 €
Bâtiments départementaux (DAJCL)	7 000 000,00 €	5 752 740,39 €	2 507 435,20 €	0,00 €	15 260 175,59 €	Bâtiments départementaux (DAJCL)	7 361 811,93 €	5 922 874,83 €	2 509 356,83 €	0,00 €	15 794 043,59 €	533 868,00 €
Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	12 177 170,13 €	3 086 370,09 €	822 000,00 €	31 085 540,22 €	Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	10 790 025,13 €	1 763 005,74 €	3 441 596,45 €	30 994 627,32 €	-90 912,90 €
Médiathèque (Solidarité Territoriale)	145 000,00 €	140 000,00 €	0,00 €	0,00 €	285 000,00 €	Médiathèque (Solidarité Territoriale)	160 706,50 €	140 000,00 €	0,00 €	0,00 €	300 706,50 €	15 706,50 €
Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	64 000,00 €	62 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	173 000,00 €	Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	64 000,00 €	62 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	173 000,00 €	0,00 €
Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	190 000,00 €	Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	190 000,00 €	0,00 €
Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 048 380,37 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €	0,00 €	2 995 880,37 €	Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 146 254,12 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €	0,00 €	3 093 754,12 €	97 873,75 €
Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	220 000,00 €	Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	220 000,00 €	0,00 €
Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	432 107,36 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00 €	517 107,36 €	Direction du Développement Éducatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	438 606,21 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00 €	523 606,21 €	6 498,85 €
Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	450 000,00 €	100 580,00 €	0,00 €	1 550 580,00 €	Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	450 000,00 €	118 910,40 €	0,00 €	1 568 910,40 €	18 330,40 €
SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	SDIS	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	0,00 €
	38 827 496,63 €	**39 297 379,87 €**	**18 930 780,47 €**	**4 142 113,00 €**	**101 197 769,97 €**		**39 309 387,66 €**	**38 983 663,30 €**	**18 049 426,87 €**	**6 760 091,40 €**	**103 102 569,23 €**	**1 904 799,26 €**
							481 891,03 €	**-313 716,57 €**	**-881 353,60 €**	**2 617 978,40 €**	**1 904 799,26 €**	

Délibération n°CD_20_1009

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Vote de la décision modificative n° 1 du budget primitif 2020

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_18_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_19_1063 du 8 novembre 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

VU la délibération n°CD_19_1092 du 20 décembre 2019 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°702 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n° 1 du budget primitif 2020" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°1 du budget primitif de 2020 comme détaillée en annexe jointe :

Section d'investissement,

	BP 2020	REPORTS + DM1	TOTAL
Dépenses réelles	45 316 456,77 €	187 168,03 €	45 503 624,80 €
Recettes réelles	26 995 206,00 €	187 168,03 €	27 182 374,03 €

Section de fonctionnement

	BP 2020	DM1	TOTAL
Dépenses réelles	103 741 633,23 €	1 515 000,00 €	105 256 633,23 €
Recettes réelles	122 062 884,00 €	1 515 000,00 €	123 577 884,00 €
Épargne Brute	18 321 250,77 €		18 821 250,77 €
Épargne Nette	12 341 250,77 €		12 841 250,77 €
Taux Épargne Nette	10,11 %		10,39 %

ARTICLE 2

Décide, en application de l'article L3312-6 du CGCT, après validation du Payeur départemental, la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2019 des 3 budgets annexes et l'inscription des crédits suivants :

Délibération n°CD_20_1009

Laboratoire Départemental d'Analyses

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	2 077 105,24 €	2 077 105,24 €
Investissement	Exécution	171 256,68 €	162 872,19 €
Résultats	Exercice	+ 8 384,49 €	
	Antérieurs	+ 662 928,51 €	
	Clôture	+ 671 313,00 €	
Restes à réaliser			79 482,61 €

DM1	Recettes	Dépenses
Investissement	671 313,00 €	209 482,61 €
Fonctionnement	15 000,00 €	15 000,00 €

Aire de la Lozère

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	738 045,62 €	738 045,62 €
Investissement	Exécution	357 402,75 €	103 848,66 €
Résultats	Exercice	+ 253 554,09 €	
	Antérieurs	+ 1 825 289,93 €	
	Clôture	+ 2 078 844,02 €	
Restes à réaliser			1 566,20 €

DM1	Recettes	Dépenses
Investissement	2 078 844,02 €	1 566,20 €
Fonctionnement	0,00 €	0,00 €

Domaine des Boissets

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	66 957,85 €	66 957,85€
Investissement	Exécution	44 799,19 €	24 133,07 €
Résultats	Exercice	+ 20 666,12 €	
	Antérieurs	+ 602 746,26 €	
	Clôture	+ 623 412,38€	
Restes à réaliser			13 681,67 €

Délibération n°CD_20_1009

DM1	Recettes	Dépenses
Investissement	328 689,38 €	13 681,67 €
Fonctionnement	0,00 €	0,00 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_20_1009 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.
Rapport n°702 "Budget : Vote de la décision modificative n° 1 du budget primitif 2020"

La décision modificative n°1 concerne :

► **l'intégration des crédits reportés d'investissements 2019 et les mouvements sur les CP 2020,**

► **la reprise anticipée, pour les 3 budgets annexes, des résultats de la gestion 2019,**

► l'ajout de crédits pour des dépenses de fonctionnement en soutien principalement aux acteurs du territoire fragilisés par la crise sanitaire du COVID 19.

L'ensemble des mouvements relatifs à cette première décision modificative vous est présenté ci-après dans le détail.

BUDGET PRINCIPAL

En section d'investissement, le total des mouvements budgétaires (dépenses et recettes réelles) de cette DM1 atteint 687 168,03 €.

	BP 2020	REPORTS + DM1	TOTAL
Dépenses réelles	45 316 456,77 €	187 168,03 €	45 503 624,80 €
Recettes réelles	26 995 206,00 €	187 168,03 €	27 182 374,03 €

En section de fonctionnement, la DM n°1 modifie le budget primitif du Département ainsi qu'il suit :

	BP 2020	DM1	TOTAL
Dépenses réelles	103 741 633,23 €	1 515 000,00 €	105 256 633,23 €
Recettes réelles	122 062 884,00 €	1 515 000,00 €	123 577 884,00 €
Épargne Brute	18 321 250,77 €		18 821 250,77 €
Épargne Nette	12 341 250,77 €		12 841 250,77 €
Taux Épargne Nette	10,11 %		10,39 %

Situation par rapport à la contractualisation

La décision modificative n° 1 augmente les dépenses réelles de fonctionnement de + 1 515 000 € impactant le contrat signé avec l'État.

Le dépassement théorique hors retraitement, déductions en atténuation de charges (remboursement sur charges de personnels), retraitements (AIS, CLERCT, Transports, MNA, dépenses exceptionnelles suite à la crise sanitaire COVID 19), ainsi que de la non consommation à 100 % des crédits budgétés était de 845 000 € lors du vote du budget 2020. Il s'élève à 2 360 000 € en intégrant les crédits nouveaux de la DM1.

Délibération n°CD_20_1009

I – INVESTISSEMENT

Les dépenses et recettes totales de la section d'investissement s'équilibrent à **187 168,03 €.**

A – Dépenses

Les dépenses se répartissent comme suit :

1) INTEGRATION REPORTS 2019 ET MOUVEMENTS CP 2020 : ***+ 481 891,03 €***

Les reports 2019 (crédits de paiement affectés/engagés mais non réalisés) intégrés aux crédits de paiement 2020 s'élèvent à 1 089 488,74 €.

En fonction de l'avancement des opérations, les crédits 2020 connaissent des mouvements à hauteur de - 607 597,71 € :

- **Solidarité Territoriale : - 481 372,45 €**

  Les crédits 2020 des AP Contrats et autres AP sont rephasés sur les années suivantes pour -1,281 M€ et + 0,8 M€ sont ajoutés pour financer le programme 2020 d'acquisitions foncières (ancien Casino de Bagnols les Bains, annexe des Archives, CT de Châteauneuf, réserve archéologique à Saint Bauzile).

- **Bâtiments : - 127 356,05 €**

  Annexe des archives - 360 000€ rephasés en 2021

  Accessibilité Collège de Sainte Enimie et rénovation thermique
  Collège du Bleymard + 232 643,95 €

- **Routes : - 3 481,00 €**

- **Enseignement et culture : + 4 611,79 €**

  Les crédits reportés en 2021 reviennent en 2020 pour 4 611,79 €.

Le tableau ci-dessous résume par direction les mouvements détaillés dans l'annexe au présent rapport ;

Directions	Reports 2019	Mouvements	Impact sur DM1 2020
DIAD	481 372,45	-481 372,45	0,00
DDEC	1 878,85	4 620,00	6 498,85
Archives	8,21	-8,21	0,00
Médiathèque	15 706,50	0,00	15 706,50
Informatique	97 873,75	0,00	97 873,75
Bâtiments	489 167,98	-127 356,05	361 811,93
Routes	3 481,00	-3 481,00	0,00
TOTAL	1 089 488,74	-607 597,71	481 891,03

Au final, l'intégration des reports 2019 et le rephasage des CP 2020 impactent la décision modificative n° 1 à hauteur de **+ 481 891,03 €** qui sont couverts par des recettes complémentaires.

Le vote de l'ensemble de ces mouvements vous a été proposé dans le rapport précédent (rapport : Modification des AP).

2) CREDITS DRHAF hors AP : ***CP 2020 : - 294 723,00€***

La subvention d'équilibre d'investissement du Domaine des Boissets est supprimée pour **– 294 723 €** (subvention prévue au BP dans l'attente de l'intégration du résultat 2019 du budget annexe).

La décision modificative n°1 augmente les crédits d'investissement de + 187 168,03 € portant la section d'investissement de 45,316 M€ (BP 2020) à 45,503 M€.

- Intégration des reports 2019		+ 1 089 488,74 €
- Mouvements sur CP 2020		- 607 597,71 €
	Sous total AP :	+ 481 891,03 €
- Crédits DRHAF hors AP		- 294 723,00 €
	Total :	+ 187 168,03 €

B – Recettes

Les recettes se répartissent comme suit :

- FCTVA ……..	+ 122 414,03 €
- Région : subvention labellisation POLEN ……..	+ 14 754,00 €
- Département Haute-Loire : participation travaux pont La Bastide ……	+ 50 000,00 €
	+ 187 168,03 €

II – FONCTIONNEMENT

A – Dépenses **+ 1 515 000,00 €**

Au titre des dépenses de fonctionnement, je vous propose les crédits complémentaires suivants :

Direction de l'ingénierie, de l'Attractivité et du Développement : .....+ 270 000,00 €

- Soutien aux agriculteurs pour la prise en charge des analyses prophylaxie : ..... 60 000 €
- Subvention Lozère Ingénierie : .....+ 44 000 €
- Complément de subventions au Fonds d'Aide au Développement (FAD) : .....+ 150 000 €
- Compléments de crédits pour les opérations OPAH et PIG : .....+ 16 000 €

Direction du Développement Educatif et Culturel :.....+ 200 000,00 €

- Subventions aux associations culturelles (+100 000 €) et sportives (+ 100 000 €).

Direction des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique : .....+ 30 000,00 €

- Crédits complémentaires pour dossiers contentieux : + 30 000 €

Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances : Finances :..... ~~+ 1 515 000,00 €~~ + 1 015 000 €

Un fonds de soutien exceptionnel de fonctionnement de + 1 000 000 € est budgété pour répondre aux besoins des organismes publics, privés fragilisés par la crise du COVID 19.

200 000€ sont prélevés des dépenses imprévues afin de constituer une réserve sur le chapitre 930 pour la gestion de la crise sanitaire.

La subvention d'équilibre du budget annexe du LDA est augmentée de **+ 15 000 €**.

B – Recettes + 1 515 000,00 €

Les mouvements concernent les recettes suivantes :

- ➔ TSCA - part Etat : .....+ 300 000 €
- ➔ TSCA SDIS : .....+ 80 000 €
- ➔ DMTO départementaux :..... + 269 000 €
- ➔ DMTO fond national de péréquation :..... + 1 000 000 €
- ➔ Subventions Etat : MNA : .....+ 258 600 €
- ➔ ANAH programme PIG :..... + 74 000 €
- ➔ Subvention Fonds social européen : +..... 26 000 €
- ➔ Bail SELO : .....+ 14 000 €
- ➔ Dotation CNSA APA : .....- 350 000 €
- ➔ Conférence des Financeurs - actions de prévention : .....- 50 000 €
- ➔ Dotations de compensation : DCRTP : .....- 31 600 €
- ➔ Fiscalité directe :..... - 75 000 €

RECAPITULATIF DE LA DM 1

DÉPENSES RÉELLES

	BP	DM1	Total Budgétaire	%
Investissement	45 316 K€	187 K€	45 503 K€	+ 0,41
Fonctionnement	103 742 K€	1 515 K€	105 257 K€	+ 1,46

RECETTES RÉELLES

	BP	DM1	Total Budgétaire	%
Investissement	26 995 K€	187 K€	27 182 K€	+ 0,69
Fonctionnement	122 063 K€	1 515 K€	123 578 K€	+ 1,24

****

DÉPENSES D'ORDRE

	BP	DM1	Total Budgétaire
Investissement	7 045 K€	0,00 K€	7 045 K€
Fonctionnement	24 366 K€	0,00 K€	24 366 K€

RECETTES D'ORDRE

	BP	DM1	Total Budgétaire
Investissement	25 366 K€	0,00 K€	25 366 K€
Fonctionnement	6 045 K€	0,00 K€	6 045 K€

La liste des mouvements de crédits en recettes et en dépenses pour le budget principal de cette décision modificative n°1 est jointe en annexe au présent document.

BUDGETS ANNEXES

REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS 2019 :

La reprise et l'affectation des résultats de l'exercice clos a lieu habituellement dès la plus proche décision budgétaire suivant l'approbation du compte administratif.

Toutefois, en application de l'article L3312-6 du CGCT, la reprise des résultats peut intervenir de manière anticipée, avant le vote du compte administratif. Le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation doivent obligatoirement être repris dans leur totalité. Il ne peut y avoir de reprise partielle.

Cette reprise anticipée doit être justifiée par :

- - une fiche attestée par le Payeur reprenant, pour l'exercice clos, les résultats de l'exécution et le calcul du résultat prévisionnel,
- - l'état des restes à réaliser au 31 décembre de l'exercice clos.

Au vu de l'exécution 2019 des trois budgets annexes présentant :

- **une section de fonctionnement équilibrée par la subvention du budget principal,**
- **une section d'investissement excédentaire,**

il vous est proposé, après validation du Payeur départemental, la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2019 des 3 budgets annexes.

Laboratoire Départemental d'Analyses

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	2 077 105,24 €	2 077 105,24 €
Investissement	Exécution	171 256,68 €	162 872,19 €
Résultats	Exercice	+ 8 384,49 €	
	Antérieurs	+ 662 928,51 €	
	Clôture	+ 671 313,00 €	
Restes à réaliser			79 482,61 €

Délibération n°CD_20_1009

I - Section d'investissement

Il est proposé d'inscrire :

- Dépenses : + 209 482,61 € correspondant à :

  + 79 482,61 € de crédits reportés de l'exercice 2019 pour l'achat de véhicules et matériels
  + 30 000 € pour l'installation d'un groupe électrogène et la sécurisation de l'installation électrique,

  + 100 000 € pour l'achat d'un automate permettant les analyses en sérologie pour une mise en conformité avec les dispositions du Guide d'Accréditation du COFRAC, LAB GTA 27 et Biologie Moléculaire et améliorer le niveau de fiabilité.

- Recettes : + 671 313,00 € d'excédent reporté de la section d'investissement.

Dépenses :	209 482,61 €
Recettes :	671 313,00 €

II - Section de fonctionnement

Il est proposé l'inscription des crédits complémentaires suivants :

- Dépenses : + 10 000 € pour l'annulation de titres sur exercices antérieurs,
  + 5 000 € au titre de créances éteintes,
- Recettes : + 15 000 € de subvention d'équilibre du budget principal.

Dépenses :	15 000,00 €
Recettes :	15 000,00 €

Aire de la Lozère

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	738 045,62 €	738 045,62 €
Investissement	Exécution	357 402,75 €	103 848,66 €
Résultats	Exercice	+ 253 554,09 €	
	Antérieurs	+ 1 825 289,93 €	
	Clôture	+ 2 078 844,02 €	
Restes à réaliser			1 566,20 €

I – Section d'investissement

Il est proposé d'inscrire :

- Dépenses : + 1 566,20 € de crédits reportés de l'exercice 2019
- Recettes : + 2 078 844,02 € d'excédent reporté de la section d'investissement.

Dépenses :	1 566,20 €

Recettes :	2 078 844,02 €

II - Section de fonctionnement

Dépenses :	néant
Recettes :	néant

Domaine des Boissets

RESULTATS 2019		Recettes	Dépenses
Fonctionnement	Exécution	66 957,85 €	66 957,85€
Investissement	Exécution	44 799,19 €	24 133,07 €
Résultats	Exercice	+ 20 666,12 €	
	Antérieurs	+ 602 746,26 €	
	Clôture	+ 623 412,38€	
Restes à réaliser			13 681,67 €

I - Section d'investissement

Il est proposé d'inscrire :

- Dépenses : + 13 681,67 € de crédits reportés de l'exercice 2019,
- Recettes : + 328 689,38 € correspondant à :
  - Excédent reporté 2019 : + 623 412,38 €
  - Subvention d'équilibre prévue au budget primitif : - 294 723,00 €

Dépenses :	13 681,67 €
Recettes :	328 689,38 €

II - Section de fonctionnement

Dépenses :	néant
Recettes :	néant

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n°1 au budget primitif 2020 du budget principal et des trois budgets annexes sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

Chapitre	Fonction	Voté au budget primitif	Reports	Voté en DM1	Total des crédits après DM1
900	SERVICES GENERAUX	1 830 353,07 €	129 949,92	330 898,50	2 161 251,57
902	ENSEIGNEMENT	4 983 225,26 €	211 688,71	444 332,66	5 427 557,92
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 561 085,43 €	34 787,55	45 165,82	1 606 251,25
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	151 818,91 €	22 222,96	-98 777,04	53 041,87
905	ACTION SOCIALE	45 500,14 €	972,96	-34 362,10	11 138,04
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 670 000,00 €	190 908,84	332 427,84	16 002 427,84
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	2 000,00 €	0,00	10 000,00	12 000,00
908	TRANSPORTS	0,00 €	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	145 000,00 €	0,00	130 000,00	275 000,00
910	SERVICES GENERAUX	430 773,00 €	16 436,00	175 352,00	606 125,00
911	SECURITE	519 839,60 €	0,00	-20 000,00	499 839,60
912	ENSEIGNEMENT	321 995,42 €	1 530,85	1 530,85	323 526,27
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	824 930,50 €	53 351,50	-429 958,50	394 972,00
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)	1 790 000,00 €	0,00	0,00	1 790 000,00
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	3 151 959,25 €	52 076,50	-264 122,50	2 887 836,75
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 375 148,22 €	311 831,97	-201 225,27	5 173 922,95
918	TRANSPORTS	0,00 €	0,00	0,00	0,00
919	DEVELOPPEMENT	2 124 032,83 €	63 730,98	-245 621,03	1 878 411,80
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	186 500,00 €	0,00	0,00	186 500,00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	26 000 000,00 €	0,00	0,00	26 000 000,00
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	58 058,00 €	0,00	11 526,80	69 584,80
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00 €	0,00	0,00	1 000 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00 €	0,00	0,00	6 044 529,00
950	DEPENSES IMPREVUES	144 237,14 €	0,00	0,00	144 237,14
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00	0,00	0,00
		72 360 985,77	**1 089 488,74**	**187 168,03**	**72 548 153,80**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

930	SERVICES GENERAUX	9 563 410,00 €	0,00	1 285 971,00	10 849 381,00
931	SECURITE	3 884 500,00 €	0,00	169,00	3 884 669,00
932	ENSEIGNEMENT	6 280 590,00 €	0,00	-33 300,00	6 247 290,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 682 107,00 €	0,00	58 200,00	3 740 307,00
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	348 250,00 €	0,00	0,00	348 250,00
935	ACTION SOCIALE	52 471 540,00 €	0,00	407 535,00	52 879 075,00
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 921 130,00 €	0,00	-251 210,00	15 669 920,00
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	760 651,00 €	0,00	2 150,00	762 801,00

Chapitre	Fonction	Voté au budget primitif	Reports	Voté en DM1	Total des crédits après DM1
938	TRANSPORTS	3 655 788,00 €	0,00	-1 300,00	3 654 488,00
939	DEVELOPPEMENT	5 206 970,00 €	0,00	246 785,00	5 453 755,00
940	IMPOSITIONS DIRECTES	560 000,00 €	0,00	0,00	560 000,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	800 000,00 €	0,00	0,00	800 000,00
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	83 000,00 €	0,00	0,00	83 000,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	60 000,00 €	0,00	0,00	60 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 265 779,77 €	0,00	0,00	19 265 779,77
952	DEPENSES IMPREVUES	463 697,23 €	0,00	-200 000,00	263 697,23
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 100 000,00 €	0,00	0,00	5 100 000,00
		128 107 413,00	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

900	SERVICES GENERAUX	0,00 €	0,00	0,00	0,00
902	ENSEIGNEMENT	834 974,00 €	0,00	0,00	834 974,00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0,00 €	0,00	0,00	0,00
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	825 834,00 €	0,00	50 000,00	875 834,00
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0,00 €	0,00	0,00	0,00
908	TRANSPORTS	0,00 €	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	0,00 €	0,00	0,00	0,00
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 000 000,00 €	0,00	0,00	5 000 000,00
919	DEVELOPPEMENT	118 166,00 €	0,00	14 754,00	132 920,00
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 400 000,00 €	0,00	122 414,03	3 522 414,03
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	36 460 232,00 €	0,00	0,00	36 460 232,00
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	56 000,00 €	0,00	0,00	56 000,00
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00 €	0,00	0,00	1 000 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 265 779,77 €	0,00	0,00	19 265 779,77
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 100 000,00 €	0,00	0,00	5 100 000,00
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	300 000,00 €	0,00	0,00	300 000,00
		72 360 985,77	**0,00**	**187 168,03**	**72 548 153,80**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

930	SERVICES GENERAUX	311 500,00 €	0,00	14 000,00	325 500,00
931	SECURITE	20 000,00 €	0,00	0,00	20 000,00
932	ENSEIGNEMENT	679 500,00 €	0,00	0,00	679 500,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	111 500,00 €	0,00	0,00	111 500,00
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	26 000,00 €	0,00	0,00	26 000,00
935	ACTION SOCIALE	7 645 000,00 €	0,00	-115 400,00	7 529 600,00

DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET PRINCIPAL 2020

Chapitre	Fonction	Voté au budget primitif	Reports	Voté en DM1	Total des crédits après DM1
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	608 500,00 €	0,00	0,00	608 500,00
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	6 000,00 €	0,00	74 000,00	80 000,00
938	TRANSPORTS	0,00 €	0,00	0,00	0,00
939	DEVELOPPEMENT	347 000,00 €	0,00	0,00	347 000,00
940	IMPOSITIONS DIRECTES	33 044 061,00 €	0,00	300 000,00	33 344 061,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	34 540 095,00 €	0,00	1 349 000,00	35 889 095,00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	44 645 728,00 €	0,00	-106 600,00	44 539 128,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	3 000,00 €	0,00	0,00	3 000,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	75 000,00 €	0,00	0,00	75 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00 €	0,00	0,00	6 044 529,00
		128 107 413,00	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**

ANNEXE AU RAPPORT DE LA DM1 / 2020

Récapitulatifs des mouvements détaillés par budget :

DEPENSES	BP VOTE	Propositions DM1	TOTAL 2020
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Budget principal	52 360 985,77 €	187 168,03 €	52 548 153,80 €
Budget annexe L.D.A.	173 616,00 €	209 482,61 €	383 098,61 €
Budget annexe Aire de la Lozère	160 632,00 €	1 566,20 €	162 198,20 €
Budget annexe Dom. des Boissets	340 000,00 €	13 681,67 €	353 681,67 €
Total INVESTISSEMENT	**53 035 233,77 €**	**411 898,51 €**	**53 447 132,28 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Budget principal	128 107 413,00 €	1 515 000,00 €	129 622 413,00 €
Budget annexe L.D.A.	2 226 289,00 €	15 000,00 €	2 241 289,00 €
Budget annexe Aire de la Lozère	843 153,00 €	0,00 €	843 153,00 €
Budget annexe Dom. des Boissets	70 379,00 €	0,00 €	70 379,00 €
Total FONCTIONNEMENT	**131 247 234,00 €**	**1 530 000,00 €**	**132 777 234,00 €**
TOTAL GENERAL	**184 282 467,77 €**	**1 941 898,51 €**	**186 224 366,28 €**
Total mouvements budget principal	**180 468 398,77 €**	**1 702 168,03 €**	**182 170 566,80 €**

RECETTES	BP VOTE	Propositions DM1	TOTAL 2020
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Budget principal	52 360 985,77 €	187 168,03 €	52 548 153,80 €
Budget annexe L.D.A.	195 467,00 €	671 313,00 €	866 780,00 €
Budget annexe Aire de la Lozère	362 553,00 €	208 844,02 €	571 397,02 €
Budget annexe Dom. des Boissets	340 000,00 €	328 689,38 €	668 689,38 €
Total INVESTISSEMENT	**53 259 005,77 €**	**1 396 014,43 €**	**54 655 020,20 €**
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Budget principal	128 107 413,00 €	1 515 000,00 €	129 622 413,00 €
Budget annexe L.D.A.	2 226 289,00 €	15 000,00 €	2 241 289,00 €
Budget annexe Aire de la Lozère	843 153,00 €		843 153,00 €
Budget annexe Dom. des Boissets	70 379,00 €		70 379,00 €
Total FONCTIONNEMENT	**131 247 234,00 €**	**1 530 000,00 €**	**132 777 234,00 €**
TOTAL GENERAL	**184 506 239,77 €**	**2 926 014,43 €**	**187 432 254,20 €**
Total mouvements budget principal	**180 468 398,77 €**	**1 702 168,03 €**	**182 170 566,80 €**

I – INVESTISSEMENT

Dépenses

1) Reports répartis par directions au 31/12/2019

Directions	Total reports	2020	2021	2022	2023 et +
DGAST –DIAD	915 794,54 €	481 372,45 €	128 440,15 €	255 971,89 €	50 010,05 €
DGAST – DDEC	23 275,04 €	17 593,56 €	5 681,48 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	992,42 €	0,00 €	992,42 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	654 027,73 €	489 167,98 €	162 938,12 €	1 921,63 €	0,00 €
DAJCL – Informatique	97 873,75 €	97 873,75 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	114 444,93 €	3 481,00 €	11 093,68 €	60 273,80 €	39 596,45 €
DGAI – DMNT/TIC	18 330,40 €	0,00 €	18 330,40 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	**1 824 738,81 €**	**1 089 488,74 €**	**327 476,25 €**	**318 167,32 €**	**89 606,50 €**

2) Mouvements sur reports :

Directions	Total	2020	2021	2022	2023 et +
DGAST – DIAD	-223 929,81 €	-5 220,17 €	-92 991,15 €	-76 294,39 €	-49 424,10 €
DGAST – DDEC	-1 069,69 €	4 611,79 €	-5 681,48 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Bâtiments	-120 159,73 €	32 643,95 €	-152 803,68 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Informatique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Routes	-14 575,54 €	-3 481,00 €	-11 093,68 €	-0,86 €	0,00 €
DGAI – DMNT/TIC	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGAI – Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL Crédits annulés sur reports	**-359 734,77 €**	**28 554,57 €**	**-262 569,99 €**	**-76 295,25 €**	**-49 424,10 €**

3) Ajustements de crédits (hors écritures d'ordre)

Montant des annulations / rephasages en DM1/2020

Directions	Total annulations + rephasage	2020	2021	2022	2023 et +
DGAST – DIAD	630 577,51 €	-476 152,28 €	866 852,57 €	242 081,22 €	-2 204,00 €
DGAST – DDEC	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	0,00 €				
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €				
DAJCL – Bâtiments	0,00 €	-160 000,00 €	160 000,00 €		
DAJCL – Informatique	0,00 €				
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €				
DGAI – Routes	-190 782,29 €	0,00 €	-1 387 145,00 €	-1 383 637,29 €	2 580 000,00 €
DGAI – DMNT/TIC	0,00 €				
DGAI – Transports	0,00 €				
TOTAL Crédits annulés sur AP	**439 795,22 €**	**-636 152,28 €**	**-360 292,43 €**	**-1 141 556,07 €**	**2 577 796,00 €**

Récapitulatif du total des mouvements de la DM1 sur les Autorisations de Programme :

Directions	Total reports + annulations	2020	2021	2022	2023 et +
DGAST – DIAD	1 322 442,24 €	0,00 €	902 301,57 €	421 758,72 €	-1 618,05 €
DGAST – DDEC	22 205,35 €	22 205,35 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DGASOS	992,42 €	0,00 €	992,42 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Moyens généraux	0,00 €				
DAJCL – Bâtiments	533 868,00 €	361 811,93 €	170 134,44 €	1 921,63 €	0,00 €
DAJCL – Informatique	97 873,75 €	97 873,75 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DAJCL – Marchés Publics	0,00 €				
DGAI – Routes	-90 912,90 €	0,00 €	-1 387 145,00 €	-1 323 364,35 €	2 619 596,45 €
DGAI – DMNT/TIC	18 330,40 €	0,00 €	0,00 €	18 330,40 €	
DGAI –Transports	0,00 €				
TOTAL	**1 904 799,26 €**	**481 891,03 €**	**-313 716,57 €**	**-881 353,60 €**	**2 617 978,40 €**

Crédits reportés	**1 824 738,81 €**
Crédits annulés sur reports	**-359 734,77 €**
Crédits rephasés/annulés sur AP	**439 795,22 €**
Total mouvements Crédits	**80 060,45 €**
Total mouvements sur AP	**1 904 799,26 €**

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
930	0201	60623	ALIMENTATION	BFH	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0201	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	-15 000,00	45 000,00
	0201	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0201	6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	BFH	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	0201	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMP	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	30 000,00	45 000,00
	0201	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BMP	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMP	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	0201	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	0201	6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	11 300,00	0,00	11 300,00	0,00	0,00	11 300,00
	0201	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	12 300,00	0,00	12 300,00	0,00	0,00	12 300,00
	0201	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	48 200,00	0,00	48 200,00	0,00	0,00	48 200,00
	0201	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 054 600,00	0,00	2 054 600,00	0,00	50 000,00	2 104 590,00
	0201	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	-2 000,00	23 000,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	32 800,00	0,00	32 800,00	0,00	-5 000,00	27 800,00
	0201	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	485 800,00	0,00	485 800,00	0,00	17 000,00	502 800,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	17 500,00
	0201	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	0201	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	395 000,00	0,00	395 000,00	0,00	-25 000,00	370 000,00
	0201	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
	0201	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	425 300,00	0,00	425 300,00	0,00	-5 000,00	420 300,00
	0201	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	722 600,00	0,00	722 600,00	0,00	20 000,00	742 600,00
	0201	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	14 400,00	0,00	14 400,00	0,00	-2 000,00	12 400,00
	0201	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH	F	850 000,00	0,00	850 000,00	0,00	0,00	850 000,00

	0201	6456	VERSEMENT AU F.N.C DU SUPPLEMENT FAMILIAL	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0201	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
	0201	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	111 000,00	0,00	111 000,00	0,00	0,00	186 000,00
	0201	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	0201	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	POLEN	F	350,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	7 600,00	0,00	7 600,00	0,00	0,00	7 600,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	POLEN	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	POLEN	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0202	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
	0202	60622	CARBURANTS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60623	ALIMENTATION	BB	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	CAB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	2 600,00
	0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	CAB	F	250,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	28 000,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	0202	60632.1	AUTRES FOURNITURES - INFORMATIQUE	BFI	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	0202	60632.20	ACQUISITION PETIT MATERIEL - CONSEIL DEPARTEMENTAL	CAB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	900,00
	0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BFH	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BMG	F	63 000,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	63 000,00
	0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	POLEN	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	CAB	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	0202	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BFH	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	6 500,00
	0202	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	295 000,00	0,00	295 000,00	0,00	0,00	295 000,00
	0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BFI	F	95 000,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	92 600,00
	0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	POLEN	F	1 600,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	0202	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	1 600,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	POLEN	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BMG	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00

	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	POLEN	F	650,00	0,00	650,00	0,00	0,00	650,00
	0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	61558.1	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	F	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BFI	F	396 500,00	0,00	396 500,00	0,00	0,00	396 500,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BMG	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	0202	6156	MAINTENANCE	BN	F	23 000,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00
	0202	6156	MAINTENANCE	POLEN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6156	MAINTENANCE	RB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	10 500,00
	0202	6156.3	MAINTENANCE SIT	POLEN	F	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00
	0202	6156.4	MAINTENANCE MAG	POLEN	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	6156.5	MAINTENANCE BAT	POLEN	F	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	220 000,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	220 000,00
	0202	6161	MULTIRISQUES	POLEN	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	6168	AUTRES	BMG	F	34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	34 000,00
	0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	DIAD	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BB	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BFI	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	CAB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	0202	6188.113	AUTRES FRAIS DIVERS - ETUDE LOGEMENT JEUNES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMG	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	0202	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMG	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	0202	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	0202	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BMG	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	6241.2	FRETS ET TRANSPORTS ADMINISTRATIFS - INFORMATIQUE	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	CAB	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	0202	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	CAB	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	0202	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	CAB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG	F	105 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
	0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	POLEN	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI	F	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
	0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	POLEN	F	26 800,00	0,00	26 800,00	0,00	0,00	24 800,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFI	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	4 400,00
	0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	-29,00	12 071,00

	0202	6281.1	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BB	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG	F	302 000,00	0,00	302 000,00	0,00	0,00	242 000,00
	0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	POLEN	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	6288	AUTRES	BMG	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	BB	F	58 000,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	58 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
	0202	63512	TAXES FONCIERES	POLEN	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	900,00	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
	0202	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	6488.58	AUTRES CHARGES - PARKINGS	BMG	F	88 000,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	88 000,00
	0202	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	POLEN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	0202	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	7 000,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00
	0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	95 000,00
	0202	65888	AUTRES	BB	F	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
	0202	6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
	0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BMG	F	800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	DIAD	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	021	60623	ALIMENTATION	CAB	F	11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
	021	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BB	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	021	6232	FETES ET CEREMONIES	CAB	F	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	021	6234	RECEPTIONS	CAB	F	21 625,00	0,00	21 625,00	0,00	0,00	21 625,00
	021	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	CAB	F	25,00	0,00	25,00	0,00	0,00	25,00
	021	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
	021	6531	INDEMNITES	BFH	F	550 000,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	549 250,00
	021	6532	FRAIS DE MISSION ET DE DEPLACEMENT	BFH	F	54 000,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00
	021	6533	COTISATIONS DE RETRAITE	BFH	F	56 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	56 000,00
	021	6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE	BFH	F	115 000,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00
	021	6535	FORMATION	BFH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 750,00
	021	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	60623	ALIMENTATION	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

	023	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	COM	F	2 550,00	0,00	2 550,00	0,00	0,00	1 550,00
	023	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	COM	F	21 800,00	0,00	21 800,00	0,00	0,00	21 800,00
	023	6135	LOCATIONS MOBILIERES	COM	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 740,00
	023	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	COM	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	023	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	7 950,00	0,00	7 950,00	0,00	0,00	11 950,00
	023	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6188.97	AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	62 000,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	65 960,00
	023	6231.1	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	COM	F	220 000,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	212 500,00
	023	6234	RECEPTIONS	COM	F	11 700,00	0,00	11 700,00	0,00	0,00	6 500,00
	023	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	36 500,00	0,00	36 500,00	0,00	0,00	36 500,00
	023	6236.2	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE	COM	F	28 000,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	023	6238.21	OBJETS PROMOTIONNELS	COM	F	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	023	6241	TRANSPORTS DE BIENS	COM	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	023	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	COM	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	023	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	200 000,00	205 000,00
930				**Somme :**		**9 563 410,00**	**0,00**	**9 563 410,00**	**0,00**	**1 285 971,00**	**10 849 381,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	SERVICES D'INCENDIE	I01	F	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00	0,00	0,00	3 800 000,00
	12	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	47 500,00	0,00	47 500,00	0,00	0,00	47 669,00
	12	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	18	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	169,00	15 000,00

	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	R	F	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
931				**Somme :**		**3 884 500,00**	**0,00**	**3 884 500,00**	**0,00**	**169,00**	**3 884 669,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
932	20	6156	MAINTENANCE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	20	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	20	6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	20	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	11 800,00	0,00	11 800,00	0,00	0,00	11 800,00
	20	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	21 000,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
	20	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 036 000,00	0,00	2 036 000,00	0,00	-180 000,00	1 856 000,00
	20	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	18 500,00	0,00	18 500,00	0,00	-3 000,00	15 500,00
	20	64113	NBI	BFH	F	8 300,00	0,00	8 300,00	0,00	-3 000,00	5 300,00
	20	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	233 700,00	0,00	233 700,00	0,00	-3 500,00	230 200,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 500,00	0,00	8 500,00	0,00	3 000,00	9 000,00
	20	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
	20	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	230 600,00	0,00	230 600,00	0,00	178 000,00	408 600,00
	20	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
	20	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	387 000,00	0,00	387 000,00	0,00	25 000,00	412 000,00
	20	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	669 000,00	0,00	669 000,00	0,00	-40 000,00	629 000,00
	20	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	-1 800,00	9 200,00
	20	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6473	ALLOCATIONS DE CHOMAGE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	20	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 300,00	0,00	14 300,00	0,00	0,00	14 300,00
	20	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 600,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	20	6568.3	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - C.D.D.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	10 500,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	10 500,00
	20	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	12 500,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	12 700,00
	20	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	6568.31	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - ECOLE ANNEXE	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	21	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	195 000,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	195 000,00
	221	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	62 000,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
	221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	39 683,00
	221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	221	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	221	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	221	6135	LOCATIONS MOBILIERES	RB	F	3 600,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
	221	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
	221	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	221	6156	MAINTENANCE	RB	F	46 500,00	0,00	46 500,00	0,00	0,00	46 500,00
	221	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317,00
	221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DIAD	F	13 500,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	13 500,00
	221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	221	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	221	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BD	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	221	6288	AUTRES	BD	F	5 066,00	0,00	5 066,00	0,00	0,00	5 066,00
	221	6288.1	AUTRES - PLACES DE CINEMA	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	-8 000,00	0,00
	221	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	65511	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	775 000,00	0,00	775 000,00	0,00	0,00	775 000,00
	221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	470 000,00	0,00	470 000,00	0,00	0,00	470 000,00
	221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	260 000,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	260 000,00
	221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	85 000,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00
	221	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BD	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 800,00
	221	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	15 734,00	0,00	15 734,00	0,00	0,00	15 734,00
	221	6574.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	19 000,00
	221	6574.37	SUBVENTION SECTIONS SPORTIVES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	7 890,00	0,00	7 890,00	0,00	0,00	7 890,00
	222	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	23	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	23	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	23	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	23	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	23	6156	MAINTENANCE	RB	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	23	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	23	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	BD	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	23	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.2	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - I.U.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	6568.6	PARTICIPATION FRAIS SERVICES PUBLICS - I.U.F.M.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	202 500,00	0,00	202 500,00	0,00	0,00	202 500,00
	23	6574.40	SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6513	BOURSES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	28	65738.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	114 000,00	0,00	114 000,00	0,00	0,00	114 000,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	28 000,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	28	6574.10	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.31	AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932				**Somme :**		**6 280 590,00**	**0,00**	**6 280 590,00**	**0,00**	**-33 300,00**	**6 247 290,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	30	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	30	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	3 300,00	0,00	3 300,00	0,00	-500,00	2 800,00
	30	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	3 700,00	0,00	3 700,00	0,00	-500,00	3 200,00
	30	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	6 600,00	0,00	6 600,00	0,00	-1 000,00	5 600,00

	30	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	-90 000,00	510 000,00
	30	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	5 500,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00
	30	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	4 100,00
	30	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	116 000,00	0,00	116 000,00	0,00	-15 000,00	101 000,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	500,00
	30	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	1 200,00
	30	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	102 500,00	0,00	102 500,00	0,00	10 000,00	112 500,00
	30	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	124 000,00	0,00	124 000,00	0,00	-17 000,00	107 000,00
	30	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	197 000,00	0,00	197 000,00	0,00	-26 000,00	171 000,00
	30	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	-1 000,00	3 500,00
	30	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	30	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	30	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	-1 000,00	17 000,00
	30	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	2 500,00
	311	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BD	F	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00
	311	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	41 000,00	0,00	41 000,00	0,00	0,00	41 000,00
	311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	136 000,00	0,00	136 000,00	0,00	0,00	136 000,00
	311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	423 500,00	0,00	423 500,00	0,00	100 000,00	523 500,00
	312	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	312	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	312	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BD	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	312	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	700,00
	312	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	136,00
	312	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	312	6156	MAINTENANCE	RB	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	312	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	312	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
	312	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	312	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	19 000,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
	312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	43 000,00	0,00	43 000,00	0,00	0,00	43 000,00

	313	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	313	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	313	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	60623	ALIMENTATION	BI	F	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
	313	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	BI	F	36 900,00	0,00	36 900,00	0,00	0,00	36 900,00
	313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BI	F	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	450,00	0,00	450,00	0,00	0,00	450,00
	313	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	1 064,00
	313	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	313	6156	MAINTENANCE	RB	F	550,00	0,00	550,00	0,00	0,00	550,00
	313	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	2 800,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	2 800,00
	313	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6234	RECEPTIONS	BI	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	313	6248	DIVERS	BI	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 670,00
	313	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BI	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	9 830,00
	313	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	314	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	314	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	350,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
	314	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	900,00	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
	314	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	70,00	0,00	70,00	0,00	0,00	70,00
	314	6156	MAINTENANCE	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	314	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	314	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	250,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	314	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	66 877,00	0,00	66 877,00	0,00	0,00	66 877,00
	315	605	ACHATS DE MATERIEL EQUIPEMENTS ET TRAVAUX	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	315	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	315	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	315	60623	ALIMENTATION	BH	F	400,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	315	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	315	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	315	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 100,00
	315	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BH	F	340,00	0,00	340,00	0,00	0,00	340,00
	315	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 300,00

	315	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	315	6156	MAINTENANCE	BH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	315	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	315	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BH	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	315	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	31 555,00	0,00	31 555,00	0,00	0,00	31 555,00
	315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	315	6234	RECEPTIONS	BH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	315	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	315	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BH	F	505,00	0,00	505,00	0,00	0,00	505,00
	32	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
	32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	117 000,00	0,00	117 000,00	0,00	100 000,00	217 000,00
	32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	105 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
	32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	119 000,00	0,00	119 000,00	0,00	0,00	119 000,00
	32	6574.20	POLITIQUE DE FORMATION DES JEUNES SPORTIFS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	123 060,00	0,00	123 060,00	0,00	0,00	123 060,00
	33	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	33	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	33	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	33	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	33	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	33	627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	DIAD	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	33	6513	BOURSES	DIAD	F	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
	33	6568.20	AUTRES PARTICIPATIONS - PASS JEUNESSE	DIAD	F	97 300,00	0,00	97 300,00	0,00	0,00	97 300,00
	33	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	53 000,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00
	33	6574.15	SUBVENTION POLITIQUE DEPARTEMENTALE POUR LA JEUNESSE	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DIAD	F	13 000,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
933				**Somme :**		**3 682 107,00**	**0,00**	**3 682 107,00**	**0,00**	**58 200,00**	**3 740 307,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
934	40	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	40	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	40	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	40	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	40	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	40	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	250,00	0,00	250,00	0,00	0,00	250,00
	40	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	40	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLPMI	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	41	60661	MEDICAMENTS	BLPMI	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	41	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLPMI	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	41	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BLPMI	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	41	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLPMI	F	1 900,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00	1 900,00
	41	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLPMI	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	41	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLPMI	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	41	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLPMI	F	88 500,00	0,00	88 500,00	0,00	0,00	88 500,00
	41	65734.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	41	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	BLPMI	F	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	41	6574.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	41	6574.30	SUBVENTION CAMSP	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	41	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	41	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	42	60662	VACCINS ET SERUMS	BLPMI	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
934				**Somme :**		**348 250,00**	**0,00**	**348 250,00**	**0,00**	**0,00**	**348 250,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM

935	50	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	50	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
	50	60623	ALIMENTATION	BL	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	50	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	50	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	50	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	50	6156	MAINTENANCE	RB	F	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	50	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00
	50	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	50	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BL	F	26 000,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	26 000,00
	50	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	101 000,00	0,00	101 000,00	0,00	0,00	101 000,00
	50	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BL	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	50	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	8 200,00	0,00	8 200,00	0,00	150,00	8 350,00
	50	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	15 500,00	0,00	15 500,00	0,00	100,00	15 600,00
	50	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	27 700,00	0,00	27 700,00	0,00	400,00	28 100,00
	50	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 415 000,00	0,00	2 415 000,00	0,00	-10 000,00	2 405 000,00
	50	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	43 500,00	0,00	43 500,00	0,00	300,00	43 800,00
	50	64113	NBI	BFH	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	-5 000,00	25 000,00
	50	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	27 000,00	477 000,00
	50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	50	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
	50	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	646 000,00	0,00	646 000,00	0,00	100 000,00	746 000,00
	50	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	5 400,00
	50	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	563 000,00	0,00	563 000,00	0,00	25 000,00	588 000,00
	50	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	823 000,00	0,00	823 000,00	0,00	30 000,00	853 000,00
	50	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	26 700,00	0,00	26 700,00	0,00	2 500,00	29 200,00
	50	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYA	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	6 900,00	10 900,00
	50	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	850,00	0,00	850,00	0,00	0,00	850,00
	50	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820,00
	50	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	77 900,00	0,00	77 900,00	0,00	0,00	77 900,00
	50	651128	AUTRES	BB	F	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00
	50	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	50	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	50	6574.91	SUBV FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION APSD	BB	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	50	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLASE	F	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
	51	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BLASE	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	51	60661	MEDICAMENTS	BLASE	F	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
	51	6067	FOURNITURES SCOLAIRES	BLASE	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	51	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	290 000,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	290 000,00
	51	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	51	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	2 394,75
	51	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BLASE	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	132 000,00	0,00	132 000,00	0,00	18 000,00	150 000,00
	51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,00
	51	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	250,00	0,00	250,00	0,00	200,00	450,00
	51	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	5 800,00	0,00	5 800,00	0,00	1 120,00	6 920,00
	51	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	10 300,00	0,00	10 300,00	0,00	2 165,00	12 465,00
	51	64121	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	1 084 900,00	0,00	1 084 900,00	0,00	95 000,00	1 179 900,00
	51	64123	INDEMNITES D'ATTENTE	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	51	64126	INDEMNITES DE LICENCIEMENT		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	64126	INDEMNITES DE LICENCIEMENT	BFH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	51	64128	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	277 000,00	0,00	277 000,00	0,00	93 000,00	370 000,00
	51	64128	AUTRES INDEMNITES	BLASE	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	51	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	335 200,00	0,00	335 200,00	0,00	68 500,00	403 700,00
	51	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	50 700,00	0,00	50 700,00	0,00	15 400,00	66 100,00
	51	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	47 000,00	0,00	47 000,00	0,00	9 100,00	56 100,00
	51	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	51	65111	FAMILLE ET ENFANCE	BLASE	F	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
	51	6512	SECOURS D'URGENCE	BLASE	F	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
	51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	51	6518	AUTRES (PRIMES DOTS...)	BLASE	F	5 200,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	5 200,00
	51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	51	6523	FRAIS D'HOSPITALISATION	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
	51	652411	FOYERS DE L'ENFANCE, CENTRES ET HOTELS MATERNELS	BLASE	F	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00

	51	652412	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL	BLASE	F	1 685 400,00	0,00	1 685 400,00	0,00	0,00	1 684 400,00
	51	652412.1	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - POUPONNIERE	BLASE	F	580 000,00	0,00	580 000,00	0,00	0,00	580 000,00
	51	652412.2	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - ACCUEIL D'URGENCE	BLASE	F	125 000,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	127 034,60
	51	652412.3	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - VISITES MEDIATISEES	BLASE	F	63 500,00	0,00	63 500,00	0,00	0,00	61 465,40
	51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00	1 200 000,00
	51	652413	LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL	BLASE	F	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
	51	652415	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	BLASE	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	51	652416	SERVICES D'AIDE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT ET A DOMICILE	BLASE	F	690 000,00	0,00	690 000,00	0,00	0,00	690 000,00
	51	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	233 930,00	0,00	233 930,00	0,00	0,00	233 930,00
	51	652418.2	MNA DIVERS	BLASE	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	51	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLASE	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	51	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLASE	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	51	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,25
	52	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	52	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 650,00	0,00	1 650,00	0,00	-300,00	1 350,00
	52	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 050,00	0,00	2 050,00	0,00	-400,00	1 650,00
	52	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	3 900,00	0,00	3 900,00	0,00	-500,00	3 400,00
	52	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	327 000,00	0,00	327 000,00	0,00	-52 500,00	274 500,00
	52	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	4 100,00	0,00	4 100,00	0,00	-500,00	3 600,00
	52	64113	NBI	BFH	F	4 600,00	0,00	4 600,00	0,00	-1 500,00	3 100,00
	52	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	63 550,00	0,00	63 550,00	0,00	-9 000,00	54 550,00
	52	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	30 250,00	0,00	30 250,00	0,00	13 000,00	43 250,00
	52	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	61 500,00	0,00	61 500,00	0,00	-9 000,00	52 500,00
	52	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	106 600,00	0,00	106 600,00	0,00	-13 500,00	93 100,00
	52	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 300,00	0,00	1 300,00	0,00	500,00	1 800,00
	52	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	300,00	0,00	300,00	0,00	-200,00	100,00
	52	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	9 840,00	0,00	9 840,00	0,00	-800,00	9 040,00
	52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	2 460 000,00

	52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 250 000,00	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	1 202 000,00
	52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
	52	6511212.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	520 000,00	0,00	520 000,00	0,00	0,00	520 000,00
	52	65242	FRAIS SEJOUR ETABLISS.ET SERVICES POUR ADULTES HANDICAPES	BL	F	9 300 000,00	0,00	9 300 000,00	0,00	0,00	9 300 000,00
	52	65242.1	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - ACCUEIL DE JOUR	BL	F	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
	52	65242.2	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - PH EN EHPAD	BL	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	52	65242.4	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD	BL	F	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
	52	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	52	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	143 500,00	0,00	143 500,00	0,00	0,00	143 500,00
	52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	274 000,00	0,00	274 000,00	0,00	0,00	274 000,00
	52	6568.13	AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	23 000,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	61 500,00
	52	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	19 180,00
	52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	53	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	21 500,00	0,00	21 500,00	0,00	0,00	21 500,00
	532	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	194 000,00	0,00	194 000,00	0,00	0,00	186 500,00
	532	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
	532	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	60622	CARBURANTS	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,40
	538	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	538	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BLMAIA	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	327,55
	538	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BLMAIA	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	538	61551	MATERIEL ROULANT	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,05
	538	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BL	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	538	6234	RECEPTIONS	BLMAIA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	538	65243.1	FRAIS SEJOUR ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES - HEBERGEMENT	BL	F	3 320 730,00	0,00	3 320 730,00	0,00	0,00	3 320 230,00
	538	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	2 900,00	0,00	2 900,00	0,00	0,00	2 900,00
	538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
	538	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	541	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	541	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	5471	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	550	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00	0,00	4 498 000,00
	551	651142	APA A DOMICILE VERSEE AU BENEFICIAIRE	BL	F	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
	551	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	553	651144.1	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - DOTATION GLOBALE	BL	F	5 020 500,00	0,00	5 020 500,00	0,00	0,00	5 020 500,00
	553	651144.2	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - HORS DEPARTEMENT	BL	F	357 070,00	0,00	357 070,00	0,00	0,00	357 070,00
	561	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	561	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	230 000,00	0,00	230 000,00	0,00	0,00	220 116,00
	561	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	561	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLRSA	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	561	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	561	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	124 000,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00	124 000,00
	562	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	563	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	15 800,00	0,00	15 800,00	0,00	0,00	15 800,00
	564	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6512	SECOURS D'URGENCE	BLRSA	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	564	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BLRSA	F	104 000,00	0,00	104 000,00	0,00	0,00	113 884,00
	564	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	553 600,00	0,00	553 600,00	0,00	0,00	553 600,00
	565	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	6 700 000,00	0,00	6 700 000,00	0,00	0,00	6 700 000,00
	567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	650 000,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00	650 000,00
	567	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	180 000,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00
	567	65662	CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLRSA	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	567	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	58	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	170 000,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00	170 000,00
	58	6245.1	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES DEFAVORISEES	BL	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	58	6512	SECOURS D'URGENCE	BL	F	21 000,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
	58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	58	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6556	CONTRIBUTIONS A DES FONDS	BL	F	170 000,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00	170 000,00
	58	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6568.15	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	58	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
	58	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	29 070,00	0,00	29 070,00	0,00	0,00	38 570,00
935				**Somme :**		**52 471 540,00**	**0,00**	**52 471 540,00**	**0,00**	**407 535,00**	**52 879 075,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
936	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS1	F	7 050,00	0,00	7 050,00	0,00	0,00	7 050,00
	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS2	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS1	F	400,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
	61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS2	F	600,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
	61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS1	F	1 650,00	0,00	1 650,00	0,00	0,00	1 650,00
	61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS2	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS1	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00

	61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS2	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	61	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DIAD	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	61	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
	61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DIAD	F	32 000,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00
	61	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS1	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS2	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	61	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	61	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 350,00	0,00	1 350,00	0,00	0,00	1 350,00
	61	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00
	61	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	285 000,00	0,00	285 000,00	0,00	-52 500,00	232 500,00
	61	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 600,00	0,00	2 600,00	0,00	-300,00	2 300,00
	61	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	53 300,00	0,00	53 300,00	0,00	500,00	53 800,00
	61	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	32 800,00	0,00	32 800,00	0,00	-5 000,00	27 800,00
	61	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	43 000,00	0,00	43 000,00	0,00	-1 500,00	41 500,00
	61	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	71 750,00	0,00	71 750,00	0,00	-400,00	71 350,00
	61	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 250,00	0,00	1 250,00	0,00	-150,00	1 100,00
	61	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	61	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	61	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	5 400,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00
	61	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	41 150,00	0,00	41 150,00	0,00	0,00	41 150,00
	61	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	61	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	61	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	61	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BS1	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	6 930,00	0,00	6 930,00	0,00	0,00	6 930,00
	621	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	93 000,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00	93 000,00
	621	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	621	60622	CARBURANTS	R	F	911 200,00	0,00	911 200,00	0,00	0,00	866 200,00
	621	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	R	F	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	610 000,00
	621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	950,00	0,00	950,00	0,00	0,00	950,00
	621	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	880 000,00	0,00	880 000,00	0,00	0,00	986 500,00
	621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00
	621	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	621	6135	LOCATIONS MOBILIERES	R	F	380 000,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00	358 300,00
	621	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	1 600,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	621	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	621	615231	VOIRIES	R	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	621	615232	RESEAUX	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	61551	MATERIEL ROULANT	R	F	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	340 000,00
	621	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
	621	6156	MAINTENANCE	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528,00
	621	6156	MAINTENANCE	RB	F	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
	621	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	48 000,00
	621	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
	621	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	70 000,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
	621	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	R	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	621	6248	DIVERS	R	F	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
	621	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	52 500,00	0,00	52 500,00	0,00	0,00	52 500,00
	621	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	6 600,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	6 600,00
	621	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	30 750,00	0,00	30 750,00	0,00	-1 500,00	29 250,00
	621	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	55 350,00	0,00	55 350,00	0,00	-3 000,00	52 350,00
	621	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	1 600,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
	621	6353	IMPOTS INDIRECTS	R	F	17 000,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
	621	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	R	F	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	621	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	5 650 000,00	0,00	5 650 000,00	0,00	-180 000,00	5 470 000,00
	621	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	76 900,00	0,00	76 900,00	0,00	-5 000,00	71 900,00
	621	64113	NBI	BFH	F	29 750,00	0,00	29 750,00	0,00	-3 000,00	26 750,00
	621	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	932 750,00	0,00	932 750,00	0,00	13 000,00	945 750,00

	621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	480 000,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00	280 000,00
	621	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
	621	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	174 250,00	0,00	174 250,00	0,00	50 000,00	224 250,00
	621	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
	621	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
	621	64168	AUTRES EMPLOIS AIDES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	915 350,00	0,00	915 350,00	0,00	4 000,00	919 350,00
	621	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	1 846 000,00	0,00	1 846 000,00	0,00	-60 000,00	1 786 000,00
	621	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10 250,00	0,00	10 250,00	0,00	140,00	10 390,00
	621	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	-4 000,00	6 000,00
	621	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	3 300,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	3 300,00
	621	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	162 000,00	0,00	162 000,00	0,00	-2 000,00	160 000,00
	621	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	621	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	621	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	R	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	53 172,00
	621	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	470 000,00
	622	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	36 000,00
	622	615231	VOIRIES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
	628	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	628	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	900,00	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
	628	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	628	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	628	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	181 000,00	0,00	181 000,00	0,00	-4 000,00	177 000,00
	628	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	1 000,00	3 000,00
	628	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	56 000,00	0,00	56 000,00	0,00	3 000,00	59 000,00
	628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	200,00
	628	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
	628	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	27 000,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	628	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	56 500,00	0,00	56 500,00	0,00	-500,00	56 000,00
	628	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	628	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	628	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	628	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	3 800,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	3 800,00
	628	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	74 000,00	0,00	74 000,00	0,00	0,00	74 000,00
	68	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BN	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	68	6514	COTISATIONS, ADHESIONS ET AUTRES PRESTATIONS (POUR LE COMPTE	DIAD	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	68	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BN	F	180 000,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00
	68	6745	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936				**Somme :**		**15 921 130,00**	**0,00**	**15 921 130,00**	**0,00**	**-251 210,00**	**15 669 920,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
937	70	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	70	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	400,00	0,00	400,00	0,00	-50,00	350,00
	70	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	500,00	0,00	500,00	0,00	-100,00	400,00
	70	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	800,00	0,00	800,00	0,00	-100,00	700,00
	70	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	75 000,00	0,00	75 000,00	0,00	-8 000,00	67 000,00
	70	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	1 400,00	0,00	1 400,00	0,00	-100,00	1 300,00
	70	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	-2 500,00	33 500,00
	70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	70	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	12 500,00	0,00	12 500,00	0,00	-1 500,00	11 000,00
	70	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	-1 500,00	22 500,00
	70	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	70	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00

	70	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
	70	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	70	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	6574.70	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - CAUE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	7398	AUTRES REVERSEMENTS	BB	F	115 000,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	115 000,00
	72	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	91 174,00	0,00	91 174,00	0,00	6 000,00	104 450,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DIAD	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	10 000,00	30 000,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	731	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	6238	DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	15 341,00	0,00	15 341,00	0,00	0,00	15 341,00
	731	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	5 724,00
	731	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	617	ETUDES ET RECHERCHES	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BS3	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	738	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
	738	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.301	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	9 336,00	0,00	9 336,00	0,00	0,00	9 336,00

	738	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	22 000,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
	738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DIAD	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	738	6574.76	SUBV. FONCT. A.L.E.	DIAD	F	88 000,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	88 000,00
	738	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	74	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937				**Somme :**		**760 651,00**	**0,00**	**760 651,00**	**0,00**	**2 150,00**	**762 801,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
938	80	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
	80	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	80	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
	80	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	50,00	150,00
	80	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	-500,00	15 500,00
	80	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
	80	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	-300,00	2 700,00
	80	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
	80	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	-400,00	2 600,00
	80	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	-150,00	4 850,00
	80	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
	80	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	80	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	394 000,00	0,00	394 000,00	0,00	0,00	394 000,00
	81	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	81	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	81	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	3 165 658,00	0,00	3 165 658,00	0,00	0,00	3 165 658,00
	81	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	65888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	17 879,00
	81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 121,00
	88	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	RT	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
938				**Somme :**		**3 655 788,00**	**0,00**	**3 655 788,00**	**0,00**	**-1 300,00**	**3 654 488,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
939	90	60623	ALIMENTATION	DIAD	F	350,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
	90	60623.2	ALIMENTATION	DIAD	F	800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
	90	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BN	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	90	6132.2	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	90	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	90	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	29 500,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DIAD	F	8 800,00	0,00	8 800,00	0,00	0,00	8 800,00
	90	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
	90	6231.2	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
	90	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	90	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	350,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
	90	6234.2	RECEPTIONS - COLLOQUE THEOPHILE ROUSSEL	DIAD	F	9 500,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	9 500,00
	90	6238.2	DIVERS	DIAD	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	90	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	DIAD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	90	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	9 400,00	0,00	9 400,00	0,00	-7 175,00	2 225,00
	90	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	-150,00	2 350,00
	90	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 600,00	0,00	2 600,00	0,00	-100,00	2 500,00
	90	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	4 700,00	0,00	4 700,00	0,00	-150,00	4 550,00
	90	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	570 000,00	0,00	570 000,00	0,00	0,00	557 500,00
	90	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
	90	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	4 100,00

	90	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	147 000,00	0,00	147 000,00	0,00	0,00	147 000,00
	90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	2 200,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	200,00
	90	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	90	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	12 000,00	24 010,00
	90	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	82 000,00	0,00	82 000,00	0,00	-2 000,00	80 000,00
	90	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	180 000,00	0,00	180 000,00	0,00	-25 000,00	155 000,00
	90	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	500,00	1 010,00
	90	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
	90	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	600,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
	90	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 500,00	0,00	14 500,00	0,00	0,00	14 500,00
	90	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	8 400,00
	90	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	1 950,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	78 000,00	0,00	78 000,00	0,00	150 000,00	231 303,00
	90	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	91	6561.13	ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DIAD	F	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	-140,00	79 860,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	138 000,00	0,00	138 000,00	0,00	44 000,00	182 000,00
	91	65737.4	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	30 084,19
	91	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
	91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 915,81
	91	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	340 519,00	0,00	340 519,00	0,00	0,00	340 519,00
	921	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	821 271,00	0,00	821 271,00	0,00	15 000,00	836 271,00
	928	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	928	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00

	928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DIAD	F	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
	928	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	928	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
	928	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00
	928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DIAD	F	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
	928	6574.71	SUBVENTION FONCTIO. ASS DE LOZERE	DIAD	F	130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00
	928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DIAD	F	23 000,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	23 000,00
	928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE	DIAD	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	23 297,00
	928	6574.92	SUBVENTION TRANSPORT FOURRAGE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6713	DOTS ET PRIX	BB	F	750,00	0,00	750,00	0,00	0,00	750,00
	94	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00
	94	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
	94	6561	ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
	94	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	DIAD	F	105 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
	94	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	172 800,00	0,00	172 800,00	0,00	0,00	172 800,00
	94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DIAD	F	63 000,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	64 350,00
	94	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
	94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	84 000,00
	94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	1 278 000,00	0,00	1 278 000,00	0,00	0,00	1 278 000,00
	94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DIAD	F	77 000,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00	75 650,00

	94	6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6233.2	FOIRES ET EXPOSITIONS-DEMOGRAPHIE MEDICALE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
	95	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	6513	BOURSES	DIAD	F	44 000,00	0,00	44 000,00	0,00	0,00	44 000,00
	95	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
939				**Somme :**		**5 206 970,00**	**0,00**	**5 206 970,00**	**0,00**	**246 785,00**	**5 453 755,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
940		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73926	PREL. TITRE FONDS NTAL PEREQ. DES DMTO PERCUS PAR LES DEPTS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
		739262	PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00
		73928	AUTRES REVERSEMENTS SUR DROITS D'ENREGISTREMENT	BB	F	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
940				**Somme :**		**560 000,00**	**0,00**	**560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**560 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
943		627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	BB	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	BB	F	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	70 000,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
		6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	BB	F	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		6616	INTERETS BANCAIRES ET SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT (ESCOMPT	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6618	INTERETS DES AUTRES DETTES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6688	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943				**Somme :**		**800 000,00**	**0,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
944		65861	FRAIS DE PERSONNEL	BFH	F	83 000,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	83 000,00
944				**Somme :**		**83 000,00**	**0,00**	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
945		6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTION	BB	F	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCUL	BB	F	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
945				**Somme :**		**60 000,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
946		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (POSITIVES) TRANSFEREES EN INVE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPORELLES		F	19 265 779,77	0,00	19 265 779,77	0,00	0,00	19 265 779,77
946				**Somme :**		**19 265 779,77**	**0,00**	**19 265 779,77**	**0,00**	**0,00**	**19 265 779,77**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
952		022	DEPENSES IMPREVUES	BB	F	463 697,23	0,00	463 697,23	0,00	-200 000,00	263 697,23
952				**Somme :**		**463 697,23**	**0,00**	**463 697,23**	**0,00**	**-200 000,00**	**263 697,23**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
953		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00
953				**Somme :**		**5 100 000,00**	**0,00**	**5 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 100 000,00**

				Somme :		**128 107 413,00**	**0,00**	**128 107 413,00**	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**
								Total :	**1 515 000,00**		

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
900	0202	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.4	FRAIS ETUDES DSP LES BOUVIERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.5	FRAIS ETUDES DSP STE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	0202	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033.5	FRAIS D'INSERTION - DSP STE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, MARQUES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	344 091,00	0,00	344 091,00	69 224,41	0,00	413 315,41
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DID	I	27 000,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
	0202	205.11	ACQUISITION LOGICIELS - SIG DIVERS DOMAINES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	496 396,37	0,00	496 396,37	22 699,52	0,00	519 095,89
	0202	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	17 865,70	0,00	17 865,70	3 694,79	0,00	11 560,49
	0202	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	I	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	825 000,00	0,00	825 000,00	34 331,20	200 948,58	1 070 279,78
	0202	231351.4	BATIMENTS PUBLICS DSP LES BOUVIERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351.5	BATIMENTS PUBLICS DSP SAINTE LUCIE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2314	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900				**Somme :**		**1 830 353,07**	**0,00**	**1 830 353,07**	**129 949,92**	**200 948,58**	**2 161 251,57**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
902	20	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	46 752,10	0,00	36 752,10
	221	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	221	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2111	TERRAINS NUS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	6 800,00
	221	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
	221	21831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	BFI	I	207 893,00	0,00	207 893,00	5 949,82	0,00	213 842,82
	221	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	114 232,02	0,00	114 232,02	1 750,72	0,00	86 737,33

	221	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	231312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	3 001 000,00	0,00	3 001 000,00	594,15	1 000,00	2 874 143,12
	221	23153	RESEAUX DIVERS	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	1 568 100,24	0,00	1 568 100,24	156 639,92	231 643,95	2 133 486,40
	221	231735.05	MAINTENANCE DES COLLEGES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	4 000,00	0,00	4 000,00	2,00	0,00	2 002,00
	23	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	58 000,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	50 594,15
902				**Somme :**		**4 983 225,26**	**0,00**	**4 983 225,26**	**211 688,71**	**232 643,95**	**5 427 557,92**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
903	312	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00
	312	216.5	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	0,00	1 500,00	500,00	-500,00	250,00
	312	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	-9 500,00	6 750,00
	312	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	BD	I	100 426,44	0,00	100 426,44	0,00	0,00	100 426,44
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	BD	I	7 176,00	0,00	7 176,00	0,00	0,00	7 176,00
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	RB	I	0,00	0,00	0,00	408,00	-408,00	0,00
	313	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	0,00	1 500,00	1 000,00	-500,00	500,00
	313	2188	AUTRES	BI	I	125 000,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00
	313	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 133,38	0,00	12 133,38	0,00	-9 633,38	2 500,00
	314	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	650 000,00	0,00	650 000,00	0,00	-650 000,00	0,00
	314	216.1	RESTAURATION OEUVRES D'ART - MUSEE	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	314	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	0,00	1 500,00	500,00	-500,00	250,00
	314	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	0,00	12 000,00	1 012,00	-10 512,00	750,00
	314	2314.19	REAMENAGEMENT CHATEAU DE SAINT ALBAN	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	24 401,21	0,00	24 401,21
	315	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	815 000,00	815 000,00
	315	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	43 000,00	0,00	43 000,00	7,90	-7,90	43 000,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART-ACQUISITIONS	BH	I	2 000,00	0,00	2 000,00	0,31	-0,31	2 000,00
	315	216.6	COLLECTIONS ET OEUVRES ART NUMERISATION	BH	I	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	-500,00	230,00
	315	2188	AUTRES	BH	I	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	315	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB	I	559 985,00	0,00	559 985,00	262,60	-360 000,00	200 247,60
	315	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 364,61	0,00	12 364,61	5 195,53	-12 560,14	8 770,00
	32	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903				**Somme :**		**1 561 085,43**	**0,00**	**1 561 085,43**	**34 787,55**	**10 378,27**	**1 606 251,25**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
904	40	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	2 818,91	0,00	2 818,91	1 756,40	-1 533,44	3 041,87
	40	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	149 000,00	0,00	149 000,00	19 466,56	-138 466,56	30 000,00
	40	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	0,00	0,00	1 000,00	19 000,00	20 000,00
904				**Somme :**		**151 818,91**	**0,00**	**151 818,91**	**22 222,96**	**-121 000,00**	**53 041,87**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
905	50	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	335,06	-335,06	0,00
	50	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	50	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	2 500,14	0,00	2 500,14	0,00	-1 000,00	1 500,14
	50	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	43 000,00	0,00	43 000,00	637,90	-34 000,00	9 637,90
905				**Somme :**		**45 500,14**	**0,00**	**45 500,14**	**972,96**	**-35 335,06**	**11 138,04**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
906	61	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2188	AUTRES	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	DEPARTEMENTS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	FRAIS ETUDES	R	I	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	141 839,00
	621	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	4 609,05	0,00	0,00
	621	2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 161,00
	621	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	621	2033	FRAIS D'INSERTION	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2111	TERRAINS NUS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	TERRAINS BATIS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	TERRAINS BATIS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00	145 000,00
	621	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	621	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	R	I	215 000,00	0,00	215 000,00	0,00	0,00	265 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	R	I	685 000,00	0,00	685 000,00	0,00	0,00	685 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
	621	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	7 000,00	0,00	7 000,00	4 092,45	0,00	8 994,85
	621	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	252 000,00	0,00	252 000,00	75 291,64	-200 000,00	354 876,05
	621	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	12 790 000,00	0,00	12 790 000,00	0,00	0,00	12 770 000,00
	621	23157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	621	2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	322 000,00	0,00	322 000,00	86 394,64	200 000,00	301 516,88
	621	231757	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	19 000,00	0,00	19 000,00	17 040,06	0,00	122 040,06
	621	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	622	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	650 000,00	0,00	650 000,00	3 481,00	-3 481,00	650 000,00
	622	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2031	FRAIS ETUDES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2111	TERRAINS NUS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	23153	RESEAUX DIVERS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	231753	RESEAUX DIVERS	BN	I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
906				**Somme :**		**15 670 000,00**	**0,00**	**15 670 000,00**	**190 908,84**	**141 519,00**	**16 002 427,84**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
907	731	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2031	FRAIS ETUDES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	FRAIS ETUDES	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	208	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.300	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2257	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	BS3	I	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	10 000,00	12 000,00
	74	2031	FRAIS ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907				**Somme :**		**2 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**12 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
908	80	2031	FRAIS ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	23151	RESEAUX DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2031	FRAIS ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	231752	INSTALLATIONS DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2188	AUTRES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	23151	RESEAUX DE VOIRIE	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
909	90	2031	FRAIS ETUDES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2111	TERRAINS NUS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	MATERIEL DE TELEPHONIE	BN	I	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	91	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261	TITRES DE PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261.1	TITRES DE PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	266.1	PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	208	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	170 000,00
	94	2188	AUTRES	DIAD	I	115 000,00	0,00	115 000,00	0,00	-40 000,00	75 000,00
	94	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909				**Somme :**		**145 000,00**	**0,00**	**145 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**275 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
910	0202	204141.328	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 294,00	0,00	168 294,00	16 046,00	-40 694,00	143 646,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	262 479,00	0,00	262 479,00	390,00	199 610,00	462 479,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	0202	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
910				**Somme :**		**430 773,00**	**0,00**	**430 773,00**	**16 436,00**	**158 916,00**	**606 125,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	94 839,60	0,00	94 839,60	0,00	-20 000,00	74 839,60
	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	12	204142.24	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
	12	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
911				**Somme :**		**519 839,60**	**0,00**	**519 839,60**	**0,00**	**-20 000,00**	**499 839,60**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
912	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	74 030,00	0,00	74 030,00	0,00	0,00	74 030,00
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC COLL.PRIV.INFO.PEDA	BD	I	26 916,00	0,00	26 916,00	0,00	0,00	26 916,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC COLLEGES PRIVES	BD	I	186 049,42	0,00	186 049,42	0,00	0,00	186 049,42
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-COLLEGES PUBLICS	BD	I	25 000,00	0,00	25 000,00	1 530,85	0,00	26 530,85
	222	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	222	20432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
912				**Somme :**		**321 995,42**	**0,00**	**321 995,42**	**1 530,85**	**0,00**	**323 526,27**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
913	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	33 668,00	0,00	33 668,00	0,00	0,00	33 668,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-RESTAU.OBJETS MOBILIERS	BD	I	41 539,50	0,00	41 539,50	0,00	4 968,00	46 507,50
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	335 000,00	0,00	335 000,00	37 297,00	-233 207,00	139 090,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	40 000,00	90 000,00
	312	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00

	313	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BI	I	10 000,00	0,00	10 000,00	15 706,50	0,00	25 706,50
	313	204141.1	BIENS MOBILIERS, MATERIEL VEHICULES MEDIATHEQUES	BI	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	294 723,00	0,00	294 723,00	0,00	-294 723,00	0,00
	315	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-EQUIPEMENTS SPORTIFS ASS	BD	I	35 000,00	0,00	35 000,00	348,00	-348,00	35 000,00
	33	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - CRECHES HALTE GARDERIE	BLASE	I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
913				**Somme :**		**824 930,50**	**0,00**	**824 930,50**	**53 351,50**	**-483 310,00**	**394 972,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
915	50	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHE HALTE GARDERIES PUBLIQUE	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - CRECHES HALTE GARDERIES PRIVEES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	53	204142.3	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041722.3	CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PRIVES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	204142.3	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	440 000,00	0,00	440 000,00	0,00	0,00	440 000,00
	538	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PUBLIQUES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	20418	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	750 000,00
	538	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD PRIVES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	2748	AUTRES PRETS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	20417	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00
	58	2041782.1	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915				**Somme :**		**1 790 000,00**	**0,00**	**1 790 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 790 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
916	61	204141.217	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BC	I	1 142 344,00	0,00	1 142 344,00	0,00	-300 000,00	842 344,00
	628	204114	VOIRIES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204114	VOIRIES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	3 099,00	0,00	3 099,00	52 076,50	-16 199,00	38 976,50
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	1 056 516,25	0,00	1 056 516,25	0,00	0,00	1 003 266,25
	628	204142.14	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - INONDATION 2008	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.7	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME URBAIN	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 250,00
	628	2041782.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	950 000,00
	68	20423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916				**Somme :**		**3 151 959,25**	**0,00**	**3 151 959,25**	**52 076,50**	**-316 199,00**	**2 887 836,75**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
917	70	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	11 912,00	0,00	11 912,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	120 158,00	0,00	120 158,00	0,00	0,00	120 158,00
	72	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	4 000,00	0,00	4 000,00	1 500,00	-1 500,00	4 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	10 000,00	55 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	13 000,00	0,00	13 000,00	0,00	2 500,00	15 500,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	28 976,00	0,00	28 976,00	0,00	9 934,00	38 910,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	5 601,50	0,00	5 601,50	0,00	2 513,09	8 114,59
	731	204141.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DECHETS MENAGER	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DECHETS MENAGER	BS	I	70 439,36	0,00	70 439,36	83 133,28	-713,44	152 859,20
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DECHETS MENAGER	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	731	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	4 661,00	0,00	4 661,00	0,00	-554,79	4 106,21
	731	20421.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DECHETS MENAGER	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.30	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - GES.INTEGREE COURS EAU	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.300	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.31	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- ACT.PLEINE NATURE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- MOBILI.FONCIERE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- SUB.ENVIR.DIVERSE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	2 713,00	-28,00	2 685,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	9 918,47	0,00	9 918,47	0,00	12 920,93	22 839,40
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	24 899,50	0,00	24 899,50	0,00	20 000,00	44 899,50
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SYLVICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SYLVICULTURE	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.30	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - GEST.INTEGREE COURS EAU PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	108 061,00	0,00	108 061,00	0,00	0,00	122 164,00
	738	204142.301	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ACT.PLEINE NATURE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204181.10	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- CIRCUIT RANDO TOPO-GUIDE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.24	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- ACT.PLEINE NATURE PRIVES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	22 120,55	0,00	22 120,55	0,00	3 000,00	11 017,55
	738	20421.301	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	738	20421.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-SUB.ENVIR.DIVERSE PRIVES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	2 943,00	2 943,00
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	7 657,25	7 657,25
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	14 400,00	0,00	14 400,00	0,00	-138,56	14 261,44
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	9 997,00	9 997,00
	74	204141.199	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DGE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204141.22	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - FONCIERES PASTORALES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-MOBILI.FONCIERE PUBLIC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 106 563,34	0,00	1 106 563,34	205 908,69	-273 653,72	1 038 818,31
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	441 799,00	0,00	441 799,00	0,00	-58 027,00	383 772,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	2 952 845,50	0,00	2 952 845,50	6 665,00	-259 907,00	2 699 603,50
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE EQUIPEMENT RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE EQUIPEMENT RURAL	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME EXCEPTIONNEL	BS	I	394 705,00	0,00	394 705,00	0,00	0,00	394 705,00
	74	204142.22	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMELIORATION FONCIERE PASTORALE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMENAGEMENTS DE VILLAGES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204182.32	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-AMELIORATION FONCIERE PASTORALE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422.10	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - HABITAT JEUNES AGRICULTEURS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
917				**Somme :**		**5 375 148,22**	**0,00**	**5 375 148,22**	**311 831,97**	**-513 057,24**	**5 173 922,95**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
918	821	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	88	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
918				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
919	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204142.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	7 696,00	7 696,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	82 798,00	0,00	82 798,00	0,00	50 000,00	132 798,00
	90	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.162	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.28	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181.26	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-MAITRISE EAU AGRICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204182.26	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - MAITRISE EAU AGRICULTURE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	-5 875,00	39 125,00
	928	20421.86	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - IDENT.ELECT.OVINS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421.95	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.17	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - BATIMENTS ELEVAGE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENERGIES RENOUVELABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.95	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DIVERSIFICATION AGRICOLE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141.6	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - ZONES D'ACTIVITE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	448 500,00	0,00	448 500,00	0,00	-412 500,00	36 000,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	93	204142.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIDE AU COMMERCE RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.37	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME IMMOBILIER D'ENT.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142.6	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ZONES D'ACTIVITE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	4 935,00	0,00	4 935,00	0,00	0,00	4 935,00
	93	20421.33	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	72 265,14	0,00	72 265,14	0,00	0,00	72 265,14
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	155 000,00	0,00	155 000,00	0,00	20 000,00	175 000,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	8 357,04	0,00	8 357,04	3 150,01	-3 150,01	8 357,04
	93	20422.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - COMMERCE RURAL	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - OPERATION VITRINE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	20422.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	93	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204122.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204141.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 276,44	0,00	168 276,44	1 762,00	-2 455,00	167 583,44
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	169 335,03	0,00	169 335,03	0,00	0,00	169 335,03
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	DID	I	0,00	0,00	0,00	13 097,97	0,00	13 097,97
	94	204142.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - TOURISME RURAL COMMUNES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204182.15	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO RENOVATION BAGNOLS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20421.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	62 302,18	0,00	62 302,18	41 080,00	0,00	103 382,18
	94	20422.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - POLES TOURISTIQUES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - TOURISME RURAL PRIVES	BC	I	22 264,00	0,00	22 264,00	4 641,00	-572,00	26 333,00
	94	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2111	TERRAINS NUS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2762	CREANCES SUR TRANSFERT DE DROIT A DEDUCTION DE T.V.A	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2764	CREANCES SUR PARTICULIERS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	17 504,00	37 504,00
	95	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	2041782.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SDEE ELECTRIFICATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	95	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
919				**Somme :**		**2 124 032,83**	**0,00**	**2 124 032,83**	**63 730,98**	**-309 352,01**	**1 878 411,80**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
922		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	DAD	I	186 500,00	0,00	186 500,00	0,00	0,00	186 500,00
		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922				**Somme :**		**186 500,00**	**0,00**	**186 500,00**	**0,00**	**0,00**	**186 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
923		1641	EMPRUNTS EN EUROS	BB	I	5 980 000,00	0,00	5 980 000,00	0,00	0,00	5 980 000,00
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00
		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00
		1678	AUTRES EMPRUNTS ET DETTES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	BB	I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
923				**Somme :**		**26 000 000,00**	**0,00**	**26 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
924		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45421	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454213	REMEMBREMENT LIE AMENAGEMENT DE L'A75	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454410	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSE	DIAD	I	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	6 600,00	42 600,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454411	REMEMBREMENT PRE-ETUDE AMENAGEMENT FONCIER	DIAD	I	21 000,00	0,00	21 000,00	0,00	4 926,80	25 926,80
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454412	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	1 058,00	0,00	1 058,00	0,00	0,00	1 058,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4581.1	DEPENSES - VOIRIES COMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
924				**Somme :**		**58 058,00**	**0,00**	**58 058,00**	**0,00**	**11 526,80**	**69 584,80**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
925		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2151	RESEAUX DE VOIRIE		I	265 000,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00	265 000,00
		2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES		I	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	54 000,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	160 000,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
		2314	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI		I	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		23151	RESEAUX DE VOIRIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		23153	RESEAUX DIVERS		I	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
		2317312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	210 000,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	210 000,00
		2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		231735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231753	RESEAUX DIVERS		I	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		231785	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
		23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		I	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00

		248	AUTRES MISES EN AFFECTATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925				**Somme :**		**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
926		1391	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES ACTIFS AMORTISSABLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	11 145,00	0,00	11 145,00	0,00	0,00	11 145,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-REGION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13918	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES		I	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
		13931	DGE		I	244 851,00	0,00	244 851,00	0,00	0,00	244 851,00
		13932	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES		I	834 974,00	0,00	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00
		13936	DOTATION DE SOUTIEN A INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS		I	4 453 559,00	0,00	4 453 559,00	0,00	0,00	4 453 559,00
		192	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS INSERTION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
926				**Somme :**		**6 044 529,00**	**0,00**	**6 044 529,00**	**0,00**	**0,00**	**6 044 529,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
950		020	DEPENSES IMPREVUES	BB	I	144 237,14	0,00	144 237,14	0,00	0,00	144 237,14

950				**Somme :**		**144 237,14**	**0,00**	**144 237,14**	**0,00**	**0,00**	**144 237,14**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
953		1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

				Somme :		**72 360 985,77**	**0,00**	**72 360 985,77**	**1 089 488,74**	**-902 320,71**	**72 548 153,80**
								Total :	**187168,03**		

BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	110 000,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
	0201	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	BN	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BFI	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMP	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	POLEN	F	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	COM	F	7 000,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
	0202	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BMG	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	14 000,00	54 000,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	POLEN	F	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00

	0202	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	74788	AUTRES	COM	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
					Somme :	**311 500,00**	**0,00**	**311 500,00**	**0,00**	**14 000,00**	**325 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
931	12	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	12	70878	PAR DES TIERS	BB	F	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00
					Somme :	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
932	20	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
	221	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74718	AUTRES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7473.2	DEPARTEMENTS - FONCTIONNEMENT COLLEGES	BD	F	140 000,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00
	221	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00
	221	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BD	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	221	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	70878	PAR DES TIERS	RB	F	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
	23	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**679 500,00**	**0,00**	**679 500,00**	**0,00**	**0,00**	**679 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
933	30	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718.5	AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	7472	REGIONS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	74718	AUTRES	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	7472	REGIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BH	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	315	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BH	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	315	70878	PAR DES TIERS	BH	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	315	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	BH	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	315	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	AUTRES	BFH	F	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	315	74718	AUTRES	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	AUTRES	BI	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	315	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	DIAD	F	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
					Somme :	**111 500,00**	**0,00**	**111 500,00**	**0,00**	**0,00**	**111 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
934	40	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	40	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BL	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	41	7512	RECOUVREMENTS SECURITE SOCIALE ET ORGANISMES MUTUALISTES	BL	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
					Somme :	**26 000,00**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
935	50	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	85 000,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00
	50	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	50	70878	PAR DES TIERS	BL	F	13 000,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
	50	74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00
	50	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	74718	AUTRES	BL	F	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	258 600,00	408 600,00
	51	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BL	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	51	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	51	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	622 000,00	0,00	622 000,00	0,00	0,00	622 000,00
	52	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70878	PAR DES TIERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	980 000,00	0,00	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00
	52	74788	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7535	PCH	BL	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00

	52	7538	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
	532	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478142	PART PREVENTION	BL	F	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	-50 000,00	50 000,00
	538	74718	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
	538	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BL	F	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00
	538	7478142	PART PREVENTION	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	74788	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE,TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	355 000,00	0,00	355 000,00	0,00	0,00	355 000,00
	541	74718	AUTRES	BL	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	544	74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00
	5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	345 000,00	0,00	345 000,00	0,00	0,00	345 000,00
	550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	3 950 000,00	0,00	3 950 000,00	0,00	-350 000,00	3 600 000,00
	550	7533	APA	BL	F	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
	553	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	7518	RECOUVREMENTS SUR AUTRES REDEVABLES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	567	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	74788	AUTRES	BL	F	176 000,00	0,00	176 000,00	0,00	0,00	176 000,00
	58	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**7 645 000,00**	**0,00**	**7 645 000,00**	**0,00**	**-115 400,00**	**7 529 600,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
936	60	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7474	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	61	7474.1	CNES ET STRUCT.INTERCOMMUNALES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU	DIAD	F	95 000,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00
	61	7475.24	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7475.25	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	7475.26	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	DIAD	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	61	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	R	F	230 000,00	0,00	230 000,00	0,00	0,00	230 000,00
	621	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	R	F	185 000,00	0,00	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00
	621	70388	AUTRES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	R	F	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
	621	70878	PAR DES TIERS	R	F	3 700,00	0,00	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00
	621	74712	EMPLOIS D'AVENIR	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7711	DEDITS ET PENALITES PERCUS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	622	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
	628	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	70878	PAR DES TIERS	BN	F	16 800,00	0,00	16 800,00	0,00	0,00	16 800,00
	68	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**608 500,00**	**0,00**	**608 500,00**	**0,00**	**0,00**	**608 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
937	70	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00

	70	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00	74 000,00
	731	7475.28	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ADEME DECHETS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**6 000,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**74 000,00**	**80 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
938	80	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7472	REGIONS	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7474	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	74778	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	74888	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	74718	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	DIAD	F	49 000,00	0,00	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00
	90	70388	AUTRES	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	70388	AUTRES	BN	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
	90	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	90	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	195 000,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	195 000,00
	91	70878	PAR DES TIERS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
	91	70878	PAR DES TIERS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	752	REVENUS DES IMMEUBLES	DIAD	F	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
	91	775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	70872	PAR LES BUDGETS ANNEXES	BB	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
	928	74778	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL BOUVIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	94	70323.5	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL STE LUCIE	DIAD	F	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	94	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
	94	74778	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	752	REVENUS DES IMMEUBLES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	74778	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**347 000,00**	**0,00**	**347 000,00**	**0,00**	**0,00**	**347 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
940		73111	TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	BB	F	21 706 000,00	0,00	21 706 000,00	0,00	0,00	21 706 000,00
		73112	COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES	BB	F	2 285 000,00	0,00	2 285 000,00	0,00	0,00	2 285 000,00
		73114	IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX	BB	F	535 000,00	0,00	535 000,00	0,00	0,00	535 000,00
		73121	F.N.G.I.R.	BB	F	918 061,00	0,00	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00
		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	300 000,00	2 800 000,00
					Somme :	**33 044 061,00**	**0,00**	**33 044 061,00**	**0,00**	**300 000,00**	**33 344 061,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
941		73122	FONDS PEREQUATION COTISATION VALEUR AJOUTEE ENTREPRISES	BB	F	208 000,00	0,00	208 000,00	0,00	0,00	208 000,00

		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00	269 000,00	4 769 000,00
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
		7326	ATTRIBUTION TITRE FONDS NTAL PEREQUATION DMTO PERCUS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	5 340 000,00
		73261	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMTO	BB	F	3 700 000,00	0,00	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00
		73262	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	640 000,00	0,00	640 000,00	0,00	0,00	0,00
		7327	TAXE D'AMENAGEMENT	BB	F	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	0,00	0,00	12 000 000,00
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	80 000,00	1 780 000,00
		7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	BB	F	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00
		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00	0,00	0,00	2 700 000,00
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 973,00	0,00	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00
		7388	AUTRES	BB	F	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00	0,00	4 500 000,00
					Somme :	**34 540 095,00**	**0,00**	**34 540 095,00**	**0,00**	**1 349 000,00**	**35 889 095,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
942		7411	DOTATION FORFAITAIRE	BB	F	8 528 000,00	0,00	8 528 000,00	0,00	0,00	8 528 000,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 000,00	0,00	17 051 000,00	0,00	0,00	17 051 000,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 743 406,00	0,00	15 743 406,00	0,00	0,00	15 743 406,00
		744	FCTVA	BB	F	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 543 322,00	0,00	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00
		74831	COMPENSATION DES PERTES DE BASE D'IMPOSITION A LA CET	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74832	D.C.R.T.P.	BB	F	930 000,00	0,00	930 000,00	0,00	-31 600,00	898 400,00
		74833	ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	810 000,00	0,00	810 000,00	0,00	-75 000,00	735 000,00
					Somme :	**44 645 728,00**	**0,00**	**44 645 728,00**	**0,00**	**-106 600,00**	**44 539 128,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM

943		761	PRODUIT DE PARTICIPATIONS	BB	F	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
945		7815	REPRISES PROVISIONS RISQUES ET CHARGES DE FONC. COURANT	BB	F	75 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**75 000,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
946		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7761	DIFFERENCES SUR REALISATIONS (NEGATIVES) REPRISES AU COMPTE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7768	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART DES SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU CR		F	6 044 529,00	0,00	6 044 529,00	0,00	0,00	6 044 529,00
		7811	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**6 044 529,00**	**0,00**	**6 044 529,00**	**0,00**	**0,00**	**6 044 529,00**

					Somme :	**128 107 413,00**	**0,00**	**128 107 413,00**	**0,00**	**1 515 000,00**	**129 622 413,00**
								Total :	**1 515 000,00**		

BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
900	0202	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1328	AUTRES	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
902	221	13172	FEDER	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	1332	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES	BB	I	834 974,00	0,00	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00
	221	2031	FRAIS D'ETUDES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**834 974,00**	**0,00**	**834 974,00**	**0,00**	**0,00**	**834 974,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
903	313	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
906	621	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1321.16	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - RD 806	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	621	1321.35	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - CATASTROPHES NATURELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1322	REGIONS	R	I	825 834,00	0,00	825 834,00	0,00	0,00	825 834,00
	621	1323	DEPARTEMENTS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
	621	1328	AUTRES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**825 834,00**	**0,00**	**825 834,00**	**0,00**	**50 000,00**	**875 834,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
907	731	1381	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
908	821	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
909	94	1318	AUTRES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
917	738	1321	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1322	REGIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1322	REGIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331.10	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1336	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00
	74	1346	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMENAGEMENTS DE VILLAGES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

					Somme :	**5 000 000,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
919	91	1322	REGIONS	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	14 754,00	14 754,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BB	I	98 166,00	0,00	98 166,00	0,00	0,00	98 166,00
	93	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	I	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	94	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**118 166,00**	**0,00**	**118 166,00**	**0,00**	**14 754,00**	**132 920,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00	0,00	122 414,03	3 322 414,03
		1345	AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE	BB	I	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
					Somme :	**3 400 000,00**	**0,00**	**3 400 000,00**	**0,00**	**122 414,03**	**3 522 414,03**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
923		1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.20	EMPRUNTS EN EUROS 2020	BB	I	16 460 232,00	0,00	16 460 232,00	0,00	0,00	16 460 232,00
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00
		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00
					Somme :	**36 460 232,00**	**0,00**	**36 460 232,00**	**0,00**	**0,00**	**36 460 232,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
924		454221	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45422.117	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454223	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454421	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454422	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DIAD	I	56 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	56 000,00

		454429	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		4582.1	RECETTES - VOIRIES COMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**56 000,00**	**0,00**	**56 000,00**	**0,00**	**0,00**	**56 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
925		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES		I	794 000,00	0,00	794 000,00	0,00	0,00	794 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION		I	206 000,00	0,00	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00
		21311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21328	AUTRES BATIMENTS PRIVES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
926		192	REALISATIONS POSTERIEURES AU 01/01/2004		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2111	TERRAINS NUS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES		I	61 183,94	0,00	61 183,94	0,00	0,00	61 183,94
		28032	AMORTISSEMENT FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION		I	3 487,23	0,00	3 487,23	0,00	0,00	3 487,23
		280411	ETAT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	212 409,00	0,00	212 409,00	0,00	0,00	212 409,00
		2804113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	71 441,00	0,00	71 441,00	0,00	0,00	71 441,00
		2804114	VOIRIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804115	MONUMENTS HISTORIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	400,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
		2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION		I	7 051,00	0,00	7 051,00	0,00	0,00	7 051,00
		2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	42 739,00	0,00	42 739,00	0,00	0,00	42 739,00
		2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	182 578,21	0,00	182 578,21	0,00	0,00	182 578,21
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	10 083 522,61	0,00	10 083 522,61	0,00	0,00	10 083 522,61
		2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	183,00	0,00	183,00	0,00	0,00	183,00
		2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 786,46	0,00	1 786,46	0,00	0,00	1 786,46
		2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	29 828,00	0,00	29 828,00	0,00	0,00	29 828,00
		28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	291,66	0,00	291,66	0,00	0,00	291,66
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	69 476,00	0,00	69 476,00	0,00	0,00	69 476,00
		28041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 670 294,70	0,00	1 670 294,70	0,00	0,00	1 670 294,70
		28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	53 513,00	0,00	53 513,00	0,00	0,00	53 513,00
		2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	295 635,00	0,00	295 635,00	0,00	0,00	295 635,00
		2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	700 789,88	0,00	700 789,88	0,00	0,00	700 789,88
		280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	140 088,53	0,00	140 088,53	0,00	0,00	140 088,53
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 073 032,00	0,00	1 073 032,00	0,00	0,00	1 073 032,00
		280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	74 693,00	0,00	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00
		280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	24 980,25	0,00	24 980,25	0,00	0,00	24 980,25
		280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	51 395,54	0,00	51 395,54	0,00	0,00	51 395,54
		2804411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	19 601,90	0,00	19 601,90	0,00	0,00	19 601,90
		2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, DROITS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		I	339 044,77	0,00	339 044,77	0,00	0,00	339 044,77
		2808	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		I	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
		281311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	61 552,00	0,00	61 552,00	0,00	0,00	61 552,00
		281312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	48 439,00	0,00	48 439,00	0,00	0,00	48 439,00

		281313	BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX		I	30 617,00	0,00	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00
		281314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	19 128,00	0,00	19 128,00	0,00	0,00	19 128,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	219 637,00	0,00	219 637,00	0,00	0,00	219 637,00
		281351	BATIMENTS PUBLICS		I	156 499,00	0,00	156 499,00	0,00	0,00	156 499,00
		2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI		I	96 809,00	0,00	96 809,00	0,00	0,00	96 809,00
		28152	INSTALLATIONS DE VOIRIE		I	151 343,00	0,00	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00
		28153	RESEAUX DIVERS		I	57 505,00	0,00	57 505,00	0,00	0,00	57 505,00
		28157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		I	439 032,40	0,00	439 032,40	0,00	0,00	439 032,40
		2817	IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28172	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	4 633,38	0,00	4 633,38	0,00	0,00	4 633,38
		2817312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	919 713,13	0,00	919 713,13	0,00	0,00	919 713,13
		2817314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	6 076,00	0,00	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00
		2817318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	21 160,00	0,00	21 160,00	0,00	0,00	21 160,00
		281735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST		I	85 496,52	0,00	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52
		281752	INSTALLATIONS DE VOIRIE		I	2 245,00	0,00	2 245,00	0,00	0,00	2 245,00
		281753	RESEAUX DIVERS		I	179 786,00	0,00	179 786,00	0,00	0,00	179 786,00
		281785	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	78 009,00	0,00	78 009,00	0,00	0,00	78 009,00
		2818	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		I	2 161,00	0,00	2 161,00	0,00	0,00	2 161,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	499 331,34	0,00	499 331,34	0,00	0,00	499 331,34
		28183	MATERIEL INFORMATIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE		I	201 326,26	0,00	201 326,26	0,00	0,00	201 326,26
		281838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE		I	139 731,53	0,00	139 731,53	0,00	0,00	139 731,53
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES		I	84 140,13	0,00	84 140,13	0,00	0,00	84 140,13
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	38 980,54	0,00	38 980,54	0,00	0,00	38 980,54
		28185	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28188	AUTRES		I	12 982,86	0,00	12 982,86	0,00	0,00	12 982,86
					Somme :	**19 265 779,77**	**0,00**	**19 265 779,77**	**0,00**	**0,00**	**19 265 779,77**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
951		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		I	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00

					Somme :	**5 100 000,00**	**0,00**	**5 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 100 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Report	DM1	Total crédits inscrits après DM
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
					Somme :	**300 000,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**

				Somme :		**72 360 985,77**	**0,00**	**72 360 985,77**	**0,00**	**187 168,03**	**72 548 153,80**
								Total :	**187 168,03**		

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		3 100,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		30 200,00	0,00	30 200,00	0,00	0,00	30 200,00
		60621	COMBUSTIBLES	BM		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		38 000,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	38 000,00
		60622	CARBURANTS	BM		11 000,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
		60622	CARBURANTS	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60622	CARBURANTS	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60623	ALIMENTATION	BM		350,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
		60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BM		92 000,00	0,00	92 000,00	0,00	0,00	92 000,00
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BM		1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	2 800,00
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG		500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BM		205 000,00	0,00	205 000,00	0,00	0,00	204 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
		61521	TERRAINS	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00

		61551	MATERIEL ROULANT	BM		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		61551	MATERIEL ROULANT	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61551	MATERIEL ROULANT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BM		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
		6156	MAINTENANCE	BFI		34 000,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	34 000,00
		6156	MAINTENANCE	BM		55 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
		6156	MAINTENANCE	RB		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 800,00
		6168	AUTRES	BMG		1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
		6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BM		52 000,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00
		6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BM		65 700,00	0,00	65 700,00	0,00	0,00	65 700,00
		6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BM		100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
		6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG		1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6241	TRANSPORTS DE BIENS	BM		3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BM		1 100,00	0,00	1 100,00	0,00	0,00	1 100,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		42 000,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	41 200,00

		6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		3 300,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	3 300,00
		6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 600,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
		6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH		6 300,00	0,00	6 300,00	0,00	0,00	6 300,00
		6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	BM		270,00	0,00	270,00	0,00	0,00	270,00
		64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH		602 280,00	0,00	602 280,00	0,00	-3 000,00	599 280,00
		64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH		25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
		64113	NBI	BFH		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		64118	AUTRES INDEMNITES	BFH		130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	10 000,00	140 000,00
		64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		30 600,00	0,00	30 600,00	0,00	0,00	10 600,00
		64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
		64131	REMUNERATIONS	BFH		100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	-10 000,00	90 000,00
		64131.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		64131.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F	BFH		120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
		6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH		186 000,00	0,00	186 000,00	0,00	3 000,00	189 000,00
		6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH		36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	36 000,00
		6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 200,00	0,00	6 200,00	0,00	0,00	6 200,00
		6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH		700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
		6488	AUTRES CHARGES	BFH		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	5 000,00	7 000,00

		65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	BFH		20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	20,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			165 467,00	0,00	165 467,00	0,00	0,00	165 467,00
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**2 226 289,00**	**0,00**	**2 226 289,00**	**0,00**	**15 000,00**	**2 241 289,00**
								Total :	**15 000,00**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		52 000,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		125 000,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		20 500,00	0,00	20 500,00	0,00	0,00	20 500,00
		615231	VOIRIES	RB		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6156	MAINTENANCE	RB		7 000,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DIAD		15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00

		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
		63512	TAXES FONCIERES	BB		8 600,00	0,00	8 600,00	0,00	0,00	8 600,00
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	BC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DIAD		78 000,00	0,00	78 000,00	0,00	0,00	78 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			356 553,00	0,00	356 553,00	0,00	0,00	356 553,00
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**843 153,00**	**0,00**	**843 153,00**	**0,00**	**0,00**	**843 153,00**
								Total :	**0,00**		
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**BS**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Reports**	**DM1**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		700,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00

		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		600,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
		6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		800,00	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
		63512	TAXES FONCIERES	BB		9 800,00	0,00	9 800,00	0,00	0,00	9 800,00
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		800,00	0,00	800,00	0,00	-500,00	300,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	500,00
		65888	AUTRES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			45 277,00	0,00	45 277,00	0,00	0,00	45 277,00
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**70 379,00**	**0,00**	**70 379,00**	**0,00**	**0,00**	**70 379,00**
								Total :	**0,00**		

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT			10 616,00	0,00	10 616,00	0,00	0,00	10 616,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	BMP		2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	RB		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		20 000,00	0,00	20 000,00	4 731,60	0,00	24 731,60
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	BM		0,00	0,00	0,00	20 720,48	0,00	20 720,48
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG		1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB		2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		2188	AUTRES	BM		60 000,00	0,00	60 000,00	53 319,53	100 000,00	213 319,53
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB		48 000,00	0,00	48 000,00	711,00	30 000,00	78 711,00
		28188	AUTRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**173 616,00**	**0,00**	**173 616,00**	**79 482,61**	**130 000,00**	**383 098,61**
								Total :	**209 482,61**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	302,00	0,00	0,00	302,00
		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	102 330,00	0,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	BMP		2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
		2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI			6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
		2314.31	TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE	RB		45 000,00	0,00	45 000,00	1 566,20	0,00	46 566,20
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**160 632,00**	**0,00**	**160 632,00**	**1 566,20**	**0,00**	**162 198,20**
								Total :	**1 566,20**		

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	BS	Total crédits inscrits avant DM	Reports	DM1	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
		2188	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD		250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB		70 000,00	0,00	70 000,00	13 681,67	0,00	83 681,67
		23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**340 000,00**	**0,00**	**340 000,00**	**13 681,67**	**0,00**	**353 681,67**
								Total :	**13 681,67**		

BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061	TAXES D'ANALYSES	BM		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		7061.2	TAXES D'ANALYSES - TVA 7	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061.3	TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		7061.4	TAXES D'ANALYSES - TVA 10	BM		305 000,00	0,00	0,00	305 000,00	0,00	305 000,00
		7061.7	TAXES D'ANALYSES - TVA 20	BM		820 000,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	820 000,00
		7061.8	TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20	BM		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		7061.9	TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		74718	AUTRES	BM		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		74718.1	PARTICIPATION ETAT - TVA 19,6	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74718.4	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	BM		50,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00
		74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	BM		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		74718.7	PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)	BM		217 000,00	0,00	0,00	217 000,00	0,00	217 000,00
		74718.8	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
		74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		821 271,00	0,00	0,00	821 271,00	15 000,00	836 271,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00

		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7811	REPRISE SUR AMORTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F	**2 226 289,00**	**0,00**	**0,00**	**2 226 289,00**	**15 000,00**	**2 241 289,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	BB		140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
		757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	BB		260 000,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	260 000,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		340 519,00	0,00	0,00	340 519,00	0,00	340 519,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTE RESULTAT			102 632,00	0,00	0,00	102 632,00	0,00	102 632,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**843 153,00**	**0,00**	**0,00**	**843 153,00**	**0,00**	**843 153,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		70878	PAR DES TIERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		752	REVENUS DES IMMEUBLES	BB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		66 877,00	0,00	0,00	66 877,00	0,00	66 877,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	**70 379,00**	**0,00**	**0,00**	**70 379,00**	**0,00**	**70 379,00**

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	671 313,00	671 313,00
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	FRAIS INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			5 974,00	0,00	0,00	5 974,00	0,00	5 974,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			63 664,00	0,00	0,00	63 664,00	0,00	63 664,00
		2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		28182	MATERIEL DE TRANSPORT			8 234,00	0,00	0,00	8 234,00	0,00	8 234,00
		281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			242,00	0,00	0,00	242,00	0,00	242,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES			87 353,00	0,00	0,00	87 353,00	0,00	87 353,00
					I	**195 467,00**	**0,00**	**0,00**	**195 467,00**	**671 313,00**	**866 780,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	2 078 844,02	2 078 844,02
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			3 333,00	0,00	0,00	3 333,00	0,00	3 333,00
		28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES			3 808,00	0,00	0,00	3 808,00	0,00	3 808,00
		2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI			214 489,00	0,00	0,00	214 489,00	0,00	214 489,00
		2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS			134 158,00	0,00	0,00	134 158,00	0,00	134 158,00
		28181	AUTRES IMMO CORPO-INSTAL.GENERALES,AGENCE. ET AMENAG DIVERS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			765,00	0,00	0,00	765,00	0,00	765,00
					I	**362 553,00**	**0,00**	**0,00**	**362 553,00**	**2 078 844,02**	**2 441 397,02**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DM**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	623 412,38	623 412,38

		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	DEPARTEMENTS	BB		294 723,00	0,00	0,00	294 723,00	-294 723,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			45 277,00	0,00	0,00	45 277,00	0,00	45 277,00
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**328 689,38**	**668 689,38**

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Budget annexe : Laboratoire Départemental d'Analyses

Reprise anticipée des résultats de clôture 2019

Section Fonctionnement

	Recettes	Dépenses
Exécution de l'exercice	2 077 105,24 €	2 077 105,24 €
Résultat exercice	0,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	0,00 €	0,00 €
Résultat de clôture 2019	0,00 €	0,00 €

Section Investissement

	Recettes	Dépenses
Exécution de l'exercice	171 256,68 €	162 872,19 €
Résultat exercice	8 384,49 €	
Résultat antérieur reporté	662 928,51 €	
Résultat de clôture 2019	**671 313,00 €**	

Restes à réaliser au 31/12/2019

	Recettes	Dépenses
Fonctionnement		
Investissement		79 482,61

Reprise anticipée résultats de clôture 2019

Report à la section Investissement	**671 313,00 €**	

Pour la Présidente du Conseil départemental
La Directrice de Ressources Humaines,
Assemblées et Finances

Martine PRADEILLES

Le Payeur départemental

Jean-Philippe PEYRE

Budget annexe : Aire de la Lozère

Reprise anticipée des résultats de clôture 2019

Section Fonctionnement		
	Recettes	**Dépenses**
Exécution de l'exercice	738 045,62 €	738 045,62 €
Résultat exercice	0,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	0,00 €	0,00 €
Résultat de clôture 2019	0,00 €	0,00 €

Section Investissement		
	Recettes	**Dépenses**
Exécution de l'exercice	357 402,75 €	103 848,66 €
Résultat exercice	253 554,09 €	
Résultat antérieur reporté	1 825 289,93 €	
Résultat de clôture 2019	**2 078 844,02 €**	

Restes à réaliser au 31/12/2019		
	Recettes	**Dépenses**
Fonctionnement		
Investissement		1 566,20

Reprise anticipée résultats de clôture 2019		
Report à la section Investissement	**2 078 844,02 €**	

Pour la Présidente du Conseil départemental
La Directrice de Ressources Humaines,
Assemblées et Finances

Martine PRADEILLES

Le Payeur départemental

Jean-Philippe PEYRE

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Budget annexe : Domaine des Boissets

Reprise anticipée des résultats de clôture 2019

Section Fonctionnement		
	Recettes	**Dépenses**
Exécution de l'exercice	66 957,85 €	66 957,85 €
Résultat exercice	0,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	0,00 €	0,00 €
Résultat de clôture 2019	0,00 €	0,00 €

Section Investissement		
	Recettes	**Dépenses**
Exécution de l'exercice	44 799,19 €	24 133,07 €
Résultat exercice	20 666,12 €	
Résultat antérieur reporté	602 746,26 €	
Résultat de clôture 2019	**623 412,38 €**	

Restes à réaliser au 31/12/2019		
	Recettes	**Dépenses**
Fonctionnement		
Investissement		13 681,67

Reprise anticipée résultats de clôture 2019		
Report à la section Investissement	**623 412,38 €**	

Pour la Présidente du Conseil départemental
La Directrice de Ressources Humaines,
Assemblées et Finances

Martine PRADEILLES

Le Payeur départemental

Jean-Philippe PEYRE

lozère
LE DÉPARTEMENT

ETAT DES RESTES A REALISER 2019 : INVESTISSEMENT - Dépenses

Exercice budgétaire : **2020**

Budget : **0**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA LOZERE

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
900	0202	2051	69 224,41 €
	0202	21838	22 699,52 €
	0202	21848	3 694,79 €
	0202	231351	34 331,20 €
900		**Somme :**	**129 949,92 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
902	221	2031	46 752,10 €
	221	21831	5 949,82 €
	221	21841	1 750,72 €
	221	231312	594,15 €
	221	2317312	156 639,92 €
	23	21841	2,00 €
902		**Somme :**	**211 688,71 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
903	312	21848	500,00 €
	312	2316.1	408,00 €
	313	21848	1 000,00 €
	314	21848	500,00 €
	314	231351	1 012,00 €
	315	2031	24 401,21 €
	315	216	7,90 €
	315	216.2	0,31 €
	315	21848	1 500,00 €
	315	231314	262,60 €
	315	231351	5 195,53 €
903		**Somme :**	**34 787,55 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
904	40	21848	1 756,40 €
	40	231351	19 466,56 €
	40	23181	1 000,00 €
904		**Somme :**	**22 222,96 €**

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
905	50	2031	335,06 €
	50	231351	637,90 €
905		**Somme :**	**972,96 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
906	621	2031	4 609,05 €
	621	21848	4 092,45 €
	621	231318	75 291,64 €
	621	2317318	86 394,64 €
	621	23181	17 040,06 €
	622	2182	3 481,00 €
906		**Somme :**	**190 908,84 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
910	0202	204142	16 436,00 €
910		**Somme :**	**16 436,00 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
912	221	20431.206	1 530,85 €
912		**Somme :**	**1 530,85 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
913	312	204142	37 297,00 €
	313	204141	15 706,50 €
	32	20421.167	348,00 €
913		**Somme :**	**53 351,50 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
916	628	204142	52 076,50 €
916		**Somme :**	**52 076,50 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
917	72	204142	11 912,00 €
	72	20422	1 500,00 €
	731	204142.216	83 133,28 €
	738	204142	2 713,00 €
	74	204142	212 573,69 €
917		**Somme :**	**311 831,97 €**
Chapitre	**Ss-chap.**	**Article**	**Crédits reportés**
919	93	20422	3 150,01 €
	94	204142	1 762,00 €
	94	204142.161	13 097,97 €
	94	20422	41 080,00 €
	94	20422.48	4 641,00 €
919		**Somme :**	**63 730,98 €**
		TOTAL :	**1 089 488,74 €**

Budget : 1

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
		2051	4 731,60 €
		2182	20 720,48 €
		2188	53 319,53 €
		231318	711,00 €
		Somme :	**79 482,61 €**
		TOTAL :	**79 482,61 €**

Budget : 2

AIRE DE LA LOZERE

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
		2314.31	1 566,20 €
		Somme :	**1 566,20 €**
		TOTAL :	**1 566,20 €**

Budget : 3

DOMAINE DES BOISSETS

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
		231314	13 681,67 €
		Somme :	**13 681,67 €**
		TOTAL :	**13 681,67 €**

Mende le : 28 JAN. 2020
La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

ETAT DES RESTES A REALISER 2019 : INVESTISSEMENT - Recettes

Exercice budgétaire : 2020

Budget : 0

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA LOZERE

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
NEANT			

Budget : 1

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
NEANT			

Budget : 2

AIRE DE LA LOZERE

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
NEANT			

Budget : 3

DOMAINE DES BOISSETS

Chapitre	Ss-chap.	Article	Crédits reportés
NEANT			

Mende le : 28 JAN. 2020

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1010

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère

Dossier suivi par Affaires juridiques, commande publique et logistique -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU l'article L3123-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°703 intitulé "Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU la non-participation au débat et au vote de Sophie PANTEL, sortie de séance ;

ARTICLE 1

Rappelle que le Département est tenu de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

ARTICLE 2

Indique qu'un internaute animant la page Facebook "dans l'œil de la bête" a successivement publié, les 18 mars et 5 avril 2020, trois messages constituant clairement des diffamations publiques à l'encontre des actes pris par Madame Sophie PANTEL dans l'exercice de ses fonctions et en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère.

ARTICLE 3

Précise, sachant d'une part, qu'il ne s'agit nullement des premières attaques envers la Présidente, lesquelles sont récurrentes sur cette page Facebook et, que d'autre part, elles interviennent dans le contexte actuel de grave crise sanitaire, que la Présidente du Conseil Départemental de la Lozère, Sophie Pantel, a déposé une plainte avec constitution de partie civile afin que ces trois diffamations publiques soient poursuivies, lesquelles visent effectivement son action supposée durant son mandat.

ARTICLE 4

Décide, dans cette affaire, d'accorder la protection fonctionnelle à Madame Sophie PANTEL en sa qualité d'élue, qui consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'élu, étant précisé qu'une déclaration sera faite auprès de l'intermédiaire d'assurances SARRE & MOSELLE et de PROTEXIA, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat "protection juridique et protection fonctionnelle des agents et des élus".

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1010

Annexe à la délibération n°CD_20_1010 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°703 "Octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre de diffamations publiques d'actes pris par Madame Sophie PANTEL en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère"

En préambule, il est rappelé que le département est tenu de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Au vu du constat d'huissier qui a été établi, il s'avère que l'internaute animant la page Facebook "dans l'œil de la bête" a successivement publié les trois messages suivants:

- En date du 18 mars 2020, à 10 h 01, un post énonçant *« Honte à Sophie Pantel présidente du Conseil Départemental de la Lozère (…) Pourquoi envoyer le 13 février 2020, 17 000 masques en signe de solidarité en Chine ? (…).*

Juste à une opération de communication vertueuse au seul profit de la présidente du département et au détriment de la protection des Lozériennes et des Lozériens (…).

Inadmissible (…) Honte à vous !!!.

J'espère que la population Lozérienne ne l'oubliera pas »;

- Ensuite, sous le post du 18 mars 2020 précité, une réponse énonçant *«J'espère pour elle que le scénario qui s'en vient ne sera pas dramatique en Lozère, car elle risquerait de faire face au une autre épidémie… juridique celle-ci pour négligence et mise en danger volontaire d'autrui !!!!!»* ;

- Enfin, le 5 avril 2020, un post énonçant *«Comme nous l'avions annoncé dans une réponse de nos publications (…), des comptes seront à rendre, y compris et surtout ceux qui peuvent dépendre d'une qualification pénale, négligence, mise en danger de la vie d'autrui etc…. (…).*

Car si la Lozère est pour le moment épargnée sur les conséquences sanitaires de cette crise, elle ne l'a pas été sur la plan éthique et de préservation de la population lozérienne.

Est-ce que cet envoi de 17 000 masques en Chine est une initiative de Sophie Pantel sans aucune consultation de Conseil Départemental de la Lozère ? (…).

On peut d'ores et déjà dire que le pic de la crise politiquo-sanitaire est devant nous y compris en Lozère (ce que nous avions déjà annoncé le 18 mars (…))».

Ces propos constituent clairement des diffamations publiques à l'encontre des actes pris par Madame Sophie PANTEL dans l'exercice de ses fonctions et en sa qualité de Présidente du Département de la Lozère. Étant précisé qu'il ne s'agit nullement des premières attaques envers la Présidente, lesquelles sont récurrentes sur cette page Facebook.

Au vu de ces éléments, et dans le contexte de grave crise sanitaire que connaît actuellement la France, la Présidente du Conseil Départemental de la Lozère, Sophie Pantel, a déposé une plainte avec constitution de partie civile afin que ces trois diffamations publiques soient poursuivies, lesquelles visent effectivement son action supposée durant son mandat.

Il est rappelé que lorsque la protection fonctionnelle est demandée par un élu, le Conseil départemental, en tant qu'organe délibérant du département, est l'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande, au nom du département.

Cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'élu.

Il est précisé qu'une déclaration sera faite auprès de l'intermédiaire d'assurances SARRE & MOSELLE et de PROTEXIA, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat "protection juridique et protection fonctionnelle des agents et des élus".

Au vu de ces dispositions, il convient que le Conseil départemental délibère sur l'octroi de la protection fonctionnelle à Madame Sophie PANTEL en sa qualité d'élue.

Délibération n°CD_20_1011

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Politiques territoriales et Europe

Objet : Démographie médicale : ouverture de la bourse d'engagement à toutes les spécialités médicales

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Accueil, attractivité, démographie médicale et jeunesse

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 1511-8 et D 1511-54, D 1511-55 et D 1511-56 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD_19_1089 du 20 décembre 2019 approuvant la politique départementale et le budget 2020 « Attractivité et démographie médicale» ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°800 intitulé "Démographie médicale : ouverture de la bourse d'engagement à toutes les spécialités médicales" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Approuve la révision du règlement départemental « Aides financières aux étudiants en médecine et dentaire : bourse d'engagement » en ouvrant la bourse d'engagement à toutes les spécialités de médecine, en complément des études de médecine générale et de chirurgie dentaire, afin d'être toujours plus attractif auprès des praticiens de la santé.

ARTICLE 2

Valide le règlement, ci-annexé, prévoyant les modalités suivantes :

- montant de la bourse d'engagement : 700 euros par mois,
- pour les étudiants en chirurgie dentaire : versement de la bourse à compter de la date de la signature de la convention d'engagement jusqu'à la fin du 3e cycle des études soit sur 2 années maximum ;
- pour les étudiants en médecine générale : versement de la bourse à compter de la date de la signature de la convention d'engagement jusqu'à la fin de l'Internat de médecine générale.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1011

Annexe à la délibération n°CD_20_1011 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°800 "Démographie médicale : ouverture de la bourse d'engagement à toutes les spécialités médicales"

Lors du vote de la politique 2020 en faveur de l'attractivité, de l'accueil de nouvelles populations et de la démographie médicale, les bourses pour les étudiants en médecine générale et chirurgie-dentaire ont été poursuivies et un engagement financier en fonctionnement de 48 000 € a été réservé plus particulièrement pour la démographie médicale.

Dans l'optique d'être toujours plus attractif auprès des praticiens de la santé, comme nous l'avions évoqué lors du vote du budget 2020, il est proposé de faire évoluer le règlement concernant la bourse d'engagement en l'ouvrant à toutes les spécialités de médecine en complément des études de médecine générale et de chirurgie dentaire.

Le montant de la bourse reste inchangée, soit 700 euros par mois.

Étudiants en chirurgie dentaire : (*pas de modification du règlement actuel)*	Le versement de la bourse aura lieu à compter de la date de la signature de la convention d'engagement jusqu'à la fin du 3e cycle des études soit sur 2 années maximum
Étudiants en médecine générale : (*pas de modification du règlement actuel)*	Le versement de la bourse aura lieu à compter de la date de la signature de la convention d'engagement jusqu'à la fin de l'Internat de médecine générale
Étudiants en médecine autres spécialités : (*modification du règlement actuel)*	Le versement de la bourse aura lieu à compter de la date de la signature de la convention d'engagement jusqu'à la fin de l'Internat de médecine spécialisée

Je vous propose d'approuver l'ouverture de la bourse d'engagement à toutes les spécialités médicales. Ces nouvelles modalités s'appliqueront pour toutes les nouvelles demandes que nous recevrons à compter de ce jour.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS EN MÉDECINE TOUTES SPECIALITES ET EN DENTAIRE : BOURSES D'ENGAGEMENT

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

NATURE DE L'AIDE

- Aide financière accordée aux étudiants en médecine toutes spécialités et en dentaire qui s'engage à exercer dans le département de la Lozère dès l'obtention de leur diplôme

BÉNÉFICIAIRES

- Étudiants en Internat de médecine générale en France à l'étranger sous conditions d'équivalence des diplômes
- Étudiants en Internat de médecine autres spécialités en France ou à l'étranger sous conditions d'équivalence des diplômes
- Étudiants en 3e cycle de chirurgie dentaire en France ou à l'étranger sous conditions d'équivalence des diplômes

MODALITÉS DE L'AIDE

- Attribution d'une bourse d'engagement sous forme de versements mensuels d'un montant de 700 € :
  - à compter de la date de signature de la convention jusqu'à la fin de l'Internat de médecine générale en France ou à l'étranger
  - à compter de la date de signature de la convention jusqu'à la fin de l'Internat de médecine autres spécialités en France ou à l'étranger
  - à compter de la date de signature de la convention jusqu'à la fin du 3e cycle de chirurgie dentaire (5e et 6e années) en France ou à l'étranger

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

- S'engager, autant que les conditions d'organisation le permettent, à effectuer des remplacements en Lozère durant son Internat puis à y exercer pendant une durée minimale de 5 ans dès la fin de ses études
- Constituer un dossier de demande d'attribution

- Pour les étudiants à l'étranger : participer à un entretien à distance avec un élu et les services pour exposer son projet de vie

COMPOSITION DU DOSSIER À PRÉSENTER

- Justificatif d'inscription à la faculté de l'année universitaire en cours
- Attestation de réussite aux examens
- R.I.B.
- Signature d'une convention d'engagement avec le Département de la Lozère

Contact

Direction Générale Adjointe de la Solidarité Territoriale
Mission Démographie Médicale
Tél. : 06 79 18 60 43
Courriel: vivreenlozere@lozere.fr

Délibération n°CD_20_1012

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Conseil Départemental

Séance du 20 avril 2020

Commission : Politiques territoriales et Europe

Objet : Prorogation des contrats territoriaux

Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement -

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a autorisé toute forme de délibération collégiale à distance. Dans ces conditions, et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale, la Présidente du Conseil départemental, Sophie PANTEL, a régulièrement convoqué une séance du Conseil départemental, selon la procédure autorisée par de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, permettant la tenue d'une séance à distance en audioconférence.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 09h00

Étaient présents physiquement en séance : Robert AIGOIN, Régine BOURGADE, Valérie FABRE, Jean- Claude MOULIN, Sophie PANTEL, Patrice SAINT-LEGER et Laurent SUAU.

Ont participé à la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bernard DURAND, Bruno DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Henri BOYER ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et par dérogation au règlement intérieur de l'Assemblée départementale ;

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 ;

VU les articles L 1111-10 et L 3212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CP_18_206 du 20 juillet 2018 approuvant la convention territoriale d'exercice concertée "solidarité des territoires" 2018-2021 ;

VU la délibération n°CD_17_1064 du 23 juin 2017 modifiée par délibérations n°CD_18_1030 du 30 mars 2018 et n°CP_18_083 du 16 avril 2018 ;

VU la délibération n°CD_19_1019 du 15 mars 2019 approuvant le règlement général d'attribution des subventions d'investissement et de fonctionnement ;

VU la délibération n°CP_19_200 du 19 juillet 2019 approuvant les modifications du règlement et les avenants 2019 aux contrats ;

VU la délibération n°CD_19_1090 du 20 décembre 2019 approuvant la politique départementale et le budget 2020 "Ingénierie, contrats et structures de développement ;

VU la délibération n°CD_19_1092 du 20 décembre 2019 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD_19_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°801 intitulé "Prorogation des contrats territoriaux" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Rappelle que pour répondre aux enjeux du territoire avant d'initier une nouvelle période de contractualisation.

- une prolongation d'un an des contrats territoriaux de deuxième génération avait été annoncée dans la délibération relative à la politique départementale 2020 « ingénierie et contrats » et « structures de développement ».
- une revalorisation de l'Autorisation de Programme à hauteur de 8 M€ avait été arrêtée lors du vote du budget départemental 2020.

ARTICLE 2

Approuve, dans ce cadre, et pour permettre la prolongation des contrats territoriaux sur l'année 2021 :

- la modification du règlement des contrats territoriaux, ci-annexé, révisé en son paragraphe II.3.2 prévoyant désormais que « les projets inscrits au contrat devront avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le 15 septembre 2021 et d'un commencement d'exécution avant le 31 décembre 2021 ;
- la dérogation au règlement financier du Département pour que l'autorisation de programme relative aux contrats territoriaux de deuxième génération, soit prolongée d'une année supplémentaire et que les affectations soient réalisées dans les quatre ans (le paiement des subventions attribuées dans le cadre des contrats territoriaux de deuxième génération pouvant alors intervenir jusqu'à fin 2023).

ARTICLE 3

Décide de réserver 2 M€, sur l'enveloppe de prorogation des contrats, pour la voirie des collectivités à répartir entre les collectivités compétentes dans les conditions suivantes :

- le critère du linéaire de voirie utilisé pour déterminer le montant de subvention alloué à chaque maître d'ouvrage ;
- les montants de subvention ainsi obtenus seront indiqués aux collectivités, pour information :
  - si la subvention souhaitée est inférieure, la réponse négative ou en cas d'absence de retour de leur part, les montants de subventions correspondants seront reversés aux fonds de réserve d'échelle départementale.
  - sur demande de la collectivité, la subvention sera inscrite au contrat territorial par avenant et, à défaut de données complémentaires, le taux maximal d'intervention sera de 40 %.
- conformément au règlement des contrats territoriaux, l'attribution de l'aide en Commission Permanente se fera sur la base d'une estimation du programme annuel de voirie et sur la base du règlement spécifique « voirie communale ou intercommunale », ci-joint.

ARTICLE 4

Adopte le règlement de l'appel à projets ci-joint destiné à lister d'autres opérations supplémentaires qui pourront être soutenues dans le cadre de la revalorisation de l'enveloppe dédiée aux contrats territoriaux, ci-annexé, prévoyant :

- que ces opérations nouvelles, intégrées aux contrats prorogés, devront débuter en 2021 et que les subventions correspondantes devront être totalement payées avant fin 2023.,
- un champ identique aux contrats territoriaux hormis la voirie et l'application du règlement des contrats territoriaux ;
- une ouverture de l'appel à projets du 15 avril au 21 septembre 2020 ;
- le dossier de candidature à produire ;
- une sélection des dossiers selon l'intérêt du projet et son articulation avec les stratégies et les politiques départementales, l'état d'avancement de l'opération et l'ordre de priorité donné par la collectivité (si plusieurs dossiers de candidature sont déposés).

ARTICLE 5

Précise que les listes des accompagnements financiers supplémentaires issues des sélections seront proposées en Commission Permanente pour intégration aux contrats territoriaux prorogés lors de l'avenant prévu en fin d'année sachant que le montant global de subvention qui pourra être réservé dans le cadre de cet appel à projets n'est pas fixé et dépendra :

- d'une part, des dossiers de candidatures obtenus ;
- d'autre part, de la tension sur les différents fonds de réserve et dispositifs d'échelle départementale intégrés aux contrats.

ARTICLE 6

Prolonge la durée de chaque contrat territorial d'un an et intègre les nouvelles opérations financées lors d'un unique avenant par territoire qui sera soumis à la Commission Permanente en fin d'année.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_20_1012

Annexe à la délibération n°CD_20_1012 du Conseil Départemental du 20 avril 2020 *(séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020)*.

Rapport n°801 "Prorogation des contrats territoriaux"

Lors de la commission permanente du 23 juin 2017, il a été décidé la mise en œuvre d'une deuxième génération de contrats territoriaux. Ces contrats interviennent en faveur des collectivités territoriales dans les domaines de l'AEP et assainissement, des services à la vie quotidienne, du cadre de vie, de la voirie, du logement, du développement de l'agriculture et du tourisme et intègrent la participation départementale au syndicat en charge du déploiement du très-haut débit sur le département hors zone AMII.

Comme le règlement des contrats le prévoit, les contrats territoriaux conclus avec les collectivités définissent les soutiens financiers aux projets de territoire pour la période 2018-2020. Lors du vote du budget primitif 2018, une autorisation de programme de 25 M€ a été votée en faveur des contrats territoriaux.

Suite aux élections municipales de mars 2020, il semble opportun de laisser un temps certain aux instances décisionnelles renouvelées pour définir et caractériser les projets à mettre en œuvre pour répondre aux enjeux du territoire avant d'initier une nouvelle période de contractualisation.

Dans ces circonstances, **une prolongation d'un an des contrats territoriaux de deuxième génération est alors envisagée et avait été annoncée dans la délibération de politique départementale 2020 « ingénierie et contrats » et « structures de développement ». A cet effet, une revalorisation de l'autorisation de programme à hauteur de 8 M€ a été arrêtée lors du vote du budget 2020 en Conseil départemental du 20 décembre 2019.**

Des précisions et des ajustements des règlements doivent, maintenant, être définies afin de mettre en œuvre cette prorogation des contrats territoriaux de deuxième génération.

1 – Modification du règlement des contrats territoriaux

Lors de sa réunion en date du 23 juin 2017, le règlement en faveur des contrats territoriaux 2018-2019 a été adopté et des modifications ont été apportées lors des réunions du 30 mars 2018, du 16 avril 2018 et du 19 juillet 2019.

Afin de prévoir la prolongation des contrats territoriaux à l'année 2021, il est nécessaire de prévoir une nouvelle modification.

Dans sa version du 19 juillet 2019, le paragraphe II.3.2 du règlement prévoit que « les projets inscrits au contrat devront avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le 15/09/2020 et d'un commencement d'exécution avant le 31/12/2020 ». Avec la prolongation d'un an des contrats, ces délais doivent être revus. **Je vous propose donc de les décaler d'une année supplémentaire.**

A cet effet et par dérogation au règlement financier du Département, **il est nécessaire de prolonger l'autorisation de programme relative aux contrats territoriaux de deuxième génération d'une année supplémentaire et de permettre des affectations dans les quatre ans qui suivent sa création**. Le paiement des subventions attribuées dans le cadre des contrats territoriaux de deuxième génération pourra intervenir jusqu'à la fin des paiements 2023. **Cela fera l'objet d'une proposition lors de la Décision Modificative du mois de juin.**

Vous trouverez joint au présent rapport le nouveau règlement des contrats territoriaux prenant en compte ces modifications.

2 – Enveloppe voirie

Après examen des maquettes des contrats en cours, il s'avère qu'une enveloppe de 5,24 M€ est réservée pour des opérations dites de voirie soit 1,75 M€/an. Les affectations réalisées s'élèvent à 3,29 M€ et les paiements effectués jusqu'au 6 mars 2020 se chiffrent à 2,34 M€.

Considérant l'importance de ces travaux pour les élus locaux, **je vous propose de dédier 2 M€ de l'enveloppe de prorogation des contrats à la voirie des collectivités**. L'accompagnement financier du Département interviendra dans le cadre du règlement des contrats territoriaux et du règlement spécifique « voirie communale ou intercommunale ».

Lors de la définition des contrats territoriaux, l'enveloppe globale de voirie a été ventilée par territoire communautaire en fonction du linéaire de voirie. De plus, dans la majorité des territoires, l'enveloppe a ensuite a été répartie entre les collectivités compétentes au prorata du linéaire de voirie. Aussi, **je vous propose d'utiliser le critère du linéaire de voirie pour déterminer le montant de subvention alloué à chaque maître d'ouvrage.**

Les montants de subvention ainsi obtenus seront indiqués aux collectivités pour information et expression de leur volonté d'obtention. En cas de subvention souhaitée inférieure, de réponse négative ou d'absence de retour de leur part, les montants de subventions correspondants seront reversés aux fonds de réserve d'échelle départementale.

Ainsi, **sur demande de la collectivité, la subvention sera inscrite au contrat territorial par avenant**. A défaut de données complémentaires, le taux maximal d'intervention de 40 % indiqué dans le règlement spécifique sera utilisé pour l'obtention de la dépense subventionnable.

Conformément au règlement des contrats territoriaux, l'attribution de l'aide en Commission Permanente se fera sur la base d'une estimation du programme annuel de voirie.

3 – Appel à projets

Il est nécessaire de déterminer les autres opérations supplémentaires qui pourront être soutenues dans le cadre de la revalorisation de l'enveloppe dédiée aux contrats territoriaux.

Intégrées aux contrats prorogés, ces opérations nouvelles devront débuter en 2021 et les subventions correspondantes devront être totalement payées avant fin 2023. Aussi, elles doivent correspondre à des dossiers prêts à être mis en œuvre. Afin de répondre à ces objectifs, le format de l'appel à projets s'avère particulièrement intéressant.

Je vous propose de lancer un appel à projets dont le règlement est joint en annexe du présent rapport. Il prévoit :

- un champ identique aux contrats territoriaux hormis la voirie et l'application du règlement des contrats territoriaux
- une ouverture de l'appel à projets du 21 avril au 21 septembre 2020
- le dossier de candidature à produire
- une sélection des dossiers selon l'intérêt du projet et son articulation avec les stratégies et les politiques départementales, l'état d'avancement de l'opération et l'ordre de priorité donné par la collectivité (si plusieurs dossiers de candidature sont déposés).

Une première sélection devait avoir lieu sur la base des dossiers reçus avant le 12 juin 2020. Toutefois, celle-ci ne peut être maintenue dans un contexte de crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19. Aussi, une unique sélection sera réalisée à la clôture de l'appel à projets.

Les listes des accompagnements financiers supplémentaires seront proposées en Commission Permanente pour intégration aux contrats territoriaux prorogés lors de l'avenant.

Le montant global de subvention qui pourra être réservé dans le cadre de cet appel à projets n'est pas fixé. Il dépendra d'une part des dossiers de candidatures obtenus (qualité, état d'avancement par rapport aux délais des contrats, ...) et d'autre part de la tension sur les différents fonds de réserve et dispositifs d'échelle départementale intégrés aux contrats.

4 – Avenants aux contrats

La durée de chaque contrat territorial devra être prolongée d'un an. Les opérations nouvellement retenues devront également être intégrées dans les contrats territoriaux concernés.

D'autre part, depuis les derniers avenants aux contrats territoriaux le 19 juillet 2019, certains dossiers retenus aux contrats ont été affectés à la baisse, abandonnés ou financés en totalité par d'autres intervenants libérant ainsi des crédits sur les enveloppes territoriales.

Dans ce contexte, je vous propose que l'ensemble des modifications correspondantes soit apporté à chaque contrat lors d'un unique avenant pour chaque territoire. **Ces avenants seront soumis à la Commission Permanente.**

Néanmoins afin de ne pas retarder le démarrage des projets, les affectations définitives pourront être réalisées sans attendre la signature de l'avenant pas toutes les collectivités.

Aussi, si vous en êtes d'accord, **je vous propose :**

- **d'adopter les modifications du règlement en faveur des contrats territoriaux**
- **de proposer lors de la décision modificative du mois de juin de prolonger l'autorisation de programme relative aux contrats territoriaux de deuxième génération d'une année supplémentaire et de permettre des affectations dans les quatre ans qui suivent sa création**
- **de dédier 2 M€ de l'enveloppe de revalorisation à la voirie, à répartir entre les collectivités compétentes au prorata du linéaire de voirie et sous réserve de volonté de leur part**
- **d'adopter le règlement de l'appel à projets destiné à lister d'autres opérations supplémentaires qui pourront être soutenues dans le cadre de la revalorisation de l'enveloppe dédiée aux contrats territoriaux**
- **de prolonger la durée de chaque contrat territorial et d'intégrer les nouvelles opérations financées lors d'un unique avenant par territoire qui sera proposé en Commission Permanente.**

CONTRATS TERRITORIAUX

Version modifiée juillet 2019

2018 // 2019 // 2020

La Lozère, naturellement

lozère
LE DÉPARTEMENT

lozere.fr

Soutien aux projets des territoires :

Politique contractuelle du Conseil départemental de la Lozère avec les communes et les EPCI

2ème génération

Sommaire

Préambule :.....3

I.DISPOSITIONS GENERALES.....4

1.Principes du contrat.....4

2.Principes relatifs au diagnostic territorial.....4

3.Modes de contractualisation.....4

3.1.Les bénéficiaires.....4
3.2.Les thématiques.....5
3.3.Les règlements départementaux.....5
3.4.Les règlements nationaux et communautaires.....6
3.5.L'ingénierie de projet et l'ingénierie financière.....6
3.6.L'ingénierie technique.....6
3.7.La décision modificative du contrat.....6
3.8.Fonds de réserve.....7
3.9.Enveloppe de négociation.....7

4.Répartition de l'enveloppe.....8

II.PRINCIPE D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT DES PROCEDURES DE CONTRACTUALISATION.....9

1.Les phases de concertation.....9

1.1.La Concertation Territoriale.....9
1.2.Le Rendez-vous de Territoire.....9

2.Mode de validation du contrat.....9

2.1.Préparation du contrat.....9
2.2.Négociation.....10
2.3.Signatures.....10

3.La gestion des subventions contractualisées.....10

3.1.Montant et taux.....10
3.2.Gestion des dossiers : attribution et versement des aides.....10
3.3.Suivi du programme.....12
3.4.Contrôles.....12

4.La communication.....12

Annexe 1 : Règlements spécifiques.....14

Préambule :

Le Conseil départemental de la Lozère, collectivité de proximité et de solidarité, considère que :

- la solidarité territoriale s'exprime au travers des aides départementales aux collectivités,
- l'efficacité de l'action publique passe à la fois par un effort de concertation et de coordination entre les différentes institutions intervenant sur un territoire donné.

Le Conseil départemental a mis en place depuis 2015 une contractualisation avec les territoires (communes, communautés de communes et syndicats). Cette contractualisation pluri-annuelle est appuyée sur une réflexion du territoire construite entre les structures intercommunales et les communes sur le territoire de la communauté de communes.

Le processus d'élaboration de la contractualisation s'articulera en différentes phases menées consécutivement : lancement de l'élaboration, réflexion avec le territoire et propositions de plan d'actions par les collectivités, analyse des propositions, négociations, vote des contrats, signatures.

Le contrat intégrera les actions en maîtrise d'ouvrage publique dans les domaines suivants : numérique, développement, agriculture et tourisme, services et vie quotidienne, voirie, eau potable et assainissement, cadre de vie, logement...

Le présent règlement vise à préciser les objectifs et les modalités d'intervention de la collectivité départementale en faveur des collectivités territoriales et des projets participant au développement et à l'attractivité de la Lozère.

I. DISPOSITIONS GENERALES

1. *Principes du contrat*

Les grands principes qui régissent les contrats sont les suivants :

- contractualisation : définition concertée des soutiens financiers apportés par le Conseil départemental aux collectivités,
- globalisation des aides départementales en faveur des projets d'investissement sur le territoire de la communauté de communes
- recherche de pistes de co-financements pour chaque opération
- engagement pluriannuel

Les schémas départementaux approuvés par l'assemblée départementale s'appliquent aux projets présentés dans le cadre du contrat.

2. *Principes relatifs au diagnostic territorial*

Pour faciliter la réflexion, la Direction de l'Ingénierie Départementale du Conseil départemental accompagnera les territoires et fournira les « portraits de territoire » réalisés par l'INSEE pour chaque périmètre de communauté de communes, afin d'aider les collectivités à apporter des éléments dans la discussion à ce niveau.

Le diagnostic de territoire sera réalisé à l'échelle du périmètre de la communauté de communes par l'ensemble des parties contractantes (communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux) et mettra en avant les enjeux au regard des 7 axes thématiques (Cf. point I-3.2) définissant les axes d'intervention du Conseil départemental. Il permettra d'identifier les partenariats engagés ou à mettre en œuvre entre le Département et les collectivités. la Direction de l'Ingénierie Départementale du Conseil départemental pourra être sollicitée pour accompagner cette démarche.

3. *Modes de contractualisation*

3.1. Les bénéficiaires

Le Conseil départemental soutient les projets d'investissement des communes, communautés de communes et syndicats. Des établissements publics ou l'État pourront également être financés dans le cadre de ces contrats territoriaux pour des projets structurants.

Pour les projets portés par les syndicats intercommunaux (dont le périmètre peut aller au-delà des territoires des Communautés de communes) :

- Si le projet est localisé ponctuellement, il est imputé sur le territoire concerné
- Si le projet est plus vaste (comme sur un linéaire par exemple), il peut être affecté au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale ou au pro-rata sur les territoires concernés.

3.2. Les thématiques

Le Conseil départemental de la Lozère, oriente la contractualisation autour des 7 thématiques suivantes :

- Numérique
- Service et vie quotidienne
- Voirie
- Cadre de vie
- Logement
- Développement, agriculture et tourisme
- AEP et assainissement

Il sera nécessaire que les projets du contrat s'inscrivent au minimum dans 4 thématiques.

3.3. Les règlements départementaux

Les règlements généraux du Conseil départemental (règlement financier et règlement général des subventions) sont applicables.

Pour être éligibles, les projets devront répondre aux attentes de l'assemblée départementale formulées dans le règlement du contrat et ses annexes. Les règlements spécifiques en annexe 1 s'appliquent dès lors que le projet relève de leurs champs d'application. Toutes les opérations pouvant être financées au titre d'un autre programme départemental ne sont pas éligibles au contrat.

Selon les évolutions réglementaires européennes, nationales et régionales, le Département pourra ajuster ses modalités d'intervention.

Tout projet exclu au titre d'un règlement spécifique et non éligible à un autre règlement spécifique ne pourra pas faire l'objet d'une inscription au contrat.

3.4. Les règlements nationaux et communautaires

Les opérations retenues au contrat devront respecter les cadres réglementaires nationaux et communautaires et notamment :

- Article L1111-10 et L3212-3 du CGCT permettant au Département de contribuer au financement des opérations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les communes ou leurs groupements dans le cadre de la compétence de solidarité territoriale du Département.
- Pour les opérations concernant une activité économique dans le champ concurrentiel, un cadre réglementaire européen permettant la conformité via à vis des aides d'État.

3.5. L'ingénierie de projet et l'ingénierie financière

Les services du Conseil départemental, et notamment la direction adjointe de l'ingénierie et des contrats territoriaux, apportent conseil et accompagnement aux collectivités qui le souhaitent dans l'élaboration et la réflexion de leurs projets. Cet appui méthodologique notamment doit permettre de passer d'une idée à une intention de projet formalisée.

Le Département accompagne également les collectivités dans le travail d'ingénierie financière des projets des collectivités du territoire notamment par la recherche des autres financements possibles (fonds européens, État, Région, etc).

La Direction adjointe du Développement et du Tourisme apportera son expertise sur les thématiques du tourisme, des activités de pleine nature et du développement.

3.6. L'ingénierie technique

La Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement apporte son ingénierie technique (eau, assainissement, rivières, déchets, énergie…) au travers de ses différentes missions.

La Direction du Développement Éducatif et Culturel apporte également son expertise en termes de patrimoine, notamment mobilier, et de lecture publique.

La Direction Enfance Famille apporte son expertise pour l'accompagnement des projets de structures d'accueil de la petite enfance : crèches et MAM notamment.

Les collectivités adhérentes à Lozère Ingénierie et à Lozère Énergie peuvent bénéficier d'un appui technique dans le cadre de leurs compétences. Le CAUE peut également apporter un appui technique pour l'élaboration de certains projets.

3.7. La décision modificative du contrat

Afin de faciliter la gestion du contrat et dans le but de présenter les opérations définies avec le plus de précisions possibles, une décision modificative du contrat par an sera autorisée sur la période contractuelle.

Cette décision modificative du contrat permet des ajustements techniques et financiers.

L'abandon d'une opération et des sous-programmations d'opérations au regard du prévisionnel du contrat, pourront éventuellement permettre d'en engager d'autres, selon les modalités du règlement du contrat.

L'ajout d'un projet ne pourra être étudié, dans le cadre des modalités du contrat, que si cette opération est prête à être réalisée, et ce, dans la limite de l'enveloppe disponible au contrat du territoire concerné ou dans le cadre d'une enveloppe dédiée à un appel à projets.

L'ajout d'un projet sera régularisé lors du vote de la décision modificative du contrat.

Le taux de subvention des projets inscrits au contrat pourra être revu dans la limite du taux plafond des règlements particuliers, en cas d'évolution du plan de financement prévu, avant programmation du dossier en commission permanente et toujours dans la limite de l'enveloppe du contrat.

En cas de retard de programmation constaté lors de la préparation de la décision modificative du contrat et non justifié par des contraintes indépendantes de la volonté de la collectivité, il sera possible de réduire l'enveloppe attribuée au territoire pour la remobiliser éventuellement sur d'autres projets.

Les crédits prévus dans le cadre de la thématique numérique ne pourront pas être remobilisés lors de l'avenant sur d'autres aides

3.8. Fonds de réserve

Deux fonds de réserve pourront être mobilisés (à l'arbitrage de la Présidente) hors décision modificative du contrat pour tout projet :

- se réalisant dans le cadre d'appel à projets régionaux, nationaux ou européens (FRAAP)
- ou d'envergure départementale (FRED)

Le FRED permettra de financer des projets structurants dont la liste est définie en début de période de contractualisation.

Le Département initiera un appel à projets annuel sur la gestion des rivières sur une enveloppe réservée au sein du FRED.

Les projets financés au titre du FRAAP seront inscrits aux contrats concernés lors des décisions modificatives du contrat. Ils devront respecter les cadres réglementaires en vigueur lors de leur individualisation.

3.9. Enveloppe de négociation

Une enveloppe de négociation pourra être mobilisée par la Présidente lors de la négociation afin de compléter les enveloppes territoriales pour faciliter la prise en compte des projets présentés et en fonction du contexte local.

L'éventuel reliquat au terme des négociations sera versé dans la dotation du FRAAP.

4. Répartition de l'enveloppe

Au sein de l'autorisation de programme « Aides aux collectivités 2018-2020 », seront identifiés des crédits :

- pour le FRAAP
- pour le FRED
- pour l'enveloppe de négociation
- pour le dispositif des travaux exceptionnels (géré hors contractualisation)

Déduction faite des crédits identifiés ci-dessus, chaque territoire disposera d'une enveloppe financière indicative répartie sur les critères suivants :

- 50 % de forfait par territoire
- 15 % par rapport à la population des différents territoires
- 10 % par rapport à la superficie des différents territoires
- 25 % par rapport à la longueur de la voirie communale et intercommunale du territoire

Un contrat urbain sera conclu avec les communes urbaines de Mende et Marvejols. Les contrats urbains bénéficieront d'un forfait complet. Les actions retenues dans le cadre de ces contrats urbains seront localisées sur la commune urbaine.

Les contrats Cœur de Lozère et Gévaudan auront une dotation forfaitaire réduite au prorata de la part de la commune urbaine. Les actions retenues dans ces contrats seront hors communes urbaines.

Les financements apportés dans le cadre de la thématique numérique seront issus d'engagements financiers spécifiques.

II. PRINCIPE D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT DES PROCEDURES DE CONTRACTUALISATION

1. *Les phases de concertation*

1.1. La Concertation Territoriale

Cette instance rassemble les maires, le président de la communauté de communes, les présidents de syndicats s'il y en a, les conseillers départementaux locaux. Chaque collectivité est représentée par un élu. Elle permet d'élaborer le diagnostic, de proposer des projets, d'établir la priorisation des actions du territoire (sans qu'une collectivité ait un rôle prépondérant dans les débats) et d'être l'instance de négociation avec le Conseil départemental. Elle se réunit lors de l'élaboration du contrat à l'échelle du territoire de la communauté de communes. Elle peut se réunir autant de fois que nécessaire, à la demande du territoire ou du Département.

1.2. Le Rendez-vous de Territoire

Chaque année, les services du Département organisent des permanences territoriales permettant des rencontres avec les élus et administratifs des collectivités pour le suivi de la mise en œuvre du contrat et la préparation des décisions modificatives annuelles.

2. *Mode de validation du contrat*

2.1. Préparation du contrat

Les collectivités transmettront à la Direction de l'Ingénierie Départementale par courrier et par mail (collectivites@lozere.fr) :

- avant le 30 novembre 2017, le diagnostic de territoire (Cf. § I ; 2 page 4)
- avant le 31 décembre 2017, toutes les fiches projets. Ces fiches projets seront élaborées par les collectivités à l'issue des réunions de la concertation territoriale et du travail partenarial avec la Mission Ingénierie de projet, Urbanisme, Contractualisation et aides aux collectivités du Département.
- avant le 10 mars 2018, une délibération de chaque collectivité souhaitant proposer un projet au contrat à laquelle doivent être annexées les fiches projets correspondantes aux projets proposés au contrat. Le compte-rendu de la réunion de Concertation Territoriale donnant un niveau de priorisation aux projets du territoire devra également être produit pour cette échéance.

Une pré-instruction des projets présentés au contrat sera conduite par les différents services gestionnaires des règlements spécifiques. Des commissions techniques d'opportunité pourront être réunies durant cette phase selon le type de projet. Ces commissions pourront rendre un avis technique sur le projet et s'il y a lieu donner des préconisations.

2.2. Négociation

La négociation du contrat se fait dans le cadre de la Concertation Territoriale (cf point II-1.1). Chaque collectivité est représentée par un élu.

2.3. Signatures

La signature des contrats ne pourra avoir lieu qu'après délibération du Conseil départemental et des collectivités sur les projets qu'elles portent en maîtrise d'ouvrage et également sur le contrat dans son ensemble.

Le défaut de délibération d'une collectivité entraînera sa non participation au contrat, sans remettre en cause les autres affectations pour le territoire concerné.

3. *La gestion des subventions contractualisées*

3.1. Montant et taux

Les financements du Conseil départemental sont négociés entre les collectivités et le Département pour chaque opération, en prenant en compte les cofinancements possibles, dans le respect des règlements du contrat, et dans le cadre des taux précisés ci-dessous :

- Taux maximum d'aides publiques par projet : 80% (sauf préconisations contraires dans les fiches mesures ou cadre réglementaire)
- Taux maximum de participation du Conseil départemental par projet : 50% (sauf préconisations contraires dans les fiches mesures)

Un projet est éligible au contrat à condition de présenter un coût total au minimum de 5 000 €.

Les subventions sont, en règle générale, arrondies à l'euro près.

3.2. Gestion des dossiers : attribution et versement des aides

Afin de solliciter les engagements financiers pris dans le contrat par le Conseil départemental et une collectivité, la procédure d'attribution spécifique suivante est convenue :

- Les maîtres d'ouvrages présentent leur dossier de demande de subvention lorsqu'ils sont en possession des documents permettant l'instruction et l'attribution de la subvention (dossier technique, pièces administratives, devis ou marchés signés, etc...). Le point d'entrée collectivités au sein de la Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement est le guichet unique des demandes de subventions, inscrites au sein des contrats, et assure le suivi de la politique contractuelle.

Le dossier doit être déposé avant le commencement d'exécution du projet. A réception du dossier un accusé de réception est rédigé.

- Tout projet bâtimentaire disposant d'un système de chauffage devra faire l'objet avant individualisation de l'aide d'un diagnostic et de préconisations énergétiques réalisés par une structure compétente en la matière.
- Chaque opération figurant au contrat est affectée d'un coût prévisionnel, d'un taux et d'un montant plafond de subvention départementale.
- Plusieurs cas de figures :
  - Lorsque la dépense réelle est égale ou supérieure à la dépense prévisionnelle, le montant de l'aide indiquée est le plafond. Lorsque la dépense est inférieure, le taux indiqué est appliqué sur le coût réel de l'investissement (à l'exception des subventions forfaitaires). Dans le respect des taux plafonds (Cf. article 3.1), les plans de financement peuvent être modifiés et la participation départementale peut être ajustée ou maintenue sans nécessité d'avenant dans la limite du montant de la subvention prévisionnelle inscrite au contrat.
  - En cas d'abandon de projet ou d'intervention d'autres financeurs après signature du contrat et :
    - avant le début d'exécution des travaux (1er paiement) du projet alors les reliquats de crédits pourront éventuellement être remobilisés au moment de la décision modificative du contrat,
    - après le début d'exécution des travaux (1er paiement) du projet alors les reliquats de crédits ne donneront pas lieu à de nouvelles programmations.
  - Les sous-réalisations lors du paiement des aides ne donneront pas lieu à de nouvelles programmations.
- Le Département attribue et verse des subventions, à concurrence du montant mentionné au sein du contrat signé entre les parties suivant les modalités décrites ci-dessus. Les services du Conseil départemental sont chargés, chacun pour les opérations de leurs domaines de compétences, d'instruire et de régler chaque dossier relevant du contrat. Dans ce cadre, ils prennent tous les contacts utiles avec les maîtres d'ouvrage bénéficiaires des subventions. Chaque subvention est traitée de manière traditionnelle : attribution lorsque la dépense est arrêtée et le dossier réputé complet, versement sur production de justificatifs (factures, etc), dans le respect des procédures fixées par le règlement financier et le règlement général des subventions du Conseil départemental de la Lozère.
- En règle générale, pour les dossiers présentés aux financements de l'État : le Conseil départemental attribuera son financement après accord de l'État.
- Les projets inscrits au contrat devront avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le 15/09/2021 et d'un commencement d'exécution avant le 31/12/2021.

  Pour le versement des subventions ne sont retenues que les factures ultérieures à la date du dépôt du dossier. Toutefois, à titre dérogatoire, si des factures sont antérieures au dépôt du dossier, auquel cas, c'est la date de dépôt de la fiche projet qui est retenue.

Si les factures sont antérieures au dépôt de cette fiche, elles ne pourront en aucun cas être retenues pour le paiement.

- Pour les projets portés par une structure dont le Département est membre et pour la voirie communale, et seulement dans ces deux cas, il y a possibilité pour le Département de faire une avance sur la subvention attribuée de maximum 50 %.

3.3. Suivi du programme

Le Conseil départemental informera les maîtres d'ouvrage de la situation financière de leurs dossiers, sur demande et dans tous les cas au moins annuellement, préalablement à chaque Rendez-vous de Territoire.

3.4. Contrôles

Le Conseil départemental procédera à des contrôles sur place des projets financés. Ce contrôle pourra s'effectuer sur site pour constater la mise en œuvre du projet ainsi que sur un plan administratif pour analyse des pièces justificatives demandées par le Département. Un échantillonnage permettra de sélectionner les dossiers qui feront l'objet d'un contrôle. En cas de manquements constatés dans ces contrôles, la subvention pourra être revue à la baisse ou annulée. Le cas échéant, il pourra être demandé au maître d'ouvrage un remboursement de la subvention départementale.

4. *La communication*

Pour toute subvention accordée par le Département, le bénéficiaire de la subvention s'engage à valoriser auprès du public la participation financière du Département.

À ce titre, il doit obligatoirement assurer une publicité de cette participation par l'apposition du logo du Conseil départemental sur tout support adéquat et du slogan « La Lozère, naturellement »

Lorsqu'il sera fait référence à l'opération ou à l'événement (dans les journaux ou publications locales, panneaux, plaques, réseaux sociaux, etc.), il doit obligatoirement rappeler le montant de la subvention accordée par le Département.

Le bénéficiaire de la subvention assure une communication selon l'une des 3 modalités qui lui a été précisée à la notification de l'aide.

La communication doit rester en place pendant la durée des travaux et durant les 6 mois qui suivent la réception des travaux. Pour les équipements structurants, une plaque permanente mentionnant le financement départemental devra être mise en place dans un espace visible, de préférence dans l'entrée du bâtiment. La transmission d'une photo montrant la plaque posée sera requise pour le versement du solde de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre et à conserver toutes les preuves de publicités datées : photographies, articles de presse… jusqu'au paiement du solde de la subvention départementale.

En cas d'irrégularité ou de non-respect de ces obligations, le Conseil départemental pourra revoir le conditionnement du versement du solde de la subvention.

Toute demande de logo doit se faire à partir du site internet du Conseil départemental (formulaire à remplir et à renvoyer à la direction de la communication ; site internet : www.lozere.fr ; courriel : communication@lozere.fr).

Annexe 1 : Règlements spécifiques

Annexe 1 : Sommaire

NUMÉRIQUE....2
RÉSEAU TRÈS-HAUT DÉBIT....3

SERVICES ET VIE QUOTIDIENNE....4
LOISIRS ET ÉQUIPEMENTS DES COMMUNES....5
BIBLIOTHEQUES OU MEDIATHEQUES....7
ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES....8
STRUCTURES PUBLIQUES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE....9
MAÎTRISE DES DÉCHETS....10
BOIS ÉNERGIE....12

VOIRIE....13
VOIRIE COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE....14

CADRE DE VIE....15
MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSÉS, PATRIMOINE ARCHITECTURAL RURAL, MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS OU INSCRITS....16
AMÉNAGEMENTS DE VILLAGE....17

LOGEMENT....18
LOGEMENT - HABITAT....19

DÉVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME....21
IMMOBILIER D'ENTREPRISE....22
DERNIER COMMERCE DE PROXIMITÉ....26
PROJETS TOURISTIQUES....28
DIVERSIFICATION AGRICOLE ET FORESTIÈRE....32

AEP ET ASSAINISSEMENT....34
AEP - ASSAINISSEMENT....35
GESTION INTÉGRÉE DES COURS D'EAU....42

NUMÉRIQUE

RÉSEAU TRÈS-HAUT DÉBIT

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- Déploiement du réseau internet à Très-Haut Débit en Lozère dans le cadre du projet départemental

Sont exclus :

- les projets locaux ne faisant pas partie du projet global départemental

BÉNÉFICIAIRE

- Syndicat Mixte en charge du déploiement du réseau internet à Très-Haut Débit

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le financement du Département est apporté par fonds de concours au Syndicat Mixte.

Les fonds mobilisés sont gérés sur une autorisation de programme distincte de l'autorisation de programme des aides aux collectivités. Il n'y a pas de fongibilité entre les sommes contractualisées au titre de ce dispositif et celles contractualisées sur d'autres dispositifs.

SERVICES ET VIE QUOTIDIENNE

LOISIRS ET ÉQUIPEMENTS DES COMMUNES

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les équipements sportifs et de loisirs : terrains de sports, tennis, complexes sportifs, stade, gymnases...
- les constructions, rénovations (y compris thermique) de bâtiments communaux ou intercommunaux : mairies, sièges des services administratifs, centres techniques, garages, salles polyvalentes, bâtiments culturels...
- les acquisitions de bâtiments en vue d'un aménagement communal ou intercommunal
- les constructions et équipements des maisons de services au public (MSAP)
- les gendarmeries
- l'aménagement de point d'apport volontaire des déchets ménagers avec conteneurs enterrés avec systèmes permettant la mise en œuvre de la tarification incitative

Sont exclus :

- les bâtiments faisant l'objet d'un règlement spécifique (écoles, logements, ateliers relais, derniers commerces...)
- les construction ou rénovation de centres de secours
- les maisons de santé pluridisciplinaires
- l'équipement informatique et le renouvellement du matériel dans les bâtiments communaux existants
- les fourrières pour animaux

SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction de l'effort fiscal 2017 de la collectivité dans les conditions suivantes :

Effort Fiscal	Taux de Subvention
entre 0 et 0,89	25%
entre 0,90 et 1,19	30%
Entre 1,20 et 1,39	35%
De 1,40 et au delà	40%

Pour les projets portés par des communautés de communes, l'effort fiscal de la commune sur laquelle sera implanté le projet est pris en compte pour le calcul de l'aide.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le financement des équipements à vocation culturelle est soumis à l'avis de la Direction du Développement Éducatif et Culturel du Département. Des préconisations techniques pourront être faites pour faciliter l'utilisation de matériel scénique.

BIBLIOTHEQUES OU MEDIATHEQUES

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les créations ou aménagements de bibliothèques ou médiathèques (volet immobilier)

Sont exclus :

- le mobilier, l'informatisation et les petits travaux dans les bibliothèques éligibles au règlement spécifique mis en place par la MDL

SUBVENTION

Le taux de subvention du Département sera de 30 %.

Pour les bibliothèques de niveau 1, la DRAC apporte un financement à hauteur de 50 %.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le financement des bibliothèques ou médiathèques est soumis à l'avis de la Direction du Développement Éducatif et Culturel – MDL du Département. Des préconisations techniques pourront être faites pour faciliter les usages.

ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Construction d'écoles publiques primaires ou grosses restructurations : destruction de cloisons, agrandissement ou tout travaux entraînant une modification de la structure.
- Aménagements d'écoles publiques primaires existantes : travaux de rénovation, de mise aux normes, d'accès handicapés, d'aménagements de cours, préaux, (hors travaux d'entretien courant et de mobilier).
- Création ou rénovation de cantine.

Est exclus :
- Le renouvellement du matériel

SUBVENTION

Le taux de subvention est de 30 %. L'aide du département sera plafonnée à 300 000 €.
Pour tous types de travaux, le coût des travaux éligibles est d'au moins 20 000 € HT.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour que l'opération soit subventionnable, l'Inspection Académique devra donner un avis favorable sur l'opération.

Le financement départemental aux écoles sera conditionné à la participation de la collectivité ou de son délégataire au dispositif Agrilocal. Ainsi, lors de l'attribution de l'aide, la collectivité ou le délégataire devra :
- avoir créé un compte sur la plate-forme,
- et avoir lancé au moins une consultation.

STRUCTURES PUBLIQUES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Cf. règlement départemental de l'action sociale (RDAS) :

- Fiche 15 pour les Maisons d'Assistantes Maternelles
- Fiche 19 pour les Crèches, Micro-crèches et Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

MAÎTRISE DES DÉCHETS

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- Construction ou aménagement d'une ressourcerie, recyclerie.
- Création d'aires de broyage des déchets verts ou de biodéchets.
- Études préalables à la mise en place de la tarification incitative ou soutien à la mise en place de l'outil ComptaCoût.
- Surcoûts des équipements et des infrastructures liés à la mise en place de la tarification incitative (puces, lecteurs de puces…).

BÉNÉFICIAIRES

Collectivités ayant la compétence de la collecte et/ou du traitement des déchets ménagers.

SUBVENTION

L'aide du Département est complémentaire de celle de l'ADEME dans la limite des plafonds d'aides. L'aide du Département, basée sur le coût HT des travaux est de :

- 30% pour la construction ou l'aménagement d'une ressourcerie, recyclerie ;
- 30 % pour la création d'aires de broyage des déchets verts ou de biodéchets ;
- 10 % pour les études ;
- 30 % pour les surcoûts des équipements et des infrastructures liés à la mise en place de la tarification incitative.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Construction ou aménagement d'une ressourcerie, recyclerie	
Nature des dépenses éligibles, plafonds et taux maximal de subvention	Construction neuve, rénovation de bâtiment pour l'accueil de l'activité, aménagements et équipements. Dépenses plafonnées à 500 000 €.
Taux maximal de participation du Département	30%
Création d'aires de broyage des déchets verts ou de biodéchets	
Nature des dépenses éligibles, plafonds et taux maximal de subvention	Sous réserve de l'élaboration d'un schéma territorial de gestion de la matière organique. Dépenses plafonnées à 500 000 €.
Taux maximal de participation du Département	30% du coût HT par site de traitement
Etudes préalables à la mise en place de la tarification incitative ou soutien à la mise en place de l'outil ComptaCoût	
Nature des dépenses éligibles, plafonds et taux	Dépenses plafonnées à 100 000 €

maximal de subvention	
Taux maximal de participation du Département	10 % des dépenses d'investissement HT
Surcoûts des équipements et des infrastructures liés à la mise en place de la tarification incitative (puces, lecteurs de puces…)	
Nature des dépenses éligibles, plafonds et taux maximal de subvention	Dépenses plafonnées à 500 000 €
Taux maximal de participation du Département	30 % des dépenses d'investissement HT

BOIS ÉNERGIE

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- Création de chaufferies bois
- Équipements de mobilisation de la ressource : plateformes de stockage, bâtiments de stockage,

Pour les chaufferies bois et réseaux de chaleur, l'intervention financière du Département est examinée en fonction des éléments suivants :

- examen du projet, en lien avec la Région et l'ADEME et notamment de la rentabilité économique du projet et de l'évaluation du temps de retour sur investissements.
- au vu des co-financements mobilisables au titre de la Région, de l'ADEME et du FEDER

Le taux d'intervention est calculé pour atteindre un retour sur investissement supérieur ou égal à 5 ans sauf cas exceptionnel et dûment motivé.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Il est attendu une implication forte des collectivités dans le dimensionnement du projet et dans le suivi de son fonctionnement.

Ainsi le solde de l'aide départementale (à minima 25%) sera versé sous condition de la transmission d'un rapport de gestion de l'équipement pendant au moins une saison de chauffe et au plus tard avant le 30/10/2022. En cas d'écart entre l'étude prévisionnelle de dimensionnement et des résultats de mise en œuvre de plus de 20 % la subvention ne pourra être versée qu'à hauteur de 75 %.

VOIRIE

VOIRIE COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- Travaux de maintenance, de gros entretien de la voirie communale ou intercommunale
- Travaux d'aménagement ou de rénovation de la voirie communale ou intercommunale
- Travaux d'aménagement de voiries de desserte externe des massifs forestiers dans le cadre du schéma départemental
- Murs de soutènements directement liés à la voirie
- Amélioration du réseau routier communal relevant de la section d'investissement des budgets communaux ; ainsi les travaux de petit entretien figurant à la section de fonctionnement ne sont pas éligibles.

SUBVENTION

Le taux de subvention est de 40 % du montant H.T. des travaux

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Lors de la préparation du contrat, chaque maître d'ouvrage établira une fiche action unique pour les trois ans du contrat avec répartition annuelle indicative. Les attributions se feront sur la base d'un dossier annuel et la somme correspondante viendra en déduction du montant prévu sur la fiche action pluriannuelle.

Lozère Ingénierie accompagnera les collectivités adhérentes dans la définition et le suivi des programmes de voirie annuels.

Pour chaque programme annuel de voirie, une tranche optionnelle peut être présentée à la demande initiale, ce qui permettra le cas échéant de mobiliser cette tranche optionnelle si le montant de la tranche ferme est réalisée à moindre coût.

MODALITÉS DE VERSEMENT

Une avance de 50 % sera versée lors de la signature de la convention et le solde sur présentation de l'ensemble des justificatifs acquittés.

Pour le paiement du solde, les factures fournies doivent atteindre le montant minimum nécessaire pour que la subvention corresponde au taux de 40% même si la dépense votée initialement est plus importante.

Par contre, si ces factures n'atteignent pas ce montant minimum requis, la subvention sera versée à la baisse.

CADRE DE VIE

MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSÉS, PATRIMOINE ARCHITECTURAL RURAL, MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS OU INSCRITS

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Monuments historiques classés et inscrits publics,
- Édifices non protégés au titre des Monuments historiques (églises, temples...), petit patrimoine rural : fours, fontaines, lavoirs, croix, métiers à ferrer... et monuments aux morts.

SUBVENTION

- Monuments historiques classés et inscrits publics
  - Le taux de subvention maximal est de 80% du coût HT des travaux toutes subventions confondues.
  - La répartition entre les divers financeurs se fera dans le cadre d'une négociation entre l'État, le Département et la Région.
- Édifices non protégés au titre des Monuments historiques, petit patrimoine rural et monuments aux morts
  - Le taux maximum de subvention du Département est fixé à 40 % du HT.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour ces édifices, l'Unité Territoriale d'Architecture et du Patrimoine de la DRAC et la Direction du Développement Éducatif et Culturel du Département devront donner un avis favorable sur l'opération.

AMÉNAGEMENTS DE VILLAGE

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les aménagements de villages : aires de jeux, places, rues, parkings, enfouissements des réseaux secs...
- les aires d'accueil pour les gens du voyage
- les ouvrages d'art sur la voirie communale
- les équipements visant à favoriser l'intermodalité des transports : aires de covoiturage, pistes cyclables, équipements pour transports en commun...
- la Signalisation d'Information Locale (SIL),

Sont exclus :

- la signalisation à l'intérieur d'un village (hors SIL)
- le matériel roulant et de déneigement : tracto-pelle, camion, chasse-neige, étrave…
- les acquisitions pour réserves foncières
- les travaux sur les réseaux d'eaux pluviales
- les aménagements ou créations de cimetières
- les travaux d'aménagement de la voirie communale
- le matériel de vidéosurveillance

SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction de l'effort fiscal 2017 de la collectivité dans les conditions suivantes :

Effort Fiscal	Taux de Subvention
entre 0 et 0,89	35%
entre 0,90 et 1,19	40%
Entre 1,20 et 1,39	45%
De 1,40 et au delà	50%

Pour les projets portés par des communautés de communes, l'effort fiscal de la commune sur laquelle sera implanté le projet est pris en compte pour le calcul de l'aide.

LOGEMENT

LOGEMENT - HABITAT

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Acquisition de bâtiment dans le but d'aménagement de logements,
- Construction de bâtiment dans le but d'aménagement de logements,
- Réhabilitation de logements ou transformation d'usage.

Est exclu :

- Le mobilier

BÉNÉFICIAIRES

Communes et groupements de communes

SUBVENTIONS

La dotation départementale est forfaitaire d'un montant de 10 000 € par logement réalisé. Le forfait peut être revue à la baisse dans le cas d'intervention d'autres financeurs.

En cas de réalisation de logement temporaire meublé réservé pour l'accueil d'internes en médecine en stage et/ou en remplacement en Lozère ou de saisonniers ou pour l'accueil de nouveaux arrivants dans le cadre de logements-relais, la subvention est alors à 50 % dans la limite de 30 000 € de plafond de subvention.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Acquisition et travaux sont subventionnables dès lors que leur montant est supérieur ou égal à 20 000 € HT et que ce logement n'a pas fait l'objet de subvention depuis 10 ans au titre des programmes logements (Etat, Région, Département), y compris dans le cadre de baux à réhabilitation.
- Pour bénéficier de l'aide départementale, la collectivité s'engage à conserver un statut public au logement et la destination de logement locatif non touristique pour une durée de 10 ans.
- La collectivité s'engage à participer aux dispositifs de collecte d'information des logements disponibles organisés dans le cadre des politiques publiques d'accueil de nouveaux arrivants et d'action en faveur de la démographie médicale.

PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

En plus des documents nécessaires, à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

- plan des ouvrages
- attestation que le bâtiment n'a pas obtenu de subvention au titre du logement depuis 10 ans

DÉVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Dans le cadre de la loi Notre, la compétence immobilier d'entreprise est confiée aux collectivités (communes ou communautés de communes). Le Département peut être amené à cofinancer que dans le cadre des contrats territoriaux.

Cette aide est destinée à aider les projets immobiliers (création, extension et modernisation de l'ensemble immobilier) qui concourent au maintien ou au développement durable des entreprises.

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Achat du terrain dans la limite de 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné
- Travaux et VRD dans les limites de la parcelle
- Travaux de construction. Les dépenses éligibles sur l'ensemble immobilier seront en lien avec l'activité professionnelle
- Acquisition de bâtiment et son aménagement : la localisation du bâtiment est justifiée par le projet d'entreprise. Ce bâtiment ne doit pas avoir bénéficié d'aide départementale sur les 10 dernières années (sauf en cas de liquidation judiciaire). L'acquisition d'un bâtiment devra être destinée à une activité entreprenariale et devra être motivée par le maintien ou le développement d'activité.
- Aménagement paysager
- Frais liés au projet (maître d'œuvre, ingénierie, notaire, géomètre, étude, frais de raccordement, etc)

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Les bâtiments pourront accueillir toutes entreprises, à l'exclusion des services financiers, des banques et assurances, des professions libérales, des commerces de détail et de négoce, des bâtiments agricoles, des auto-entrepreneurs et services à la personne.
- Le simple déménagement d'une entreprise dans le périmètre départemental n'est pas subventionnable. Le projet ne pourra être subventionné que si le déménagement est en lien avec un projet de développement de l'entreprise ou suite à des contraintes réglementaires.

I. SUBVENTION POUR LES BÂTIMENTS BLANCS

Le Département interviendra sous forme de subvention au taux de 20 % maximum avec un plafond fixé à 30 000 €. Le calcul de la dépense subventionnable, portera sur le déficit prévisionnel de l'opération (Coût de l'investissement – recettes escomptées (loyers) + investissement en cours d'exploitation sur la durée d'amortissement).

Le loyer doit être compris dans le prix du marché. Le taux maximum d'aides publiques est de 80 % du déficit de l'opération.

BÉNÉFICIAIRES

- EPCI

II. SUBVENTION POUR LES ATELIERS RELAIS

Les règles du dispositif immobilier d'entreprise s'appliquent aux projets portés par des collectivités en crédit bail. Il sera exigé un protocole d'accord avec un dépôt de garantie pour couvrir les frais d'étude avant la livraison du bâtiment. A partir du début des travaux et de la signature du crédit-bail, une garantie de paiement de loyer ou de cautionnement de 2 ans minimum sera exigée.

BÉNÉFICIAIRES

- EPCI sous réserve que l'entreprise bénéficiaire du crédit bail soit éligible aux conditions suivantes :
  - Les entreprises selon la définition européenne relevant de filières structurées ou à enjeu local
    - PE : Petites Entreprises : entreprises indépendantes de moins de 50 salariés
    - ME : Moyennes Entreprises : entre 50 et 249 salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions d'euros ou le total du bilan inférieur à 43 millions d'euros
    - GE : Grandes Entreprises : toute entreprise qui n'est pas une PME est une grande entreprise)
  - Associations éligibles si elles ont un agrément d'entreprise d'insertion ou d'entreprise adaptée
  - Les SCI, uniquement dans le cas où les SCI détenues majoritairement par l'entreprise ou son principal associé sont admissibles. Le montage légal est le suivant : la SCI donne en location le bien immobilier à la structure commerciale qui l'exploite.
  - Sont exclus : les services financiers, les banques et assurances, les professions libérales, les sociétés de commerce et de négoce hors B to B, les bâtiments agricoles, les auto-entrepreneurs, les services à la personne

POUR LES PROJETS DE MOINS DE 40 000 € (60 000 € POUR LES PROJETS AGROALIMENTAIRES)

Le Département pourra intervenir en co-financement avec les communautés de communes (dans le cadre de la délégation de l'octroi de l'aide à l'immobilier). Le Département et la communauté de communes interviennent à parité, déduction faite d'autres aides et en respectant le taux maximum d'aides publiques selon le zonage AFR (cf. tableaux ci-dessous), en complément de l'autofinancement de la communauté de communes.

POUR LES PROJETS DE PLUS DE 40 000 € (60 000 € POUR LES PROJETS AGROALIMENTAIRES)

La Région intervient de manière proportionnelle avec un taux d'intervention maximum complémentaire à l'intervention de l'EPCI. Ce taux s'applique au montant maximum d'aides publiques du projet, selon les principes de cofinancement suivants :

2018	2019	2020
Min 10 % EPCI + Département Max 90 % Région	Min 20 % EPCI + Département Max 80 % Région	Min 30 % EPCI + Département Max 70 % Région

La communauté de communes et le Département participent à parité sur le taux défini (soit 5 % en 2018 ; 10 % en 2019 et 15 % en 2020).

L'aide du Département est plafonnée à 60 000 €. Pour les sociétés de négoce en B to B, le plafond est fixé à 15 000 €.

Lorsque le montant maximum de la subvention départementale est atteint, l'EPCI peut financer au-delà de la règle de parité.

Seuls les projets retenus par la Région seront financés par le Département et la communauté de communes. Dans le cas d'un projet global comprenant des investissement productifs et immobilier, dans la mesure où la Région attribue une subvention au plafond pour les investissements productifs, le Département et la communauté pourront intervenir, sans intervention de la Région, sur les dépenses relatives à l'immobilier dans la limite de 20 % en 2019 (soit 10 % chacun) et 30 % en 2020 (soit 15 % chacun) de l'aide mobilisable selon le cadre ou le TMAP applicable

Le projet de l'entreprise sera considéré dans sa globalité afin de considérer un plan de financement intégrant toutes les interventions de l'EPCI (mise à disposition du foncier ou rabais sur le prix initial, intervention sur la dépense de voirie, de réseaux ou autres dépenses directes, participation au capital ou exonérations fiscales). Ces modalités de participation de l'EPCI pourront être valorisées en contrepartie de la part du Département en accord avec le Département et selon les prix du marché.

TABLEAU DE TAUX MAXIMUM D'AIDES PUBLIQUES

Zonage Aide à Finalité Régionale issu du décret 02/07/2014

Entreprises		Régimes d'aides
Aides en Zone AFR	GE[1]	10%
	ME	20%
	PE	30%

Ce taux peut-être porté à 40 % pour les entreprises agroalimentaires.

1**GE** : Grande Entreprise **ME** : Moyenne Entreprise **PE** : Petite Entreprise

LISTE DES COMMUNES EN ZONAGE AFR (2014-2020) : 48002 Albaret-Sainte-Marie ; 48005 Antrenas ; 48008 Arzenc-de-Randon ; 48009 Aumont-Aubrac ; 48013 Badaroux ; 48016 Balsièges ; 48017 Banassac ; 48018 Barjac ; 48021 La Bastide-Puylaurent ; 48022 Bédouès ; 48025 Les Bessons ; 48030 Brenoux ; 48032 Le Buisson ; 48034 La Canourgue ; 48039 Chanac ; 48042 Chastel-Nouvel ; 48043 Châteauneuf-de-Randon ; 48045 Chaudeyrac ; 48047 La Chaze-de-Peyre ; 48049 Chirac ; 48050 Cocurès ; 48055 Cultures ; 48056 Esclanèdes ; 48061 Florac ; 48066 Fraissinet-de-Lozère ; 48075 Ispagnac ; 48080 Langogne ; 48086 Luc ; 48090 Le Malzieu-Ville ; 48092 Marvejols ; 48094 Le Massegros ; 48095 Mende ; 48099 Le Monastier-Pin-Moriès ; 48121 Prunières ; 48125 Le Recoux ; 48127 Rieutort-de-Randon ; 48128 Rimeize ; 48129 Rocles ; 48132 Saint-Alban-sur-Limagnole ; 48137 Saint-Bauzile ; 48138 Saint-Bonnet-de-Chirac ; 48140 Saint-Chély-d'Apcher ; 48142 Sainte-Colombe-de-Peyre ; 48150 Saint-Flour-de-Mercoire ; 48156 Saint-Germain-du-Teil ; 48181 Saint-Saturnin ; 48183 Saint-Sauveur-de-Peyre ; 48185 Les Salelles ; 48191 La Tieule.

Hors zonage Aides à Finalité Régionales - Régime cadre exempté

Entreprises		Régimes d'aides
Aides PME	GE	0%
	ME	10%
	PE	20%

Ce taux peut-être porté à 40 % pour les entreprises agroalimentaires.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Versement sur présentation des justificatifs.

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

- photos ;
- permis de construire et photocopie de l'ensemble des pièces constituant la demande de permis de construire ;
- plans (masse, situations, coupes et intérieurs...) ;
- acte notarié de propriété ;
- comptes administratifs des deux derniers exercices budgétaires ;
- toutes autres pièces nécessaires pour justifier aux conditions du règlement

DERNIER COMMERCE DE PROXIMITÉ

Cette aide est destinée à soutenir l'initiative publique pour maintenir la vie économique locale en milieu rural en maintenant un dernier commerce ou en créant un. Le projet doit permettre de maintenir une offre de besoin de première nécessité.

BÉNÉFICIAIRES

- Communes
- EPCI

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Acquisition de bâtiment et son aménagement : la localisation du bâtiment est justifiée par le projet d'entreprise. Ce bâtiment ne doit pas avoir bénéficié d'aide départementale sur les 10 dernières années (sauf en cas de liquidation judiciaire). L'acquisition d'un bâtiment devra être destinée à une activité entreprenariale et devra être motivée par le maintien ou le développement d'activité.
- Achat du terrain dans la limite de 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné
- Travaux et VRD dans les limites de la parcelle
- Aménagement paysager
- Frais liés au projet (maître d'œuvre, ingénierie, notaire, géomètre, étude, frais de raccordement, etc)
- Les activités de débit de boissons sont éligibles lorsqu'elles viennent en complément d'une autre activité répondant à un besoin de première nécessité (moins de 50 % du Chiffre d'Affaires prévisionnel).

SUBVENTION

Le Département apportera une subvention avec un taux maximum d'intervention de 20 % des dépenses éligibles et avec un plafond de 50 000 €. Le taux maximum d'aide publiques est de 80 %.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Versement sur présentation des justificatifs.

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

- déclaration des aides publiques directes ou indirectes perçues les trois dernières années ;
- délibération autorisant l'exécutif à solliciter un financement
- analyse économique sur la concurrence + viabilité économique
- photos ;
- permis de construire et photocopie de l'ensemble des pièces constituant la demande de permis de construire ;
- plans (masse, situations, coupes et intérieurs...) ;
- acte notarié de propriété ;
- accord bancaire,
- bilans comptables des deux derniers exercices budgétaires ;

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Circulaire du 3 novembre 2016 sur l'intervention économique des départements (article L1511.3 du CGCT)
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) Article 94
- Règlement régional Pass'commerce de proximité
- Code général des collectivités territoriales
- Règlement général d'investissement du Conseil départemental

PROJETS TOURISTIQUES

Les projets financés dans le cadre de ce dispositif doivent démontrer leur conformité quant à l'application des règles des aides d'État au sens des règlements européens en vigueur.

En l'absence d'argumentation au titre du cadre « Service d'Intérêt Économique Général », il est nécessaire de justifier les points suivants dans le sens de la communication de la Commission Européenne du 19 mai 2016 relative à la notion d'« aides d'État » :

- services ayant une activité locale
- petite taille, pas exportation
- pas d'attraction de clients provenant de l'UE (ou moins de 30% selon les jurisprudences)
- pas de concurrent UE sur place et peu de chance qu'ils s'implantent
- pas d'effet sur les échanges intra-UE
- pas d'obstacle à l'implantation d'opérateurs

I. LES VILLAGES DE VACANCES

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES ET SUBVENTION

Mise en place et rénovation d'hébergements d'un bon niveau sur les divers sites du département.

A. Création / démolition-reconstruction

Le Département intervient à hauteur de 30 % du coût HT des investissements, dans la limite d'un plafond d'investissement total de 2 000 000 €, et de 130 000 € par gîte, y compris les équipements annexes, pour un projet de construction par an. Les constructions doivent être du bâti en dur (construction maçonnerie, etc...). Tous autres types d'hébergements ne seront pas prioritaires (chalets, H.L.L...).
L'obtention d'un classement minimum de 3 étoiles ou équivalent est obligatoire.

B. Réhabilitations

Le Département intervient à hauteur de 30 % du coût HT des investissements, dans la limite d'un plafond d'investissement total de 1 000 000 €, et de 60 000 € par gîte, y compris les équipements annexes.
Le porteur de projet devra obligatoirement transmettre les résultats de l'étude de faisabilité réalisée dès lors que les travaux sont supérieurs à 500 000 €.
L'obtention d'un classement minimum de 2 étoiles ou équivalent est obligatoire.
Une seule aide par projet pourra être accordée sur la période 2014-2020.

BÉNÉFICIAIRES

Communes ou communautés de communes

II. AIRES DE SERVICES ET D'ACCUEIL POUR LES CAMPING-CARS

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES ET SUBVENTION

- Aménagement d'aires de services
  - La nature des travaux subventionnables est limitée aux installations d'aires de services avec bornes industrielles ou artisanales (acquisition et installation de bornes services), à l'exclusion des aménagements nécessaires pour le stationnement.
  - L'implantation devra se faire en fonction de la voirie et des réseaux existants (eau, électricité, assainissement).

- Aménagement d'aires d'accueil :
  - Sont éligibles les travaux et investissements suivants : végétalisation, aménagements (critères : aire stabilisée, facile d'accès (hauteur, dégagement, demi tour), surface minimale permettant aux véhicules de manœuvrer, espace paysager, poubelles)

SUBVENTIONS

- Aménagement d'aires d'accueil et aires de services :
  - Les projets intégrant la réalisation d'une aire d'accueil et d'une aire de services seront privilégiés. Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 10 000 € de subvention.
- Aménagement d'aires de services
  - Les aires de services pourront être financées uniquement s'il existe une aire d'accueil à proximité dans le hameau. Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 5 000 € de subvention.
- Aménagement d'aires d'accueil :
  - Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 3 000 € de subvention.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

L'aire de services et d'accueil devra :

- être implantée dans un lieu facile d'accès,
- faire l'objet d'une signalétique adaptée et conforme aux règlementations en vigueur
- prévoir une explication sur le fonctionnement et l'utilisation du matériel en français et en anglais
- être implantée dans un lieu calme et agréable, avec des efforts apportés en terme d'aménagements paysagers
- être implantée à une distance maximale de 500 mètres d'un hameau possédant des commerces de première nécessité et/ ou à proximité des sites touristiques majeurs
- Les aires implantées devront être distantes d'au moins 10 km d'une autre aire de ce type.

Le Département interviendra prioritairement :

- sur les projets d'implantations d'aires où il existe un déficit de l'offre, conformément au schéma d'accueil des camping-cars réalisé en 2011, sur les zones où il existe une forte densité touristique, sur les axes routiers majeurs du département.

III. HEBERGEMENTS TOURISTIQUES

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Gîtes ruraux :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 3 épis, clés ou équivalent.
  - La création, la rénovation et l'extension sont éligibles ainsi que les aménagements extérieurs. Toutefois, les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale (Pour les projets de création et d'extension, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux…) afin qu'il puisse apporter des conseils visant à assurer la qualité architecturale et l'intégration paysagère du projet).
  - Les équipements de loisirs adossés à un hébergement touristique seront éligibles, en vu de diversifier les prestations de services pour atteindre un niveau de qualité supérieur, mais, sans obligation de montée en gamme (exemples : accueil pour les ânes, piscine, spa, abris pour moto…)
- Gîtes d'étapes et gîtes de groupes :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 2 épis, clés ou équivalent.
  - La création, la rénovation et l'extension sont éligibles ainsi que les aménagements extérieurs. Toutefois, les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale (Pour les projets de création et d'extension, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux…) afin qu'il puisse apporter des conseils visant à assurer la qualité architecturale et l'intégration paysagère du projet).
  - Les équipements de loisirs adossés à un hébergement touristique seront éligibles, en vu de diversifier les prestations de services pour atteindre un niveau de qualité supérieur, mais, sans obligation de montée en gamme (exemples : accueil pour les ânes, piscine, spa, abris pour moto…)
- Construction neuve de gîte, de gîte d'étape
  - Tout projet de création en vue d'atteindre au minimum 4 étoiles, épis ou équivalent est exigée
  - La construction devra être labellisée « Tourisme et handicap » et « Ecolabel »
  - Les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux…)
- Hôtellerie de plein air :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 2 étoiles.
  - La création, la rénovation globale, y compris la signalétique et les aménagements paysagers extérieurs,
  - Les HLL sont éligibles si elles sont intégrées au paysage et si elles utilisent des

matériaux en bois.

- Hébergements insolites
  - Tout projet de création d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 3 épis, clés.
- Travaux de rénovation énergétique
  - Les études et les frais de conseil sont éligibles pour la réalisation d'un audit énergétique permettant de choisir les travaux de rénovation énergétique les plus adaptés pour un bâtiment.
  - Les travaux seront éligibles si le gain énergétique garanti par les rénovations réalisées est de 25% au minimum, sans obligation de montée en gamme .
  - Pour garantir l'atteinte des 25% de gain énergétique :

    Avant travaux : un audit énergétique devra être réalisé, comprenant une évaluation énergétique avant travaux avec des propositions pertinentes, concrètes et chiffrées concernant les travaux d'amélioration énergétique à réaliser.

    Après travaux : une évaluation énergétique après travaux pour assurer que les travaux engagés ont permis de réaliser un gain énergétique de 25 %.

Sont exclus :

- les investissements mobiliers « déplaçables »,
- l'auto construction : est exclue la main d'œuvre. Les frais d'achat de matériaux utilisés pour la création ou la modernisation du bâtiment sont éligibles (exemples : peinture, plâtre, ciment, carrelage, plomberie…),
- le matériel d'occasion,
- les mobil-homes, bungalows
- les seules mises aux normes (accessibilité, incendie, sécurité, assainissement) et les entretiens courants

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- viabilité du projet : plan d'actions et budget prévisionnel sur 3 ans pour les investissements présentant des recettes.
- maintien de l'activité touristique et engagement dans cette démarche qualité pour une durée minimale de 7 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide (dans la perspective où l'infrastructure subventionnée ferait l'objet d'une revente, la subvention départementale accordée en faveur du projet devra être remboursée),
- ouverture de la structure minimale de 4 mois sur l'année pour les campings
- ouverture de la structure minimale de 6 mois d'avril à octobre pour les gîtes ruraux, gîtes d'étapes, gîtes de groupes et hébergements insolites,
- les porteurs de projet devront s'engager à assurer l'accueil des touristes et préciser aux financeurs les modalités d'accueil envisagées (gestion directe / indirecte, personne en charge de l'accueil…),
- le bénéficiaire de la subvention devra s'engager à respecter les conditions fixées par le label auquel il sera affilié,
- l'attestation d'engagement dans une démarche de qualité devra être fournie.

SUBVENTION

- 10 %
- sous réserve d'une analyse du contexte concurrentiel local – intervention en cas de carence de l'initiative privée

IV. AUTRES PROJETS

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Aménagement d'aires de loisirs (aménagement autour d'un lac par exemple)
- Autres projets touristiques publics

SUBVENTION

- 30 %

DIVERSIFICATION AGRICOLE ET FORESTIÈRE

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Investissements matériels et immobiliers permettant le développement des filières de diversification agricole y compris la filière forestière.
- Investissements immobiliers liés notamment à des opérations de reconquête agricole dans des communes caractérisées par une forte déprise agricole.
- Opérations d'investissement découlant des démarches Terra Rural et Charte Forestière de Territoire ayant un fort impact et une forte valeur ajoutée pour le territoire.
- Les projets financés au titre de ce dispositif ne doivent pas être éligibles au règlement de l'immobilier d'entreprises.

BÉNÉFICIAIRES

- Toutes les collectivités

SUBVENTION

- Le taux d'intervention est étudié au cas par cas en fonction de la nature et de l'importance de l'opération.
- Le Département intervient en complément des aides de l'Europe, l'État et/ou la Région dans la limite des plafonds réglementaires liés au type d'opération.

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

Investissements matériels permettant le développement des filières de diversification agricole y compris la filière forestière.

- délibération du maître d'ouvrage décidant la mise en œuvre de l'opération et sollicitant le financement
- devis descriptifs et estimatifs des travaux
- plans de financement de l'opération faisant apparaître les autres subventions sollicitées ou obtenues

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Régime n°SA 40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans le secteur agricole.
- Régime n°SA 39677 "aide aux actions promotion des produits agricoles.

- Régime n°SA 40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et au aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.
- Régime n°SA 40670 « aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.
- Régime n°SA 41652 relatif aux aides en faveur de participation des producteurs de produits agricoles à des systèmes de qualité.
- Régime n°SA 41135 "aide au Programme National de Développement des Initiatives Locales (PIDIL).
- Régime n°SA 40321 "aide au secteur de l'élevage pour la période 2015-2020".
- Régime n°SA 43783 "aide aux service de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales".
- Régime n°SA 39618 relatif aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production primaire.
- Convention entre la Région et le Département de la Lozère en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire signée à Mende le 01/07/2017.

AEP ET ASSAINISSEMENT

AEP - ASSAINISSEMENT

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- **Eau potable et assainissement :**
  - Études (schéma, diagnostic, études réglementaires) ;
  - Travaux de mise en place d'outils de gestion (compteurs, télégestion, auto-surveillance) ;
  - Premier investissement lié à la création, dans le cadre d'un transfert de compétence, d'un service communautaire ou supra-communautaire de l'eau et/ou de l'assainissement (collectif et non collectif) ; si le transfert de compétences a été adopté avant le 01/01/2020.

- **Eau potable :**
  - Mise en place des périmètres de protection (procédures administratives, acquisitions, travaux de protection, servitudes)
  - Travaux de création d'ouvrages d'eau potable (captages, réservoirs, réseaux, stations de traitement d'eau potable) en cohérence avec le Schéma départemental AEP visant à garantir l'adéquation ressources/besoins et la qualité de l'eau distribuée
  - Renouvellement réseaux AEP et ouvrages annexes uniquement s'ils permettent une amélioration de rendement conforme aux exigences « grenelle » et/ou permettant d'atteindre l'adéquation ressources/besoins

- **Assainissement :**
  - Travaux de création ou de réhabilitation de réseaux d'eaux usées et de dispositifs épuratoires ; dépense éligible plafonnée à 2800 € / EH
  - Création de système d'assainissement collectif pour les moins de 200 EH sous réserve d'un SPANC opérationnel et d'un zonage d'assainissement effectif ; dépense éligible plafonnée à 2800 € / EH
  - Réhabilitation groupée d'ANC prioritaires sous l'égide d'un SPANC
  - Équipements de réception des graisses et matières de vidange dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets

<u>Sont exclus :</u>

- Extension de desserte AEP vers des zones d'activité économique ou des zones à lotir ou à urbaniser (lotissements…)
- Réseaux de collecte et systèmes de traitement des eaux pluviales
- Renouvellement de réseaux de collecte Eaux Usées
- Défense incendie
- Branchements particuliers AEP et EU (y compris la part publique des branchements)
- Création d'un assainissement collectif dans les villages pour lesquels le diagnostic du SPANC fait apparaître la faisabilité de l'ANC

SUBVENTION

I. POUR LES COLLECTIVITÉS RURALES

Les bénéficiaires possibles sont :

- Communes rurales
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)
- EPCI urbains pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)

La subvention du Conseil départemental est définie à partir d'un taux de base calculé à partir du prix du service pratiqué respectivement pour l'eau potable et l'assainissement collectif.

Eau potable :

Prix du service d'eau potable HT et hors redevance par m^3 (sur une base de 120 m^3)	**Taux de base**
≥ 1,50 €	50%
1,00 – 1,50 €	30%
< 1,00 €	0%

Assainissement collectif :

Prix du service de assainissement HT et hors redevance par m^3 (sur une base de 120 m^3)	**Taux de base**
≥ 1,00 €	50%
0,80 € - 1,00 €	30%
< 0,80 €	0%

Eau potable et assainissement	
Études (schéma, diagnostic, études réglementaires)	Taux de base
Mise en place d'outils de gestion : compteurs, télésurveillance, télégestion	Taux de base
Eau potable	
Mise en place des périmètres de protection : procédures administratives, acquisitions et travaux de protection phase administrative et acquisition du Périmètre de Protection Immédiat (PPI)	Au maximum, taux de base en complément des autres financeurs et dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques à 70%
Mise en place des périmètres de protection :	Taux de base

procédures administratives, acquisitions et travaux de protection phase travaux	
Opérations répondant aux enjeux qualité et quantité du Schéma départemental AEP : mobilisation nouvelle ressource (captage, adduction, traitement, stockage en tête de réseau, réhabilitation de captage dans un objectif de gain qualitatif, interconnexion, mobilisation de ressource alternative et/ou stockage d'eau brute)	Taux de base
Renouvellement de réseaux et ouvrages associés (réservoirs, bâches de pompages, brises charges, renouvellement de réseaux AEP visant à atteindre un objectif d'amélioration du rendement de réseaux conforme aux exigences « grenelle » et/ou de rétablir l'adéquation ressources/besoins)	Taux de base - 20 points (uniquement sur la part amortie), hors équipements électromécaniques
Desserte publique AEP d'UDI collectives privées (UDI qui sont transférées dans le patrimoine de la Collectivité)	Taux de base - 20 points pour raccordement au réseau public et/ou mobilisation nouvelle ressource (interconnexion, captage, adduction, réservoir de tête et distribution)
Assainissement	
Réhabilitation ou création de dispositifs inscrits dans un PAOT ou dans les priorités d'un contrat de rivière	Taux de base en complément des aides des autres financeurs dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 70 %
Création ou réhabilitation de système d'assainissement collectif ne faisant partie ni d'un programme de travaux relevant des Directives ERU et DCE, ni d'un PAOT, ni des priorités d'un contrat de rivière	Taux de base – 20 points en complément des aides des autres financeurs dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 50 %
Équipement d'auto-surveillance (systèmes d'assainissement supérieurs à 200 EH) des stations et des réseaux	Taux de base dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 80 %
Dispositif de réception et de retraitement des matières de vidange et des graisses (selon le plan de prévention et de gestion des déchets)	Taux de base dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 80 %
Réhabilitation des assainissements non collectifs	Aide à 30 % en

impactant la salubrité et le milieu naturel dans le cadre d'opérations groupées prioritaires mises en œuvre par un service intercommunal d'assainissement unifié (assainissement collectif et assainissement non collectif) Conditions : zonage approuvé, contrôles périodiques SPANC effectifs Opérations sous maîtrise d'ouvrage du SPANC Dépense plafonnée à 7 000 € HT par dispositif	complément de l'aide de l'Agence de l'eau, dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 70 %
Service d'eau et d'assainissement	
Premier investissement lié à la création d'un service de l'eau et de l'assainissement dans le cadre d'un transfert de compétences au profit d'un EPCI si le transfert de compétences AEP et Assainissement a été adopté avant le 01/01/2020. *A titre dérogatoire, les investissements pour l'extension de SPANC existants à l'ensemble du nouveau territoire intercommunal ou de mise en œuvre de projets de SPANC prévus lors de la 1ère génération des contrats territoriaux sont éligibles. Les dépenses retenues dans ce dossier limité à l'assainissement non collectif seront à déduire du plafond éligible en cas d'un dossier ultérieur pour intégration du service assainissement.*	
Transfert d'une seule compétence : Dépense éligible plafonnée à 20 000 € HT	Taux de subvention = 50%
Transfert de deux compétences : Dépense éligible plafonnée à 50 000 € HT	Taux de subvention = 50%

II. POUR LES COLLECTIVITES URBAINES

Les bénéficiaires possibles sont :

- Communes urbaines
- EPCI urbains
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes urbaines (au pro-rata des besoins urbains)

Assainissement	
Dispositif de réception et de retraitement des matières de vidange et des graisses (selon le plan de prévention et de gestion des déchets)	Taux d'aide de 45% dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques de 80 %

III. PROGRAMME EXCEPTIONNEL

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

>>> EAU POTABLE :

Opérations s'inscrivant dans le Programme exceptionnel AEP 2014-2020 (opérations structurantes de sécurisation de la ressource en eau potable issues du Schéma Départemental AEP) selon la délibération initiale du Département en date du 17 décembre 2010 avec reconduction sur la période 2014-2020 par délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2014 et extension par délibération du 9 février 2018.

>>> ASSAINISSEMENT :

Opérations s'inscrivant dans le programme exceptionnel ASSAINISSEMENT 2014-2020 (opérations de requalification de systèmes d'assainissement collectif à fort enjeu milieu et non conformités ERU) selon délibération initiale du Département en date du 17 décembre 2010 avec reconduction sur la période 2014-2020 par délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2014.

BÉNÉFICIAIRES

- Structures porteuses des projets listés dans les stratégies départementales citées ci-dessus.

SUBVENTION POUR LES MAÎTRES D'OUVRAGE

Le financement dans le cadre du programme exceptionnel ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée auquel peut émarger le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

>>> EAU POTABLE

Programme exceptionnel 2014-2020 de travaux de sécurisation de la ressource d'eau potable : taux d'intervention à 30 % (dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques à 80%).

>>> ASSAINISSEMENT

Réhabilitation ou création de système d'assainissement collectif identifiés dans le Programme exceptionnel Assainissement 2014-2020 (Mise en conformité ERU et Autres Projets d'Assainissement prioritaires) concernant les projets non engagés sur 2011-2014 des 31 projets figurant au vote du conseil général du 17 décembre 2010.

- Le taux maximum d'aides publiques est de 80%.
- La dépense éligible est plafonnée à 2800 € /EH.

MODALITÉS D'ATTRIBUTION (COMMUNES URBAINES, COMMUNES RURALES ET PROGRAMME EXCEPTIONNEL)

- L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

CONDITIONS PARTICULIÈRES (COMMUNES URBAINES, COMMUNES RURALES ET PROGRAMME EXCEPTIONNEL)

- Pour tout investissement, étude et outil d'exploitation, le bénéficiaire devra justifier des moyens d'exploitation dont il dispose ou qu'il entend mettre en œuvre pour garantir la pérennité de l'investissement
- Dépense minimum éligible : 25 000 € HT à l'exception des études, mises en place de traitements d'eau potable, de compteurs, de dispositifs d'autosurveillance ou de métrologie et des travaux en régie. Cette condition est appréciée globalement pour l'AEP et l'assainissement en cas d'opération globale scindée en deux dossiers de financement.
- En AEP et en assainissement, les branchements particuliers sont exclus de la dépense subventionnable (création ou renouvellement).
- Les travaux en régie sont éligibles. Dépense retenue : fournitures et location de matériel. Le temps de travail de l'agent n'est pas éligible.
- Pour bénéficier des aides du Département, la collectivité devra mettre en place les mécanismes de participation des intéressés instaurés par le Code de l'urbanisme et le code de la Santé publique
- Pour des opérations de création de système d'assainissement : participation financière pour raccordement à l'assainissement collectif (PFAC) d'un montant de 1 000 € HT minimum pour les constructions existantes ou postérieures à la création du réseau de collecte
- La réhabilitation des systèmes d'assainissement du maître d'ouvrage demandeur (réseau et/ou station) dont le fonctionnement est déficient doit intervenir avant la création de nouveaux systèmes d'assainissement
- Si l'opération globale comporte de l'AEP et de l'assainissement, les subventions seront gérées en deux dossiers différents

- Pour des dossiers comportant des travaux susceptibles de bénéficier de taux d'aide différents (plusieurs natures de travaux), il sera calculé un taux de subvention moyen pondéré appliqué à l'instruction et à la gestion du dossier
- Le prix du service pris en compte pour la détermination du taux d'aide est celui applicable à la date de l'attribution de l'aide par la Commission permanente.
- A titre dérogatoire, pour les collectivités qui mettent en place le service de l'assainissement collectif, il sera pris en considération le prix de l'assainissement sur lequel s'engage la collectivité à la mise en place du service. La collectivité devra justifier, dans les 3 ans qui suivent l'année d'affectation de l'opération en commission permanente, de l'application effective de ce tarif.

GESTION INTÉGRÉE DES COURS D'EAU

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

Études et Travaux de restauration des cours d'eau

BÉNÉFICIAIRES

Structures intercommunales de bassin versant

SUBVENTION

Aides apportées par le Conseil départemental, en complément des financements apportés par l'Agence de l'eau et éventuellement de la Région.

Travaux de restauration des cours d'eau dans le cadre d'un programme pluriannuel de gestion, y compris maîtrise d'œuvre assurée en régie	10 % maximum dans le cadre d'un appel à projet lancé par le Département sur des crédits issus du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale
Actions d'investissement s'inscrivant dans un PAPI d'intention : études pré-opérationnelles, systèmes d'information des crues (échelles limnimétriques, repères de crues)	
Études préalables nécessaires à la définition de programmes de restructuration	10 % maximum
Études stratégiques à la détermination d'une politique de gestion des bassins versants	10% maximum

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Dépense éligible retenue établie sur la base de dépense déterminée par l'Agence de l'Eau.
- Pour des opérations à caractère interdépartemental, la dépense sera proratisée au regard de la superficie du bassin versant impacté sur le Département de la Lozère.
- Les techniques minérales de restauration de berges ne sont pas éligibles.

Pour le suivi de la démarche et pour vous accompagner :

Direction de l'Ingénierie Départementale
Mission Ingénierie de projet, Urbanisme, Contractualisation et Aides aux collectivités
Point d'entrée Collectivités
04 66 49 95 07
collectivites@lozere.fr

Département de la Lozère
Hôtel du Département
4 rue de la Rovère - BP 24
48001 MENDE CEDEX
lozere.fr

La Lozère, naturellement !